

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[Mac — 9243]

16 MARS 1995. — Circulaire interministérielle sur l'incidence de la Convention de Schengen en matière de contrôle frontalier et de coopération policière et judiciaire

La Convention de Schengen du 19 juin 1990 entre en vigueur le 26 mars 1995 entre sept pays de l'Union européenne, à savoir la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la France, l'Allemagne, l'Espagne et le Portugal.

TITRE Ier. — Aperçu historique**CHAPITRE Ier. — Introduction.**

Le 14 juin 1985, cinq pays - le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas ont conclu, à Schengen (grand-duché de Luxembourg), un accord qui avait pour but de réaliser "la suppression des contrôles aux frontières communes dans la circulation des personnes et d'y faciliter le transport et la circulation des marchandises".

L'exécution de l'Accord était, entre autres, soumise à la condition que la sécurité nationale des Parties Contractantes ne pouvait pas être mise en danger par la suppression des contrôles aux frontières intérieures.

Ceci signifie qu'il fallait garantir la protection de l'ensemble du territoire constitué par les Parties Contractantes.

Plusieurs groupes de travail ont été chargés de déterminer les mesures concrètes qui devaient être prises afin d'éviter ce risque lors de l'entrée en vigueur de l'Accord.

Le résultat de ces activités a été transcrit dans un instrument juridique - la Convention d'application - signée le 19 juin 1990, à Schengen.

Durant les quatre années qui ont suivi, ces groupes de travail ont continué à se réunir afin de préparer la mise en œuvre pratique des mesures contenues dans la Convention. Par ailleurs, chaque gouvernement a mené à bien les procédures nationales requises pour la ratification de cette Convention. En Belgique, cela s'est traduit par la loi du 18 mars 1993 publiée au *Moniteur belge* du 15 octobre 1993.

Entre-temps, en plus des cinq pays contractants initiaux, les pays suivants ont adhéré à la Convention :

- l'Italie (27.11.90)
- l'Espagne (25.06.91)
- le Portugal (25.06.91)
- la Grèce (6.11.92)

Notons à cet égard l'adhésion imminente de l'Autriche à la Convention.

Seuls les pays membres de l'Union européenne peuvent adhérer à la Convention de Schengen, mais tous ne l'ont pas fait, c'est le cas pour le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande. Durant cette même période, des négociations ont également été menées entre les 12 pays de la Communauté européenne dans les matières abordées dans la Convention de Schengen. Elles se sont d'abord déroulées dans des enceintes différentes : coopération intergouvernementale TREVI pour la coopération policière, groupe ad hoc Immigration dans le cadre de la CEE, etc ... Depuis l'entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht) le 1er novembre 1993, ces négociations sont regroupées au sein de ce qu'on appelle le 3e Pilier Intérieur-Justice.

CHAPITRE II. — Principes

La Convention d'application établit les mesures, les procédures et les règles communes pour la collaboration entre les Parties Contractantes.

Elle se compose de 142 articles, regroupés en 8 titres :

1. Définitions (art. 1)
2. Suppression des contrôles aux frontières intérieures et circulation des personnes (art. 2-38)
3. Police et sécurité (art. 39-91)
4. Système d'Information Schengen (art. 92-119)
5. Transport et circulation de marchandises (art. 120-125)
6. Protection des données à caractère personnel (art. 126-130)
7. Comité Exécutif (art. 131-133)
8. Dispositions finales (art. 134-142)

L'entrée en vigueur de cette Convention dépend d'un certain nombre de conditions, entre autres :

A. sur le plan législatif, chaque pays a dû adapter certaines législations. En ce qui concerne la Belgique, les dispositions suivantes ont été adoptées :

- Loi sur les armes et munitions du 30.01.91 (M.B. 21.09.91);
- Loi sur la protection de la vie privée du 08.12.92 (M.B. 18.03.93);
- Loi portant réglementation de la tutelle sur les services de renseignements et de police du 18.07.91 (M.B. 26.07.91);
- Loi sur la fonction de police du 05.08.92 (M.B. 22.12.92).
- Avant-projet de loi modifiant la loi du 15.12.80 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (1)

B. sur le plan exécutif :

- la réalisation opérationnelle du Système d'Information Schengen (SIS);
- l'adaptation de l'infrastructure des aéroports de Schengen, au niveau du régime de la circulation des personnes;
- la politique de visa commune;
- la réalisation effective des contrôles aux frontières extérieures;
- le respect des dispositions de la Convention relatives aux stupéfiants;
- le traitement harmonisé des demandes d'asile.

(1) Bien que la loi du 15 décembre 1980 n'ait pas été formellement adaptée, les dispositions de la Convention de Schengen qui se suffisent à elle-même, sont applicables dès le 26 mars 1995 en Belgique.

CHAPITRE III. — *Evolution*

Lorsque des conventions sont conclues entre les Etats membres de l'Union européenne en vue de la réalisation d'un espace sans frontières intérieures, les Etats qui ont ratifié la Convention de Schengen conviennent des conditions dans lesquelles les dispositions de Schengen sont remplacées ou modifiées en fonction des dispositions correspondantes des dites conventions.

Les dispositions de Schengen n'empêchent pas une coopération plus poussée que celle qui résulte d'autres conventions et ne portent pas atteinte aux accords bilatéraux existants et futurs entre Parties Contractantes (ex. : *Traité Benelux*) pour autant que ces accords ne dérogent pas à la Convention d'application de Schengen.

Les dispositions qui sont contraires à celles convenues entre les Etats membres de l'Union européenne sont adaptées en tout état de cause.

TITRE II. — *Circulation des personnes et contrôles aux frontières extérieures*CHAPITRE Ier — *Introduction et définitions*

L'entrée en vigueur de la Convention d'application de l'Accord de Schengen entraîne la suppression des contrôles frontaliers systématiques aux frontières intérieures et leur déplacement aux frontières extérieures des pays Schengen. Les contrôles à l'intérieur des pays de Schengen restent possibles.

A. Frontières extérieures (voir art. 1 de la Convention) :

Les frontières terrestres et maritimes, ainsi que les aéroports et ports maritimes des Parties Contractantes, pour autant qu'ils ne soient pas frontières intérieures.

B. Frontières intérieures (voir art. 1 de la Convention) :

Les frontières communes terrestres des Parties Contractantes, ainsi que leurs aéroports pour les vols intérieurs et leurs ports maritimes pour les liaisons régulières par transbordeur qui sont en provenance ou à destination exclusive d'autres ports sur les territoires des Parties Contractantes, sans faire escale dans les ports en dehors de ces territoires.

C. Les pays Schengen : Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne, France, Italie, Espagne, Portugal et Grèce.

D. Etat tiers : au sens de l'article 1 de la Convention de Schengen, tout Etat autre que les Parties Contractantes.

E. Etranger : au sens de l'article 1 de la Convention de Schengen, toute personne autre que les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.

Il faut toutefois interpréter cette notion à la lumière de l'évolution de la matière et, notamment, de l'entrée en vigueur le 1er janvier 1994 de l'Accord BEE qui permet aux ressortissants des Etats parties à cet Accord (Islande, Norvège) de bénéficier des dispositions du droit communautaire relatives à la libre circulation des personnes. Ces mêmes dispositions s'étendent aux membres de la famille des ressortissants de l'Union européenne et de l'EEE de nationalité d'un Etat tiers pour autant qu'ils prouvent ce lien familial (voir liste de ces documents en annexe). En outre, les membres de la famille d'un ressortissant belge bénéficient également de ces dispositions en vertu du droit belge.

F. Vol intérieur : tout vol qui est en provenance ou à destination exclusive des territoires des Parties Contractantes sans atterrissage sur le territoire d'un Etat tiers.

G. Vols en transit : vols en provenance ou à destination d'Etat tiers à escales multiples sans changement d'avion.

H. Types de contrôle.

Par contrôle frontalier au sens large du terme, il faut entendre trois concepts :

- le contrôle de police;
- le contrôle de sûreté;
- le contrôle frontalier au sens strict.

CHAPITRE II. — *Conditions d'entrée*

Principe : Un étranger entré régulièrement par la frontière extérieure, peut se déplacer librement pendant une période de trois mois au maximum, sur le territoire des pays Schengen.

A. Franchissement des frontières extérieures

(1) Sous peine de sanctions, les frontières extérieures ne peuvent être franchies qu'aux points de passage autorisés, pendant les heures d'ouverture fixées.

(Les autorités de contrôle compétentes sont : la Gendarmerie, les Douanes et la Police maritime dans les divers ports).

(2) Par dérogation à la règle générale, les personnes suivantes peuvent franchir les frontières extérieures en dehors des points de passage autorisés et des heures d'ouvertures fixées :

(a) Les marins qui se rendent à terre.

Se rendre à terre veut dire, par exemple, pour ce qui est du port d'Anvers que les marins peuvent se rendre dans le grand-Anvers sans devoir être en possession d'un passeport ou d'un livret de marin. Ces documents peuvent être toutefois demandés par l'intermédiaire du "*Waterschoutambt*" au capitaine de leur navire.

(b) Les personnes auxquelles une autorisation de franchissement de la frontière a été délivrée. Cette exception ne s'applique pas pour la Belgique.

B. Documents reconnus comme valables et visas nécessaires (2)

(1) Une liste, pour chaque pays, des documents reconnus comme valables pour le franchissement des frontières extérieures et de ceux pouvant être revêtus d'un visa, dans le cas d'étrangers soumis à l'obligation de visa est dressée et est disponible auprès de l'OE.

Pour de plus amples explications sur l'état de cette liste, on peut prendre contact avec :

- Service Inspections frontières, Tél. : 02/205.54.00 ou 205.54.11
- Bureau d'études, Tél. : 02/205.57.21
- Service Visa, Tél. : 02/205.56.26

Le Comité Exécutif Schengen peut éventuellement apporter des modifications à cette liste.

Sont également admis comme titres valables pour le transit étranger : le titre de séjour ou le visa de retour délivrés par une des Parties Contractantes.

(2) Dans le cas où le document de voyage n'est pas reconnu comme étant valable par une ou plusieurs Parties Contractantes, le visa peut être délivré sous la forme d'une autorisation tenant lieu de visa (ATLV). Cette autorisation inscrite sur un feuillet séparé aura uniquement l'effet d'un visa à validité territoriale limitée.

(2) De manière transitoire, et jusqu'à l'utilisation du visa uniforme, les Parties Contractantes reconnaîtront réciproquement leurs visas nationaux.

(3) Par après, les Parties Contractantes délivreront le visa uniforme. Par visa uniforme il faut entendre toute autorisation ou décision, matérialisée par l'apposition d'une vignette par une Partie Contractante sur un passeport, un titre de voyage ou un autre document valable, permettant le franchissement des frontières. Il permet à l'étranger, soumis à l'obligation de visa, de se présenter à un poste de la frontière extérieure de la Partie Contractante de délivrance ou d'une autre Partie Contractante pour solliciter, selon le type de visa, le transit ou l'entrée. Le fait d'être en possession d'un visa uniforme ne confère pas de droit d'entrée irrévocable.

La vignette-visa uniforme est utilisée pour :

- (a) les visas uniformes pour des séjours n'excédant pas trois mois;
- (b) les visas de transit : un visa de transit permet à son titulaire de transiter par les territoires des Parties Contractantes pour se rendre sur le territoire d'un Etat tiers, sans que la durée d'un transit puisse dépasser cinq jours;
- (c) les visas de transit aéroportuaire: visa permettant à l'étranger spécifiquement soumis à cette exigence, de passer par la zone internationale de transit d'un aéroport et ce, sans accéder au territoire national du pays concerné, lors d'une escale ou d'un transfert entre deux tronçons d'un vol international. L'exigence de ce visa est une exception au privilège général de transit sans visa par ladite zone internationale de transit;
- (d) les visas à validité territoriale limitée pour des séjours n'excédant pas trois mois;
- (e) les visas pour des séjours de plus de trois mois;
- (f) les visas délivrés à la frontière : dans des cas exceptionnels, des visas de court séjour ou de transit peuvent être délivrés à la frontière par les autorités chargées des contrôles à la frontière conformément aux dispositions nationales. Le visa peut être matérialisé soit par l'apposition de la vignette uniforme soit par l'apposition d'un cachet spécial.

Les visas, mentionnés sous les points (2) et (3) (a), (b), (c), (f), ne peuvent être délivrés en principe que si les conditions prévues à l'article 5, paragraphe 1 point a, c, d, e de la Convention ont été remplies, c'est-à-dire :

- posséder un document ou des documents valables permettant le franchissement de la frontière;
- présenter le cas échéant les documents justifiant de l'objet du séjour envisagé;
- disposer des moyens de subsistance suffisants;
- ne pas être signalé dans le Système d'Information Schengen aux fins de non-admission — Art. 96;
- ne pas être considéré comme pouvant compromettre l'ordre public et la sécurité nationale.

Les tirets 2, 3 et 4 ne sont pas requis pour les personnes qui ne sont pas considérées comme étranger, à savoir les ressortissants des pays suivants : Allemagne, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Royaume-Uni, Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Luxembourg et Suède.

(4) Au cas où les conditions prévues à l'article 5, § 1er, de la Convention (cfr. supra) ne sont pas remplies, les Parties Contractantes peuvent exceptionnellement délivrer des visas à validité territorialement limitée. Elles peuvent seulement le faire si elles l'estiment nécessaire pour des motifs humanitaires ou d'intérêt national ou en raison d'obligations internationales. Ces visas ont un caractère national.

(5) Les visas pour un séjour de plus de trois mois sont des visas nationaux, délivrés par l'une des Parties Contractantes selon sa propre législation.

Il permet seulement au titulaire de transiter par le territoire des autres Parties Contractantes en vue de se rendre sur le territoire de la Partie Contractante qui a délivré le visa, sauf s'il ne satisfait pas aux conditions d'entrée fixées à l'article 5, § 1er, point a, d et e de la Convention d'application (voir supra).

C. Autres conditions d'entrée

(1) L'étranger est tenu, sur demande, de motiver sa demande d'entrée sur le territoire.

En cas de doute, les agents chargés du contrôle doivent exiger la présentation de pièces et de documents permettant de justifier ou de démontrer sa bonne foi.

Par exemple :

(a) l'invitation d'une entreprise ou d'une autorité à participer à des entretiens ou à des manifestations à caractère commercial, industriel ou liées au domaine des services;

(b) un certificat d'inscription dans un institut d'enseignement pour un séjour ne dépassant pas trois mois;

(c) une invitation de l'hôte;

(d) le billet de circuit touristique.

(2) Les étrangers doivent disposer des moyens de subsistance suffisants.

Les étrangers doivent disposer des moyens de subsistance suffisants pour la durée envisagée du séjour ainsi que pour le retour ou le transit vers un Etat tiers. Leur appréciation se fait en fonction de l'objet du séjour et par référence aux prix moyens en matière d'hébergement et de nourriture. Les montants de référence seront arrêtés annuellement.

(3) Les conditions tenant à la Sécurité :

Quant aux conditions tenant à la sécurité, il faut vérifier si l'étranger, son véhicule ou les objets en sa possession sont susceptibles de menacer l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales d'une des Parties Contractantes.

L'étranger ne peut pas être signalé dans le Système Informatique Schengen (SIS) comme non admissible (art. 96).

CHAPITRE III. — Contrôle frontalier aux frontières intérieures

A. Suppression des contrôles frontaliers au sens large

Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans qu'un contrôle frontalier (au sens large du terme) des personnes soit effectué.

Toutefois, lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent, une Partie Contractante peut, après consultation des autres Parties Contractantes, décider que, durant une période limitée, des contrôles frontaliers nationaux adaptés à la situation seront effectués aux frontières intérieures.

B. Contrôle de police et de sûreté

La suppression du contrôle aux frontières intérieures ne porte pas atteinte à l'exercice des compétences de police en vertu du droit national sur l'ensemble du territoire. Cependant, en temps normal, il est déconseillé d'effectuer des contrôles sur la frontière intérieure.

CHAPITRE IV. — *Contrôle frontalier aux frontières extérieures*

A. Le contrôle de police

Le Système Informatique Schengen (SIS) constitue ici un auxiliaire important (voir infra).
Le contrôle de police doit se faire dans le respect de la loi sur la fonction de police.

B. Le contrôle de sûreté

La réglementation concernant le contrôle de la sûreté de l'aviation civile est contenue dans l'arrêté royal du 3 mai 1991.

Il y est prévu entre autres un système de badge d'identification et l'interdiction d'être en possession d'armes ou d'explosifs. Des limitations concernant le contenu et le volume des bagages à main peuvent être imposées.

En principe, le bagage à main ne peut pas être transporté séparément du passager.

C. Le contrôle frontalier aux frontières extérieures au sens strict

Les dispositions ci-dessous concernent exclusivement le contrôle frontalier au sens strict sans porter atteinte au contrôle à l'intérieur du pays.

(1) Objet du contrôle

— la vérification des documents de voyage pour le franchissement des frontières et des autres conditions d'entrée fixées à l'article 5, § 1er, de la Convention;

— la recherche et la constatation d'infractions notamment par la consultation du SIS et du registre national de recherches;

— la prévention et la répression des menaces contre l'ordre public et la sécurité nationale des Parties Contractantes.

(2) Modalités du contrôle

La Convention d'application prévoit deux types de contrôles :

— le contrôle minimal;

— le contrôle approfondi.

Des précisions à ce sujet sont contenues dans le point 1,3) de la partie II du Manuel Commun Schengen. Toutes les personnes font l'objet d'un contrôle minimal à l'entrée et à la sortie. En règle générale, les étrangers sont soumis à un contrôle approfondi à l'entrée et à la sortie. Les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ne sont soumis à des contrôles approfondis à l'entrée et à la sortie que dans des cas individuels, lorsqu'il existe des indices que la personne concernée constitue un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique. En outre, des dispositions particulières régissent le contrôle des catégories de voyageurs reprises ci-dessous :

— ressortissants des Etats membres de l'Union européenne et membres de leur famille originaires d'Etats tiers;

— étrangers titulaires d'un titre de séjour délivré par une autre Partie Contractante;

— réfugiés statutaires et apatrides;

— pilotes d'aéronefs et autres membres d'équipages;

— marins;

— titulaires de passeports diplomatiques officiels ou de service;

— travailleurs frontaliers;

— mineurs;

— participants à un voyage en groupe;

— étrangers qui introduisent une demande d'asile à la frontière;

— membres d'organisations internationales.

(3) Modalités pratiques du contrôle

Des cachets de formes distinctes* (rectangulaires pour l'entrée, rectangulaires aux coins arrondis pour la sortie) sont utilisés pour attester de l'entrée et de la sortie.

Un cachet sera apposé à l'entrée et à la sortie sur les documents permettant le franchissement de la frontière lorsque l'obligation de visa est requise (si ce visa prend la forme d'une ATLV, le cachet sera apposé sur celle-ci). Un cachet sera apposé à l'entrée sur les documents permettant le franchissement de la frontière lorsque l'obligation de visa n'est pas requise.

Le cachet d'entrée et de sortie ne sera pas apposé :

— dans le cas des personnes qui ne sont soumises en principe à aucun contrôle personnel (ex. : chefs d'Etat, personnalités dont l'arrivée a été préalablement annoncée officiellement par voie diplomatique);

— sur les documents permettant le franchissement de la frontière des ressortissants d'Andorre, du Liechtenstein, de Malte, de Monaco, de Saint-Marin et de la Suisse;

— sur les licences de pilote ou les certificats de membre d'équipage d'un aéronef.

La surveillance des frontières extérieures en dehors des points de passage frontalier et en dehors des heures d'ouverture des points de passage a pour objet principal d'empêcher le franchissement non autorisé de la frontière, de lutter contre la criminalité transfrontalière et d'appliquer ou de prendre des mesures à l'encontre des personnes ayant franchi illégalement la frontière. Elle est effectuée par des unités mobiles.

(4) Modalités du refus d'entrée

En cas de refus d'entrée, l'agent chargé du contrôle apposera sur le passeport un timbre d'entrée, barré d'une croix à l'encre indélébile. Le service localement responsable vérifie en même temps que cette personne ne pénètre pas sur le territoire.

Tout refus d'entrée doit être consigné sur un registre ou sur une liste qui reprendra l'identité, la nationalité, les références du document permettant le franchissement de la frontière ainsi que le motif et la date du refus d'entrée.

CHAPITRE V. — *Contrôle de l'aviation civile internationale*

Il doit être exercé en principe dans le premier aéroport ou terrain d'atterrissage (aéroport d'entrée) ou dans le dernier aéroport ou terrain de décollage (aéroport de sortie).

A. Les passagers de vols intérieurs sans atterrissage sur le territoire d'un Etat tiers ne sont pas soumis à ce contrôle.

Ex. : Luxembourg-Paris : pas de contrôle

Ex. : Rome-Bruxelles-Hambourg : pas de contrôle.

— Les passagers d'un vol en provenance d'un Etat tiers, qui embarquent sur un vol intérieur, sont soumis à un contrôle d'entrée dans l'aéroport d'entrée du vol en provenance d'un Etat tiers.

Ex. : New York-Paris avec à Paris, correspondance vers Rome (vol intérieur) : contrôle d'entrée à Paris.

— Les passagers d'un vol intérieur qui embarquent sur un vol à destination d'un Etat tiers (passagers en transfert) sont soumis à un contrôle de sortie à l'aéroport de sortie de ce dernier vol.

Ex. : Bruxelles-Francfort (vol intérieur) avec, à Francfort, transfert vers Singapour : contrôle de sortie à Francfort.

B. - Les passagers de vols (en provenance ou à destination) d'Etat tiers à escales multiples sur le territoire des Parties Contractantes (sans changement d'avion) (passagers en transit) et sans que des passagers puissent embarquer sur le tronçon situé sur le territoire Schengen sont soumis à un contrôle d'entrée à l'aéroport de destination, et à un contrôle de sortie à l'aéroport d'embarquement.

Ex. : New York - Paris - Francfort - Rome - escales à Paris et Francfort permettant uniquement le débarquement - l'embarquement pour effectuer le tronçon aérien restant étant interdit :

contrôle d'entrée pour les passagers débarquant respectivement à Paris, Francfort et Rome.

— Vols en provenance d'Etats tiers à escales multiples sur le territoire des Parties Contractantes — les passagers embarquent exclusivement pour le tronçon restant sur ce territoire :

— contrôle de sortie à l'aéroport d'embarquement;

— contrôle d'entrée à l'aéroport d'entrée.

Ex. : New York - Paris - Francfort - Rome, l'embarquement étant autorisé aux escales à Paris et Francfort :

(1) contrôle d'entrée pour les passagers débarquant respectivement à Paris, Francfort (y compris ceux ayant embarqué à Paris) et Rome (y compris ceux ayant embarqué à Paris ou à Francfort);

(2) contrôle de sortie pour les passagers embarquant respectivement à Paris et à Francfort.

CHAPITRE VI. — *Contrôle du trafic maritime*

En principe, il est effectué dans le port d'arrivée ou de départ, à bord du navire ou dans un emplacement prévu à cet effet, situé à proximité immédiate du port. Il peut également être effectué en cours de traversée ou, lors de l'arrivée ou du départ du navire sur le territoire d'un Etat tiers.

L'objectif du contrôle consiste à s'assurer que tant l'équipage que les passagers remplissent les conditions d'entrée. Les passagers et l'équipage se trouvant à bord des transbordeurs effectuant des liaisons régulières exclusivement de et vers un autre port situé sur le territoire des pays Schengen ne sont en principe pas soumis au contrôle.

Le trafic maritime tel que la navigation de plaisance ou la pêche côtière est soumis à des règles de contrôle particulières.

CHAPITRE VII. — *Contrôle de la circulation ferroviaire TGV*

La circulation ferroviaire directe en provenance de pays non Schengen (ex. le TGV Transmanche) est soumise au contrôle tel qu'il est exercé aux frontières extérieures Schengen.

CHAPITRE VIII. — *Coopération internationale*

En vue d'assurer l'application uniforme et efficace des mesures de contrôle et de surveillance, les polices et les services chargés du contrôle des personnes entretiennent une coopération étroite et permanente dans tous les domaines.

Le compte rendu détaillé sur la coopération policière, le SIS, le transport et la circulation des biens, est repris au Titre III.

CHAPITRE IX. — *Délivrance d'un visa de maximum 5 jours à la frontière*

S'il apparaît que, par manque de temps et pour des motifs impérieux, un étranger n'a pas été en mesure de demander un visa, les autorités compétentes peuvent, dans des cas exceptionnels, lui délivrer un visa à la frontière pour un séjour de courte durée, conformément aux dispositions nationales.

TITRE III. — *Police et sécurité*

CHAPITRE Ier. — *Coopération policière (art. 39 à 47)*

A. Echange de données (art. 39 et art. 46)

(1) Principes

Les Etats membres Schengen autorisent leurs autorités de police à échanger mutuellement des informations dans le domaine de la police judiciaire et administrative :

— l'article 39 traite de l'échange de données entre les autorités de police aux fins de la prévention et de la recherche de faits punissables;

— l'article 46 traite de la communication d'informations entre autorités de police dans des cas particuliers, sans invitation, aux fins de l'assistance pour la répression d'infractions futures, de la prévention d'infractions ou de la prévention de menaces pour l'ordre et la sécurité publics.

Ces dispositions ne portent pas atteinte à l'obligation d'information des autorités administratives telle que prévue par la circulaire ministérielle du 10 décembre 1987 sur le maintien de l'ordre et les instructions générales coordonnées.

En matière judiciaire, dans toutes les affaires où une intervention judiciaire urgente s'impose, l'autorité chargée de la collaboration policière internationale et de l'entraide judiciaire est, en ce qui concerne la Belgique, le Magistrat National désigné à cet effet par le Collège des Procureurs Généraux sous la réserve de la compétence du Procureur Général concerné en matière de criminalité transfrontalière entre Etats limitrophes.

La compétence du Magistrat National pourra être déléguée dans les limites et conditions déterminées par le Collège des Procureurs Généraux.

Le cas échéant, le Magistrat National désigne le service compétent pour le traitement d'une affaire non encore localisée.

Dans le domaine de la police administrative, la réglementation en matière de coopération policière et d'échange de données est définie par la Police Générale du Royaume qui veille au respect de celle-ci.

(2) Echange d'informations au niveau national

L'échange de données policières doit toutefois répondre aux conditions mentionnées ci-après:

(a) L'échange d'informations doit avoir lieu conformément aux dispositions nationales et dans les limites de compétence des autorités de police concernées; si le service de police requis n'est pas compétent pour répondre à la demande de coopération opérationnelle, il transmet celle-ci à la division "coopération policière internationale" du Service général d'appui policier, laquelle a été désignée en qualité de point de contact chargé de la coordination de la coopération policière internationale au profit des services de police. En tant que point de contact central, la division "coopération policière internationale" collecte les informations et les rediffuse vers les instances compétentes. En matière de police administrative, cette division travaille selon les règles définies par la Police Générale du Royaume;

(b) l'objet de la demande ne peut être de la compétence exclusive des autorités judiciaires;

(c) l'exécution de la demande n'implique pas l'application de mesures de contrainte;

(d) dans une procédure judiciaire, l'information transmise par écrit ne peut être employée que moyennant l'accord préalable des autorités judiciaires étrangères;

(e) lorsque la demande ne peut être expédiée en temps utile par la voie susvisée, elle peut être adressée par les autorités de police de la Partie Contractante requérante directement aux autorités compétentes de la Partie requise et celles-ci peuvent y répondre directement. Cette procédure ne peut être utilisée qu'exceptionnellement lorsque l'urgence prime. Dans ce cas, le service de police demandeur informe le service général d'appui policier;

(f) en plus des dispositions de l'article 39 (échange de données à la demande), l'article 46 stipule que chaque pays est libre de communiquer, de sa propre initiative, des données à caractère préventif. Dans ce cas, la procédure est analogue à celle mentionnée ci-dessus, à savoir l'usage du canal de l'organe central et - dans les cas d'urgence - la communication directe avec notification ultérieure.

(3) Echange d'informations dans les zones frontalières

(a) Bien que les modalités exactes de la coopération seront prévues par les accords bilatéraux et multilatéraux déjà conclus ou restant à conclure avec les pays voisins, les services suivants seront chargés de la coopération internationale dans les zones frontalières :

Un district de gendarmerie servira de point de contact et de passage pour tous les services de police et tous les domaines de travail de la police entrant dans la compétence des services de police généraux.

Les districts à prendre en considération seront déterminés plus tard en fonction des accords de coopération.

Les modalités de l'échange entre les services de police, l'organe central et les points de contacts opérationnels feront l'objet d'une directive subséquente.

(b) L'objet de la demande ne peut être de la compétence exclusive des autorités judiciaires.

(c) L'exécution de la demande n'implique pas l'application de mesures de contrainte.

(d) Dans une procédure judiciaire, l'information transmise par écrit ne peut être employée que moyennant l'accord préalable des autorités judiciaires étrangères.

(e) Des points de contact frontaliers binationaux sont établis aux passages des frontières intérieures des pays voisins Schengen sous la surveillance des points de contact, pour autant qu'ils soient déterminés dans le cadre des accords bilatéraux à conclure avec nos pays voisins.

(f) La division "coopération policière internationale" du service général d'appui policier doit veiller à ce qu'en exécution des accords internationaux de coopération policière, ces points de contact et de coordination remplissent leur tâche au profit de tous les services de police générale.

(4) Protection des données à caractère personnel — Traitement, transmission et utilisation (art. 126 et suivants de la Convention de Schengen)

Les données à caractère personnel qui peuvent être échangées, conformément aux articles 39 et 46, doivent répondre aux dispositions de la loi belge du 8 décembre 1992 sur la protection des données (voir supra), et aux principes fixés à l'article 126 et suivants. Ces principes sont les suivants :

(a) Les données fournies ne peuvent pas être employées à d'autres fins que celles prévues par la Convention. Il ne peut être dérogé à cette règle que moyennant l'autorisation préalable de la Partie requérante et conformément au droit de la Partie requise.

(b) Les données fournies ne peuvent être utilisées que par les autorités judiciaires, les services et instances qui assurent une tâche ou remplissent une fonction dans le cadre des fins visées par la Convention.

(c) La partie qui transmet les données personnelles veille à l'exactitude de celles-ci. Elle avertit les autres Parties Contractantes de toutes données incorrectes ou illicites qu'elle leur aurait transmises, aux fins de les corriger ou de les annuler.

(d) La transmission et la réception des données à caractère personnel doivent être enregistrées, qu'il s'agisse d'un fichier automatisé ou d'un fichier manuel. Cette obligation n'est pas d'application dans d'autres cas si, compte tenu de leur utilisation, l'enregistrement ne s'impose pas, et en particulier lorsque ces données ne sont utilisées que momentanément ou pas du tout.

(e) Une Partie Contractante ne peut invoquer le fait qu'une autre Partie Contractante ait transmis des données incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national, à l'égard d'une personne lésée.

(f) Les données transmises ne peuvent être à d'autres services qu'avec l'accord préalable du service émetteur. A la demande du service émetteur, le service destinataire l'informe de l'usage qui a été fait des données transmises et du résultat obtenu.

(g) Lorsque les données à caractère personnel sont transmises par le biais d'un fonctionnaire ou d'un officier de liaison, ces dispositions ne sont d'application que lorsque le fonctionnaire de liaison transmet des données à son pays d'origine.

B. Observation transfrontalière (art. 40) ⁽³⁾

Les dispositions de cet article se rapportent aux fonctionnaires de police de la Police judiciaire près les Parquets, de la Gendarmerie, de la Police communale et, dans certaines circonstances, aux Douaniers.

(3) Voir également tableau synthétique.

(1) Conditions — Policier belge qui intervient à l'étranger

L'observation, exécutée dans le cadre d'une enquête judiciaire, qui débute sur le territoire national peut être poursuivie sur le territoire d'un autre pays aux conditions suivantes :

- (a) la personne observée doit être soupçonnée d'avoir participé à un fait punissable pouvant donner lieu à extradition (sauf en cas d'urgence, voir infra). Des observations préventives et défensives ne sont donc pas autorisées;
- (b) une demande d'entraide judiciaire doit être adressée à l'autorité désignée à cette fin (voir art. 40 § 8);
- (c) le pays requis doit donner son autorisation. Il peut assortir son autorisation de conditions. Il peut même engager ses propres moyens en lieu et place des services de police de la Partie requérante.

(2) Règles d'exécution de l'observation

Les agents qui se livrent à une observation doivent se conformer aux dispositions suivantes :

- (a) respecter le droit national du pays où ils interviennent et obtempérer aux injonctions des autorités locales compétentes;
- (b) être en possession de leur carte de légitimation;
- (c) être en possession du document attestant que l'autorisation a été accordée (sauf cas d'urgence, voir infra);
- (d) ils peuvent porter leur arme de service sauf si le pays sollicité a émis une objection formelle, en la matière; l'usage de l'arme de service est exclusivement autorisé en cas de légitime défense;
- (e) l'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite;
- (f) ils ne peuvent ni arrêter, ni interpellé la personne observée;
- (g) un rapport de l'observation sera transmis aux autorités du pays requis. La comparution personnelle des agents observateurs peut être demandée.

(3) Règle générale — Hors les cas d'urgence

Le principe de base de l'observation transfrontalière veut qu'il faut toujours obtenir une autorisation préalable de l'autorité du pays où l'on veut intervenir. Cette autorisation constitue la réponse à une demande d'entraide judiciaire qui a été adressée au service général d'appui policier qui avertit le Magistrat National.

(4) Sans autorisation préalable

(a) Il ne peut être dérogé à l'obligation de demande préalable à l'observation sur le territoire d'un autre pays Schengen que :

- si l'observation revêt un caractère urgent et
- qu'en outre les faits à l'origine de l'observation soient un de ceux repris dans la liste limitative ci-après :

- * meurtre;
- * assassinat;
- * viol;
- * incendie volontaire;
- * fausse monnaie;
- * vol et recel aggravés;
- * extorsion;
- * enlèvement et prise d'otage;
- * trafic d'êtres humains;
- * trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- * infractions aux dispositions légales en matière d'armes et d'explosifs;
- * destruction par explosifs;
- * transport illicite de déchets toxiques et nuisibles.

(b) Modalités d'exécution

Le fonctionnaire de police intervenant doit communiquer immédiatement le franchissement de la frontière durant l'observation à l'autorité de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'observation continue.

Une demande d'entraide judiciaire exposant en outre les motifs justifiant le franchissement de la frontière sans autorisation préalable, sera transmise sans délai.

(5) L'observation sera interrompue :

- dès que cela est demandé par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'observation a lieu;
- ou si l'autorisation n'est pas obtenue cinq heures après le franchissement de la frontière.

(6) L'extension du champ d'application de cet article et la détermination de modalités d'exécution plus spécifiques peut se faire par des accords bilatéraux.

(7) Les services de police belges qui planifient ou exécutent une observation sans autorisation préalable doivent en informer dans les meilleurs délais le service général d'appui policier (qui transmet au Magistrat National) ainsi que les autorités étrangères désignées à l'article 40/5 de la Convention.

Observation transfrontalière de la Belgique vers l'étranger

Urgence de la situation	Situation non urgente (prévisible)	Situation urgente (imprévisible)
Pour quels faits	Une infraction pouvant donner lieu à extradition (faits punis par les lois de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins six mois).	<ul style="list-style-type: none"> — assassinat — meurtre — viol — enlèvement et prise d'otage — trafic d'êtres humains — vol et recel aggravés — extorsion — destruction par explosifs — incendie volontaire — fausse monnaie — trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes — infraction en matière d'armes et d'explosifs — transport de déchets toxiques et nuisibles.

Urgence de la situation	Situation non urgente (prévisible)	Situation urgente (imprévisible)
Personne observée	Il doit exister des présomptions suffisantes que la personne observée est impliquée dans la perpétration du fait délictueux (auteur, coauteur, complice).	
Exécutants	Hors les cas prévus dans la circulaire du Ministre de la Justice relative aux techniques particulières, tout fonctionnaire de police sous la responsabilité d'un officier de la police judiciaire auxiliaire du Procureur du Roi.	
Procédure	<ul style="list-style-type: none"> — Information préalable du Procureur du Roi, au moyen d'un rapport écrit et confidentiel. — Avec l'accord du Procureur du Roi, introduction de la demande d'entraide judiciaire auprès du Magistrat national. — Exécution de l'observation aux conditions imposées par l'Etat requis. (Ex. : observation reprise à la frontière par l'Etat requis - Refus d'autorisation par l'Etat requis). 	<ul style="list-style-type: none"> — Information aussi vite que possible de l'officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur du Roi responsable avant franchissement de la frontière. — Avec l'accord de cet officier, franchissement de la frontière et poursuite de l'observation. — Information aussi vite que possible de l'autorité compétente de l'Etat sur lequel se poursuit l'observation via le point de contact opérationnel. — Information aussi vite que possible du Procureur du Roi localement compétent. Lui communiquer les motifs de l'urgence et l'heure de début de l'observation. — Introduction aussi vite que possible de la demande d'entraide judiciaire auprès du Magistrat national. Lui communiquer les motifs de l'urgence et l'heure de début de l'observation. — Arrêt de l'observation à la demande de l'Etat requis OU 5 h après le franchissement de la frontière si l'autorisation n'a toujours pas été obtenue.
Conditions à respecter durant l'observation	<ul style="list-style-type: none"> — Se munir du document attestant que l'autorisation a été accordée. — Obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes. — Etre en mesure à tout moment de justifier de sa qualité (carte d'identité de service). — L'arme de service peut être emportée. — Ne pas utiliser l'arme sauf en cas de légitime défense. — Ne pas pénétrer dans les domiciles ou des lieux non accessibles au public. — Ne pas interpeller ou arrêter la personne observée. — Emporter le brassard au cas où l'observation se transformerait en poursuite. 	
Procès-verbaux	<ul style="list-style-type: none"> — Rédiger des rapports journaliers de l'observation dans lesquels est consigné l'ensemble des constatations faites au cours de l'observation. Les documents techniques (photos, bandes audio ou vidéo) sont joints à ces rapports. — Un procès-verbal est rédigé et transmis au Procureur du Roi localement compétent si l'observation a produit des éléments de preuve indispensables à la manifestation de la vérité. 	

C. Poursuite transfrontalière (art. 41) (4)

Cet article s'applique aux fonctionnaires de police, de la Police judiciaire près les Parquets, de la Gendarmerie, de la Police communale ainsi qu'aux agents des Douanes.

Il ne traite que des poursuites transfrontalières sans autorisation préalable.

Les principes régissant la poursuite transfrontalière sans autorisation préalable prévoient que :

— la poursuite soit reprise et continuée par l'autorité compétente du pays sur le territoire de laquelle la personne poursuivie est rentrée ;

— les agents poursuivants fassent appel aux autorités compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu au plus tard au moment du franchissement de la frontière.

Cet article donne la possibilité à tous les Etats Schengen de continuer une telle poursuite sur le territoire d'un Etat membre avec lequel ils ont une frontière commune aux conditions ci-après :

(1) Conditions de base

(a) La personne poursuivie :

(i) soit s'est évadée alors qu'elle était arrêtée judiciairement (sur décision du parquet) ou se trouvait en prison ;

(ii) (en fonction de la déclaration faite par chacun des Etats membres ;

voir infra) :

— soit a commis une infraction pouvant donner lieu à extradition ;

— soit a été prise en flagrant délit de commission ou de participation à :

* assassinat ;

* meurtre ;

* viol ;

* incendie volontaire ;

* fausse monnaie ;

* vol et recel aggravés ;

* extorsion ;

* enlèvement et prise d'otage ;

* trafic d'êtres humains ;

* trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;

* infractions aux dispositions légales en matière d'armes et d'explosifs ;

* destruction par explosifs ;

* transport illicite de déchets toxiques et nuisibles ;

* délits de fuite à la suite d'un accident mortel ou avec des blessures graves ;

(4) Voir également tableau synthétique.

- (b) la poursuite doit être entamée sur son propre territoire ;
- (c) les autorités compétentes de l'autre Partie Contractante n'ont pu reprendre la poursuite à temps à la frontière.

(2) Conditions générales

- Les agents poursuivants doivent se conformer au droit de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils opèrent ; ils doivent obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes.
- La poursuite se fait uniquement par les frontières terrestres.
- L'entrée dans les domiciles et les lieux non accessibles au public est interdite.
- Les agents poursuivants doivent être aisément identifiables.
- Les agents poursuivants sont autorisés à conserver leur arme de service ; son utilisation est interdite sauf en cas de légitime défense.
- Aux fins d'être conduite devant les autorités localement compétentes, la personne poursuivie, une fois interpellée par les agents poursuivants, ne pourra subir qu'une fouille de sécurité ; des menottes pourront être utilisées au cours de son transfert ; les objets en possession de la personne poursuivie pourront être saisis.
- Après chaque opération, les agents poursuivants se présentent devant les autorités localement compétentes de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils ont opéré et rendent compte de leur mission. A la demande de ces autorités, ils sont tenus de rester à disposition jusqu'à ce que les circonstances de leur action aient été suffisamment éclaircies. Cette condition s'applique même lorsque la poursuite n'a pas conduit à l'arrestation de la personne poursuivie.

(3) Modalités d'exécution de l'interpellation

(a) Interpellation par les agents poursuivants :

- Le droit d'interpellation diffère selon les pays (voir tableau infra) en fonction des accords bilatéraux et multilatéraux conclus par ces pays.
- Si un Etat a, par déclaration, marqué son accord sur le principe de l'interpellation doit se dérouler comme suit.
- Si aucune demande d'interrompre la poursuite n'est formulée et que les autorités localement compétentes ne peuvent intervenir assez rapidement, les agents poursuivants pourront interpellier la personne poursuivie, jusqu'à ce que les agents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle la poursuite a lieu, qui devront être informés sans délai, puissent établir son identité ou procéder à son arrestation.

(b) Interpellation par les autorités localement compétentes :

- Si la personne interpellée n'a pas la nationalité de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle a été arrêtée, elle sera mise en liberté au plus tard six heures après l'arrestation (les heures entre minuit et neuf heures non comptées), à moins que les autorités localement compétentes n'aient reçu une demande d'arrestation provisoire aux fins d'extradition sous quelque forme que ce soit.

(4) Modalités d'exécution générale

La poursuite est exercée selon l'une des modalités suivantes, qui est définie par la déclaration de chaque pays membre.

Elle peut être :

- (a) limitée à une zone ou à une durée à compter du franchissement de la frontière ;
- (b) effectuée sans limitation dans l'espace ou dans le temps.

De Vers	B	GDL	FR	ALL	NL
B		a. OUI si très urgent b. 1. 10 Km 2. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition	a. NON b. NEANT c. évadés ou flagrant délit art. 41/4/a	a. OUI durant 30 min b. NEANT c. évadés ou flagrant délit art. 41/4/a	a. OUI si très urgent b. 1. 10 Km 2. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition
GDL	a. OUI si très urgent b. 1. 10 Km 2. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition		a. NON b. 1. 10 Km 2. NEANT c. évadés ou flagrant délit art. 41/4/a	a. OUI b. 1. 10 Km 2. NEANT c. évadés ou flagrant délit art. 41/4/a	
FR	a. NON b. NEANT c. flagrant délit art. 41/4/a	a. NON b. NEANT c. flagrant délit art. 41/4/a		a. NON b. NEANT c. flagrant délit art. 41/4/a	
ALL	a. OUI si très urgent b. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition	a. OUI si très urgent b. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition	a. OUI si très urgent b. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition		a. OUI si très urgent b. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition
NL	a. OUI si très urgent b. 1. 10 Km 2. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition	a. OUI si très urgent b. 1. 10 Km 2. NEANT c. délit pouvant donner lieu à extradition			

Légende :

- a. droit d'interpellation
- b. limitation
 - 1. spatiale
 - 2. temporelle
- c. délits conditionnant la poursuite

La poursuite transfrontalière de la Belgique vers l'étranger	
Quand	<ul style="list-style-type: none"> — En principe, la poursuite doit être reprise à la frontière par les services de police étrangers. — En cas d'urgence, c'est-à-dire lorsque l'Etat concerné n'a pas pu être averti assez tôt ou qu'il n'a pu envoyer des représentants à la frontière pour reprendre la poursuite, nos services peuvent franchir la frontière et continuer la poursuite.
Pour quels faits	<p>Lorsque la personne poursuivie :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) s'est évadée alors qu'elle était arrêtée judiciairement (sur décision du parquet) ou se trouvait en prison (ii) en fonction de la déclaration faite par chacun des Etats membres <ul style="list-style-type: none"> — soit a commis une infraction pouvant donner lieu à extradition ; — soit a été prise en flagrant délit de commission ou de participation à : <ul style="list-style-type: none"> * assassinat * meurtre * viol * incendie volontaire * fausse monnaie * vol et recel aggravés * extorsion * enlèvement et prise d'otage * trafic d'êtres humains * trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes * infractions en matière d'armes et d'explosifs * destruction par explosifs * transport illicite de déchets toxiques et nuisibles * délit de fuite à la suite d'un accident mortel ou avec blessures graves
Modalités d'exécution de la poursuite suivant les Etats	<p>Au Pays-Bas et au Luxembourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> — pas de limitation temps/espace — droit d'interpellation dans une zone de 10 Km au-delà de la frontière <p>En France :</p> <ul style="list-style-type: none"> — pas de limitation temps/espace — pas de droit d'interpellation <p>En Allemagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> — pas de limitation temps/espace — droit d'interpellation
Exécutant	Tout fonctionnaire de police avec l'accord d'un officier de police judiciaire auxiliaire du Procureur du Roi.
Procédure	<ul style="list-style-type: none"> — Avant le franchissement de la frontière, aviser les autorités de l'Etat concerné, via le point de contact opérationnel, et leur demander de prendre les mesures nécessaires afin d'interpeller la personne poursuivie. — Continuer la poursuite si les autorités locales ne sont pas en mesure de le faire. — Si cet Etat autorise l'interpellation sur son territoire : <ul style="list-style-type: none"> * interpellier la personne poursuivie * la soumettre à une fouille de sécurité * la menotter si nécessaire * la remettre au(x) service(s) de police étranger(s) localement compétent(s) * saisir provisoirement les objets dangereux
Conditions à respecter durant la poursuite	<ul style="list-style-type: none"> — Poursuivre uniquement par les frontières terrestres — Obtempérer aux injonctions des autorités localement compétentes — Ne pas pénétrer dans des domiciles ou lieux non accessibles au public — Etre en mesure à tout moment de justifier de sa qualité (carte d'identité de service) — Etre identifiable par le port de l'uniforme ou du brassard et par l'emploi du feu bleu sur un véhicule banalisé — Ne pas utiliser d'arme sauf en cas de légitime défense
Rapport	<p>A l'issue de la poursuite, même si elle n'a pas abouti à l'interpellation de la personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> — se présenter devant un service de police étranger localement compétent — avec ce service, et sur demande, se présenter devant les autorités judiciaires localement compétentes pour rendre compte verbalement de la mission — rester à leur disposition le temps nécessaire

Observation ou poursuite transfrontalière exécutée par un service étranger en Belgique

1. Principes

— Dans la mesure de ses possibilités, tout service de police donne suite à toute demande de collaboration (poursuite, observation) émanant d'un service étranger et accordée par le Magistrat National.

— Si la demande de collaboration est introduite directement auprès d'un service de police (ex. urgence), le Magistrat National et le Procureur du Roi compétents doivent en être informés dans les plus brefs délais.

2. Modalités d'exécution

Observation	Poursuite
<p>— Dès que possible, l'observation est reprise à la frontière ou le plus près possible de celle-ci par le service de police belge requis.</p> <p>— Pour des motifs de sécurité les autres services de police locaux sont avisés de cette observation.</p> <p>— Les résultats de l'observation sont transmis dans les plus brefs délais au Magistrat National, au service de police étranger demandeur et au Procureur du Roi au moyen d'un rapport.</p> <p>— Procès-verbal est rédigé et transmis en deux exemplaires au Procureur du Roi compétent si l'observation a produit des éléments de preuve indispensables à la manifestation de la vérité.</p>	<p>— Les renseignements relatifs au(x) véhicule(s) et/ou au(x) personne(s) poursuivie(s) sont transmis immédiatement à tous les services de police sur le terrain via le point de contact opérationnel local.</p> <p>— Sur base des effectifs disponibles et des délais possible d'intervention, un ou des dispositifs de poursuite et d'intervention sont mis en place à la frontière ou le plus près possible de celle-ci.</p> <p>— Dès que possible, les fonctionnaires de police belges reprennent la poursuite et interpellent la ou les personnes en fuite.</p> <p>— Les personnes interpellées sont soumises à une fouille de sécurité et à une fouille judiciaire. Elles sont menotées, identifiées et transférées au siège de l'unité où elles sont entendues selon les règles en vigueur en Belgique.</p> <p>— Lorsque les agents étrangers ont procédé eux-mêmes à l'interpellation des personnes, celles-ci ne peuvent être entendues que par les fonctionnaires de police belges.</p> <p>— Les résultats de la poursuite sont transmis dans les plus brefs délais au Magistrat National, au service de police étranger demandeur et au Procureur du Roi.</p> <p>— Lorsque les personnes interpellées n'ont pas la nationalité belge et que l'autorité étrangère n'a transmis aucune demande d'arrestation provisoire ou d'extradition, elles doivent être libérées SIX heures après leur interpellation (les heures entre minuit et neuf heures non comptées).</p> <p>— Les fonctionnaires de police ayant procédé à l'interpellation et/ou à l'audition des personnes poursuivies rédigent et transmettent un procès-verbal en deux exemplaires au Procureur du Roi localement compétent.</p> <p>— Poursuite en Belgique</p> <p>(1) par la police allemande</p> <p>— droit de poursuite sans limitation de temps et espace.</p> <p>— droit d'interpellation durant 30 minutes.</p> <p>(2) par la police française</p> <p>— droit de poursuite sans limitation de temps et espace.</p> <p>— pas de droit d'interpellation.</p>

Déclaration du Grand-Duché de Luxembourg

1. En ce qui concerne la frontière commune entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique la poursuite se fait conformément aux modalités prévues à l'article 27 du Traité du Benelux.

2. Frontière entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Allemagne

- les agents disposent du droit d'interpellation
- la poursuite est limitée à un rayon de 10 kilomètres au-delà de la frontière
- la poursuite est limitée aux personnes évadées ou qui ont été surprises en commettant un des délits dont il est question à l'article 41, § 4, point a. (liste limitative de délits).

3. Frontière luxembourgo-française

- pas de droit d'interpellation
- poursuite limitée à un rayon de 10 km
- poursuite limitée à des personnes évadées ou qui ont été prises en flagrant délit en commettant un des délits dont il est question à l'article 41, § 4, point a.

Déclaration de la Belgique

1. Frontière belgo-française

- pas de droit d'interpellation
- aucune restriction spatiale et temporelle
- poursuite limitée aux personnes évadées ou qui ont été surprises en flagrant délit de commission d'un des délits dont il est question à l'article 41, § 4, point a.

2. Frontière belgo-allemande

- le droit d'interpellation existe, mais seulement durant les 30 premières minutes de la poursuite
- aucune restriction spatiale et temporelle
- poursuite limitée aux personnes évadées ou qui ont été prises en flagrant délit de commission d'un des délits dont il est question à l'article 41, § 4, point a.

3. Frontières belgo-néerlandaise et belgo-luxembourgeoise

Application des modalités prévues à l'article 27 du Traité du Benelux.

Déclaration de l'Allemagne

Poursuite transfrontalière

En ce qui concerne la frontière commune entre l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas :

- droit d'interpellation dans des cas extrêmement urgents
- droit de poursuite sans restriction dans l'espace et dans le temps
- poursuite pour chaque délit qui peut donner lieu à l'extradition.

Déclaration de la France

Poursuite transfrontalière

1. Frontière franco-belge

- a. pas de droit d'interpellation
- b. poursuite sans restriction dans le temps et dans l'espace
- c. poursuite autorisée pour chaque délit énuméré à l'article 41, § 4, point a.

2. Frontière franco-allemande

- a. pas de droit d'interpellation
- b. poursuite sans restriction dans l'espace et dans le temps
- c. poursuite autorisée pour chaque délit énuméré à l'article 41, § 4, point a.

3. Frontière franco-luxembourgeoise

- a. pas de droit d'interpellation
- b. poursuite permise dans un rayon de 10 km au-delà de la frontière
- c. poursuite autorisée pour chaque délit énuméré à l'article 41, § 4, point a.

Déclaration des Pays-Bas

1. Frontière germano-néerlandaise

- a. les agents disposent du droit d'interpellation
- b. poursuite limitée à un rayon de 10 km
- c. poursuite pour chaque délit qui peut donner lieu à l'extradition.

2. Frontière belgo-néerlandaise

En ce qui concerne la frontière commune entre la Belgique et les Pays-Bas la poursuite se fait conformément aux modalités prévues à l'article 27 du Traité du Benelux.

D. Mesures communes à l'observation et à la poursuite transfrontalières

— Les agents en mission sur le territoire d'une autre Partie Contractante seront assimilés aux agents de celle-ci en ce qui concerne les infractions dont ils seraient victimes ou qu'ils commettraient (art. 42).

— Les Parties Contractantes créent notamment dans les régions frontalières, des lignes téléphoniques, radio, télex et autres liaisons directes aux fins de faciliter la coopération policière et douanière, notamment pour la transmission d'informations en temps utile dans le cadre de l'observation et de la poursuite transfrontalières.

E. Autres mesures

Télécommunications (art. 44)

Contrôle des fiches d'hôtel (art. 45)

Echange d'officiers de liaison (art. 47)

(1) A court terme, l'article 44 de la Convention prévoit que les Etats membres Schengen développent des réseaux de communication mutuels, surtout dans les régions frontalières, afin de renforcer la collaboration douanière et de police.

En outre, les Parties Contractantes examineront les possibilités d'uniformiser les différents systèmes de communication, notamment par :

- l'échange de matériels ou l'affectation de fonctionnaires de liaison munis du matériel radio approprié ;
- l'élargissement des bandes de fréquences utilisées dans les zones frontalières ;
- la mise en place d'une liaison commune aux services de police et des douanes opérant dans ces mêmes zones ;
- l'utilisation de systèmes normalisés et compatibles.

Des accords bilatéraux sont actuellement préparés avec nos pays voisins par lesquels une distinction est faite entre les communications des centres de commandement et entre celles des unités particulières.

(2) L'article 45 de la Convention détermine qu'un contrôle doit être exercé sur la façon de compléter les fiches d'hôtel et qu'un contrôle de celles-ci doit être assuré tant dans un but répressif que dans un but préventif, notamment pour connaître le sort des personnes disparues ou victimes d'un accident. (cfr. Loi belge du 17.12.63).

Sont soumis à ces dispositions :

hôtels, campings, bateaux et en principe tous les établissements de logement.

(3) L'article 47 de la Convention règle la possibilité de négociations bilatérales entre les Etats membres pour le détachement de fonctionnaires de liaison.

Ce détachement a pour but de stimuler la collaboration réciproque et en particulier l'octroi d'assistance dans le domaine de :

- l'échange d'informations pour la lutte préventive et répressive contre la criminalité ;
- l'exécution de demandes d'assistance de la police et de la justice ;
- l'exécution des tâches des autorités chargées de la surveillance frontalière aux frontières extérieures.

Pour plus de renseignements sur le statut, les compétences et la localisation des officiers de liaison belges à l'étranger et étrangers en Belgique, il y a lieu de prendre contact avec la Division "coopération policière internationale" du Service général d'appui policier.

CHAPITRE II. — *Coopération judiciaire*

La Convention d'application de l'Accord de Schengen aborde quatre domaines de la coopération judiciaire entre les Etats contractants, dans des matières où des Conventions internationales existent mais ne sont pas ratifiées par tous.

A. *Entraide judiciaire*

La Convention de Schengen vise à compléter et à faciliter l'application des Conventions internationales suivantes :

- la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 ;
- le Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962, modifié par le Protocole du 11 mai 1974.

(1) *Articles 49 et 50 - Extension du champ d'application*

Les articles 49 et 50 étendent le champ d'application de la Convention européenne et du Traité Benelux à des domaines non couverts par ces Conventions. Les principes de ces Conventions seront donc désormais applicables à ces nouveaux domaines.

Cette extension vise :

- les procédures relatives à des infractions de type administratif (comme les "Ordnungswidrigkeiten" du droit allemand), pourvu qu'il s'agisse d'infractions à propos desquelles un recours judiciaire est prévu (art. 49 a) ;
- des procédures qui sont relatives à des infractions, mais qui sortent du cadre de l'exercice des poursuites (art. 49 b à f) :

- * procédures d'indemnisation (par exemple pour détention inopérante, en ce qui concerne le droit belge) ;
 - * procédures de grâce ;
 - * actions civiles lorsqu'elles sont jointes à l'action publique ;
 - * notifications relatives à l'exécution d'une peine ou mesure, autres que la remise des décisions judiciaires prévue à l'article 7 de la Convention européenne et à l'article 30 du Traité Benelux ;
 - * notifications relatives à la perception d'une amende ou au paiement de frais de procédure ;
 - * modalités du prononcé ou de l'exécution des peines ou mesures ;
- les canaux de l'entraide judiciaire pourront désormais être utilisés pour la transmission des pièces relatives à ces diverses procédures ;

- les infractions fiscales relatives aux formes d'imposition indirecte : accises, TVA, douanes (art. 50).

A propos de ce dernier point, il faut noter cependant que l'entraide comporte deux limitations :

- d'une part, elle peut être refusée par la Partie requise si le montant de la fraude est inférieur à 25 000 ECU, soit approximativement 1 000 000 FB et, en cas d'infraction douanière, si elle porte sur une marchandise d'une valeur qui n'excède pas 1 000 000 ECU, soit approximativement 40 000 000 FB ;
- dans ce cas, la Partie requérante peut toutefois faire malgré tout une demande, si elle considère l'affaire comme très grave, en raison de ses circonstances ou de la personne du prévenu : dans ce dernier cas, la Partie requérante ne pourra soulever cette cause de refus (art. 50.4) ;
- d'autre part, une règle de spécialité dans l'utilisation des documents s'applique : sauf assentiment préalable de la Partie requise, les éléments recueillis grâce à l'entraide ne pourront être utilisés par la Partie requérante dans le cadre de procédures autres que celles pour lesquelles ils ont été transmis.

(2) *Article 51 - Simplification des commissions rogatoires aux fins de perquisition et saisie*

L'article 51 simplifie les conditions requises pour l'exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition et de saisie : par cette disposition, il est en effet dérogé à la condition contenue à l'article 11 de la loi sur les extraditions du 15 mars 1874 et à l'article 24 du Traité Benelux, selon laquelle de telles commissions rogatoires ne pouvaient être exécutées que pour des demandes concernant des faits pouvant donner lieu à extradition.

Désormais, les seules conditions auxquelles doivent répondre ces commissions rogatoires sont :

- que le fait soit punissable d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins 6 mois (dans les deux Etats, ou au moins dans un Etat, si l'infraction est de type administratif avec recours judiciaire dans l'autre Etat) ;
- que l'exécution soit compatible avec le droit de la Partie requise.

Il faut noter que cette disposition n'entraîne pas de modification des procédures à suivre pour l'exécution des commissions rogatoires en Belgique. Les commissions rogatoires provenant d'Etats Benelux sont assimilées aux commissions rogatoires émanant d'autorités judiciaires nationales. Le consentement préalable de la chambre du conseil reste requis en ce qui concerne les demandes émanant des autres Etats Schengen.

(3) *Article 52 - Envoi postal*

L'article 52 permet d'adresser directement par la voie postale des pièces de procédure à des personnes résidant sur le territoire d'une autre partie. Cette possibilité existait déjà dans les relations Benelux, en vertu de l'article 30 du Traité. Elle est étendue aux autres parties de l'Accord de Schengen. Cette possibilité n'exclut cependant en aucun cas la possibilité de recourir aux autorités judiciaires de l'Etat requis.

En ce qui concerne les envois directs par les autorités judiciaires belges, ceux-ci peuvent être envisagés en ce qui concerne les :

- citations à prévenus, témoins et parties civiles ;
- convocations et avis à inculpés, victimes, avocats, témoins, experts, interprètes ;
- actes de signification d'arrêts, de jugements, d'ordonnances ;
- notifications de résultats d'analyse ou d'expertise ;
- notifications de mainlevée de saisie ;
- notifications de décisions affectant le permis de conduire ;
- propositions de transactions.

Lorsqu'elles envisagent d'utiliser cette voie, les autorités judiciaires doivent veiller à ce que ce choix n'affecte pas les effets juridiques qui doivent être attachés à la transmission des documents concernés. Elles doivent également vérifier que le destinataire de la pièce à transmettre comprenne la langue dans laquelle elle est rédigée. Si ce n'est pas le cas, elles doivent veiller à joindre à l'envoi une traduction de la pièce - ou au moins de ses passages importants — dans une langue de l'Etat de destination.

La liste des pièces qui aura été communiquée par les autres Etats parties sera diffusée ultérieurement aux autorités judiciaires belges, par le biais du Ministère de la Justice.

(4) Article 53 - Transmission directe entre autorités judiciaires

En vertu de cette disposition, les demandes d'entraide pourront dorénavant être transmises directement entre les autorités judiciaires de l'Etat requérant et de l'Etat requis. Ce mode de transmission était déjà le mode normal de transmission des demandes d'entraide dans le cadre Benelux, conformément à l'article 38 du Traité. Il constituait également déjà une exception pour les cas d'urgence dans le cadre de la Convention européenne. Ce mode de transmission devient la règle dans les relations entre les Etats parties de la Convention, sans exclure pour autant la possibilité de l'utilisation du canal des Ministères de la Justice ou des Bureaux Centraux Nationaux de l'OIPC Interpol.

La transmission directe devient également la règle pour les dénonciations aux fins de poursuite pour des infractions à la législation relative au temps de conduite et de repos. Cette solution a été adoptée en raison du grand nombre de dénonciations aux fins de poursuite pour ce type d'infractions qui résulte de l'application des législations européennes en vigueur dans ce domaine.

La transmission entre autorités judiciaires peut se faire au niveau des Parquets de première instance ou au niveau des Parquets généraux.

La transmission entre les Ministères de la Justice reste par contre la règle en ce qui concerne :

- les demandes de transfèrement temporaire ou de transit de personnes détenues ;
- l'échange de données relatives au casier judiciaire, sauf la possibilité d'échange direct entre les autorités judiciaires de l'Etat requérant et le service compétent de la Partie requise, qui est prévue dans le cadre des relations Benelux (art. 38.2 du Traité) ;
- les dénonciations aux fins de poursuite autres que celles pour des infractions à la législation relative au temps de conduite et de repos.

Dans les transmissions vers l'Allemagne, les autorités judiciaires doivent être attentives au fait que celles-ci ne doivent pas être adressées au Ministère de la Justice fédéral, mais bien aux Ministères de la Justice des Länder.

Il est à noter qu'en dehors du cadre Benelux, cette possibilité de transmission directe ne dispense pas, dans les cas de demande adressée à la Belgique, de l'obligation d'autorisation ministérielle prévue par l'article 873 du Code judiciaire.

B. Extradition

Dans le cadre des relations entre les Etats parties à l'Accord de Schengen, la Belgique s'est engagée à appliquer la Convention européenne d'extradition du 13 septembre 1957 (art. 60 de la Convention), Convention qu'elle n'a pas encore ratifiée par ailleurs. Dans ce contexte, la Belgique a déposé, lors du dépôt de l'instrument de ratification de la Convention d'application de Schengen, ses déclarations et réserves relatives à l'application de la Convention européenne d'extradition.

Sur ce point, il faut noter que le Gouvernement a entamé la procédure de ratification de la Convention européenne d'extradition et de ses deux protocoles additionnels et que ces instruments internationaux seront dans un proche avenir d'application à l'égard de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe qui y sont parties. Dans cette perspective, une circulaire détaillée sur l'extradition sera prochainement élaborée par le Ministère de la Justice, en concertation avec les autorités judiciaires. Les indications qui suivent seront par conséquent très succinctes.

Les dispositions de la Convention d'application de l'Accord de Schengen relatives à l'extradition complètent entre les Etats parties celles de la Convention européenne d'extradition et du Traité Benelux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale du 27 juin 1962. Ceci signifie que :

- le Traité Benelux subsiste dans les relations avec les Pays-Bas et le Luxembourg, sous réserve des dispositions plus favorables contenues dans la Convention de Schengen : les relations extraditionnelles entre Etats Benelux resteront donc pour l'essentiel inchangées ;

— les Traités bilatéraux liant la Belgique à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, sont abrogés au fur et à mesure de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de ces Etats et remplacés par la Convention européenne d'extradition.

Ceci signifie essentiellement que dans les relations avec ces Etats :

— la détermination des faits pouvant donner lieu à extradition ne se fera plus en fonction d'une liste d'infractions, comme dans la majorité des Traités bilatéraux antérieurs, mais bien sur la base d'un taux de peine minimum, lequel est fixé à un an ;

— en ce qui concerne les relations avec la France, l'extradition pourra être demandée par la Belgique pour des faits punissables en Belgique d'un maximum de peine d'au moins un an, pourvu qu'ils soient punissables en France d'un maximum de peine d'au moins deux ans.

En ce qui concerne les conditions de l'extradition, la Convention Schengen se distingue de la Convention européenne et du Traité Benelux sur plusieurs points :

— pour l'appréciation du fait de savoir si la prescription est acquise, il faut prendre en compte les actes interruptifs de prescription au regard du droit de l'Etat requérant : ceci a pour conséquence que, lorsque la Belgique est Etat requis, en cas de doute sur le fait de savoir s'il y a prescription, les autorités judiciaires devront demander des informations à l'Etat requérant sur les éventuels actes interruptifs de la prescription qui auraient été posés dans l'Etat requérant et qui devraient être pris en considération pour l'appréciation de la prescription ;

— l'amnistie par l'Etat requis n'est pas une cause de refus de l'extradition, sauf si l'Etat requis avait compétence pour poursuivre l'infraction selon sa propre loi (cfr. art. 4 du deuxième protocole additionnel à la Convention européenne) ;

— l'absence d'une plainte ou d'un avis officiel qui n'est exigé que par le droit de l'Etat requis ne constitue pas une cause de refus de l'extradition ;

— les infractions fiscales relatives aux accises, TVA et douanes, donnent lieu à extradition (art. 63 de la Convention Schengen).

En ce qui concerne les procédures d'extradition, la Convention Schengen se distingue de la Convention européenne et du Traité Benelux sur plusieurs points :

— un signalement dans le Système d'Information Schengen équivaudra à une demande d'arrestation provisoire (art. 64 de la Convention Schengen) et sera suffisant pour justifier la détention pendant la période de 3 semaines prévue à l'article 5 de la loi sur les extraditions ;

— la transmission des demandes d'extradition se fera désormais directement entre Ministères de la Justice (art. 65 de la Convention Schengen), ce qui n'exclut pas le recours à la voie diplomatique. En ce qui concerne les relations avec la France, les demandes d'extradition seront envoyées par le Ministère de la Justice belge au Ministère des Affaires étrangères français.

C. Application du principe "Ne bis in idem"

Les articles 54 à 58 de la Convention reproduisent les dispositions de la Convention conclue entre les Etats membres des Communautés européennes sur le même objet le 25 mai 1987, à Bruxelles. La procédure de ratification de cette Convention a été entamée par le Gouvernement.

L'article 54 énonce qu'une personne qui a été définitivement jugée par une Partie Contractante ne peut, pour les mêmes faits, être poursuivie par une autre Partie Contractante, à condition qu'en cas de condamnation la sanction ait été subie ou soit actuellement en cours d'exécution ou ne puisse plus être exécutée selon les lois de l'Etat de condamnation.

Les poursuites pour les mêmes faits ne sont donc plus possibles :

1° si la personne a été acquittée dans un autre Etat partie et que la décision d'acquiescement est coulée en force de chose jugée ;

2° si la personne a été condamnée et que la sanction a été entièrement subie, ou est en cours d'exécution, ou encore ne peut plus être exécutée selon les lois de l'Etat de condamnation.

Ces dispositions sont plus larges que celle de l'article 13 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle sur plusieurs points :

— elles n'exigent pas l'identité des qualifications juridiques mais seulement l'identité de faits ;

— elles s'appliquent également à l'égard de jugements prononcés à l'étranger à propos de faits commis sur le territoire belge ;

— elles s'appliquent également au cas où la peine est en cours d'exécution à l'étranger (et où la personne bénéficie de l'une ou l'autre forme de libération dans le cadre de l'exécution de sa peine).

D. Transmission de l'exécution des jugements répressifs

Les articles 67 à 69 prévoient une procédure d'exécution de peines privatives de liberté prononcées à l'étranger, à l'égard de personnes qui se sont soustraites à l'exécution de ces peines en s'enfuyant vers le pays dont elles sont ressortissantes. Ces articles renvoient à la procédure de transfèrement des personnes condamnées et à la Convention européenne ayant cet objet, ce que le Gouvernement belge juge inapproprié, compte tenu des différences importantes entre les deux types d'hypothèses.

Le Gouvernement belge a par conséquent fait une déclaration à ce sujet, lors de la signature de cette Convention, par laquelle il indique que la procédure qui sera appliquée sur le plan interne pour la reprise de l'exécution d'un jugement étranger ne sera pas celle qui est prévue par la loi belge relative au transfèrement inter-étatique des personnes condamnées, mais une procédure spéciale. Le Gouvernement belge va déposer un projet de loi destiné à apporter une solution spécifique à cette question. En attendant cette législation, les articles 67 à 69 de la Convention ne sont pas applicables.

CHAPITRE III — *Stupéfiants (art. 70 à 76)*

Les Parties Contractantes créent un groupe de travail permanent chargé d'examiner des problèmes communs concernant la répression de la criminalité en matière de stupéfiants aux fins d'améliorer les aspects pratiques et techniques de leur coopération.

Ce groupe de travail comprendra, notamment, des membres des services chargés des missions de police et de douane.

La Convention fait une distinction entre le trafic illégal et le commerce (+ transport) légal de stupéfiants et de substances psychotropes.

A. Répression du trafic illégal de drogues et de substances psychotropes

1. Les Parties Contractantes se sont engagées à prendre toutes les dispositions, tant administratives que pénales, pour prévenir et réprimer l'exportation et l'importation illégales, ainsi que la vente de stupéfiants et de substances psychotropes, en ce compris le cannabis. A cette fin, le contrôle du trafic des personnes et des biens sera renforcé aux frontières extérieures, ainsi que le contrôle des endroits connus pour le trafic et le commerce des stupéfiants. Une partie du personnel de la police et des douanes, libérée aux frontières intérieures, devra être réaffectée à cette fin. En outre, l'usage de méthodes modernes de détection de drogues doit être développé, ainsi que l'utilisation de chien-drogues.

2. Les techniques de livraisons contrôlées seront également développées. Pendant une opération de livraison contrôlée, chaque pays garde la direction et le contrôle de l'opération sur son territoire et est habilité à intervenir (même pour mettre fin à l'opération).

3. Les mesures complémentaires suivantes ont été ou devront être prises afin de rendre la lutte contre la drogue plus efficace :

- permettre la saisie et la confiscation des produits inhérents au commerce de la drogue ;
- prévenir et lutter contre les effets négatifs de la demande illicite de stupéfiants.

B. Commerce légal de stupéfiants et de substances psychotropes

Des stupéfiants et des substances psychotropes sont également utilisés de façon légale pour la fabrication de médicaments. Pour le contrôle de ce trafic légal, la Convention renvoie aux obligations déposées dans les Traités des Nations Unies de 1961 (stupéfiants) et de 1971 (matières psychotropes). Les Parties Contractantes se sont mises d'accord

pour déplacer autant que possible ces contrôles, normalement exécutés aux frontières intérieures, à l'intérieur de leur territoire.

Les personnes circulant vers ou sur des territoires des Parties Contractantes où sur ces territoires peuvent transporter les stupéfiants et substances psychotropes nécessaires dans le cadre d'un traitement médical si elles produisent, lors de tout contrôle, un certificat délivré et authentifié par une autorité compétente de l'Etat de résidence.

CHAPITRE IV. — Armes à feu et munitions (art. 77 à 91)

La Convention d'application de Schengen prévoit l'intégration de différentes dispositions dans les législations nationales concernant entre autres :

— l'harmonisation des catégories des armes prohibées, des armes nécessitant un permis et des armes assujetties à une déclaration ;

— un certain nombre de prescriptions devant être observées lors de la déclaration de l'achat et/ou de la possession d'une arme ainsi que de l'autorisation à cette fin ;

— les exigences pour l'établissement comme armurier et l'exercice de cette profession ;

— un système d'échange de données entre les Parties Contractantes en cas d'acquisitions d'armes par des personnes qui habitent sur le territoire d'une autre Partie Contractante.

Cette matière a également fait l'objet d'une directive européenne (n° 91/477/CEE du 18.06.91), qui a remplacé les dispositions figurant dans la Convention de Schengen.

Pour l'application des dispositions précitées, on peut se référer à la loi du 30 janvier 1991 (qui a modifié la loi du 03.01.33), à ses arrêtés d'exécution et aux circulaires concernant leur entrée en vigueur (cfr. M.B. 21.09.91).

CHAPITRE V. — Le système d'information Schengen (art. 92 à 119)

A. Le SIS

1. Structure :

Le Système d'Information Schengen est une banque de données alimentée par des banques de données nationales.

Le SIS se compose donc de deux parties : un système central appelé C-SIS et des systèmes nationaux N-SIS (un dans chaque Etat Contractant).

Il convient de distinguer clairement les fonctions relevant de la compétence du système central SIS des fonctions remplies par les différents systèmes nationaux.

Afin de garantir autant que possible l'indépendance de chaque système national, le C-SIS se limite à mettre à la disposition de chaque pays partenaire Schengen un "fichier Schengen" identique dans chaque système national. L'utilisation du "fichier Schengen" au sein de chaque pays est considérée comme relevant de la responsabilité nationale. Il en va de même pour son implantation au sein de chaque système informatique. Le fonctionnement du SIS se fonde sur l'idée que les données automatisées ne peuvent être échangées directement entre les systèmes nationaux, mais uniquement via le système central (C-SIS).

Aucun pays ne peut directement mettre à jour son "fichier Schengen" national. Toute modification éventuelle doit être transmise en temps réel au système central C-SIS. Après validation de l'information, le système central met à jour les différents "fichiers Schengen" nationaux.

2. But :

Les autorités concernées disposent via le SIS, lors de contrôles effectués aux frontières extérieures et à l'intérieur des frontières nationales, de signalements de personnes, de véhicules et d'objets spécifiques provenant de tous les Etats Schengen.

3. Contenu :

Le SIS contient des données relatives :

- aux personnes, véhicules et objets à rechercher ;
- aux motifs de la recherche ;
- aux conduites à tenir en cas de découverte (HIT) ;
- aux indications suivant lesquelles la personne à rechercher est armée et/ou dangereuse.

Les données qui peuvent être consultées via le SIS concernent :

(1) des personnes

- dont l'extradition est demandée (art. 95) ;
- à qui l'accès à un ou plusieurs territoire(s) des Etats membres est interdit (art. 96) ;
- qui ont disparu (art. 97) ;
- qui sont recherchées dans le cadre d'une procédure judiciaire (art. 98) ;
- qui doivent être contrôlées discrètement ou de façon approfondie (art. 99) ;

(2) des objets

- véhicules suspects (art. 99) ;
- véhicules, semi-remorques et caravanes volés, détournés ou disparus (art. 100) ;
- armes à feu volées ou disparues (art. 100) ;
- documents d'identité (vierges ou délivrés) volés ou disparus (art. 100) ;
- billets de banque volés ou détournés (art. 100).

L'article 95 mérite une attention particulière. En effet, suivant cet article, un signalement a la même valeur qu'une demande d'arrestation aux fins d'extradition ainsi que le stipule la Convention européenne d'extradition ou le Traité Benélux d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale (art. 64).

4. Utilisateurs :

Les services policiers et douaniers ainsi que les autorités compétentes pour la délivrance de visas peuvent avoir un accès différencié, selon la spécificité de leur mission (art. 101).

5. Procédure d'utilisation :

L'alimentation et la consultation du SIS se fait :

a) par voie électronique via les deux réseaux informatiques nationaux (PJ et Gd.) disposant tous deux de leur propre copie technique ;

b) via SIRENE (voir plus bas).

Conformément aux procédures opérationnelles élaborées, lors de l'interrogation du système Schengen, et plus particulièrement sous la rubrique "conduite à tenir", deux cas de figure peuvent se présenter :

a) Le traitement de l'information ne requiert aucun apport de renseignements supplémentaires. Le policier de terrain peut alors agir suivant les données qui apparaissent à l'écran de son terminal.

b) Le traitement de l'information requiert des données complémentaires et dès lors, pour le traitement de ces données le policier de terrain a besoin de l'aide du pays à l'origine de l'information.

Dans les deux cas, le policier de terrain devra en informer son SIRENE, et plus particulièrement dans le deuxième cas, où la définition du mot SIRENE prend toute son importance.

Ce bureau national a été créé par chaque Partie Contractante. Il sert de point de contact unique et permanent entre toutes les Parties Contractantes qui peuvent en disposer.

Les Parties Contractantes ont rédigé un manuel commun précisant les tâches, les procédures à suivre et les principes de base régissant l'organisation de SIRENE.

6. Responsabilité

Conformément au principe de la propriété, le pays à l'origine de l'introduction du signalement dans le SIS en est propriétaire et a l'entière responsabilité de son contenu.

7. Portée juridique :

L'introduction d'un signalement dans le SIS a donc comme conséquence que la police (et les autres services de contrôle) au-delà des frontières doit respecter les instructions de magistrats étrangers (ex. : dans le cas d'une arrestation aux fins d'extradition) et d'instances administratives étrangères (ex. : dans le cas d'une interdiction d'accès au territoire ou d'éloignement du territoire).

Dès lors l'introduction de signalements dans le SIS réclame un contrôle juridique particulier.

B. La Commission SIRENE

Dès le stade des négociations préparatoires, il est apparu clairement que le Système d'Information Schengen ne suffirait pas à lui seul pour échanger toutes les données nécessaires. Aussi a-t-on créé dans chaque Etat Contractant une commission, appelée SIRENE (acronyme de la définition donnée en langue anglaise "Supplementary Information REquest at the National Entries"), qui est chargée de traiter les demandes d'informations supplémentaires au niveau des centres nationaux de données. Cette commission sert de point de contact unique et permanent entre toutes les Parties Contractantes. SIRENE est responsable de l'exactitude, de l'actualité et de la licéité des signalements introduits dans le SIS par son propre pays. SIRENE sert en outre de filtre entre le traitement de l'information et la transmission des données.

Il s'agit d'un service d'exécution actif constituant le point de passage obligé de :

- toutes les informations transmises vers le C-SIS ;
- toutes les demandes d'informations relatives aux données introduites dans le SIS.

Il s'agit du service coordonnant tous les signalements belges destinés à Schengen. SIRENE veille également à une utilisation et un échange légaux des données et à fournir des renseignements. Les bureaux SIRENE ne sont pas mentionnés en tant que tels dans la Convention mais trouvent leur fondement juridique dans son article 108. Les bureaux SIRENE ne sont pas des organismes autonomes.

Ils ont une fonction de complément et d'appui dans le cadre de l'échange de données visé par la Convention. Dès lors cet échange d'informations est entièrement soumis aux garanties juridiques contenues dans la Convention d'application en ce qui concerne le contrôle du respect de la vie privée.

Le 9 août 1991, un Protocole a été conclu entre le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur, par lequel une répartition des tâches a été définie.

a) En ce qui concerne l'organisation, les tâches et la gestion du bureau SIRENE, celles-ci ont leur siège dans les bureaux du Commissariat général de la Police judiciaire auprès des parquets au 13, rue Quatre Bras à 1000 Bruxelles.

Les tâches de SIRENE consistent principalement en :

- l'exercice d'un contrôle juridique sur les signalements reçus (principalement l'art. 95) ;
- l'exercice d'un contrôle technique/formel sur les signalements émis par les services compétents belges ;
- la prévention et le règlement de problèmes de coordination éventuels en cas de signalements multiples émanant de SIRENE, d'Interpol et du BCS ;
- la bonne coordination en cas de hit ou de consultation positive entre les services contrôlants et les services signalants ;
- veiller au respect des mesures de sécurité matérielles et techniques telles que définies à l'article 118 et à leur intégration dans le règlement d'utilisation des réseaux existants ;
- veiller à la mise en oeuvre et au bon fonctionnement du N-SIS technique.

La Commission SIRENE relève de la compétence du Ministre de la Justice. Le Ministre de l'Intérieur est associé à cette autorité pour tout ce qui relève de ses attributions en matière de police administrative.

b) La fonction technique du N-SIS, c'est-à-dire la transmission matérielle des données contenues dans les signalements, est assurée par le Centre de traitement de l'information de la gendarmerie.

Sa mission est :

- l'organisation d'un échange d'informations rapide et efficace entre le C-SIS et les N-SIS ;
- l'organisation d'un accès rapide et efficace aux services utilisateurs ;
- l'enregistrement des données en respectant les contrôles prévus à l'article 103.

Le bureau SIRENE belge est composé de représentants des services de police générale, c'est-à-dire de la Police communale, de la Gendarmerie et de la Police judiciaire.

Depuis le 1 août 1994, SIRENE fait partie du service général d'appui policier et plus particulièrement de la 2^{ème} division nommée "Coopération policière internationale".

CHAPITRE VI. — Protection des données

A. Qu'est-ce que la protection des données à caractère personnel ?

La protection des données à caractère personnel n'est assurée en Belgique que depuis peu de temps, mais elle est appliquée depuis des années par tous les Etats voisins.

Elle a pour but de protéger la vie privée des personnes physiques contre les menaces que font peser sur elles certains traitements d'informations à leur sujet. Les règles protectrices des données ont pour objectif de concilier le respect d'un droit fondamental des individus avec l'efficacité de la réalisation des finalités (buts) en vue desquelles les informations sont traitées.

Dans le cadre de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, la protection des données représente la légitime contrepartie de l'accroissement et de la facilitation des échanges d'informations.

Le régime de protection des données à caractère personnel qui doit être respecté en Belgique est constitué par les dispositions contenues dans les instruments juridiques suivants :

- la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (M.B. 18.03.93) ;
- la Convention d'application de l'Accord de Schengen ;
- les règles spécifiques du Titre IV en ce qui concerne le SIS,
- le Titre VI en ce qui concerne toutes les informations sur lesquelles porte la Convention, qu'elles soient traitées ou échangées dans le cadre du SIS ou non ;
- la Convention n° 108 du 18 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel approuvée en Belgique par la loi du 17 juin 1991 (M.B. 30.12.93) ;
- la Recommandation R (87) 15 du 17 septembre 1987 du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation des données à caractère personnel dans le secteur de la police.

Ces différents textes se complètent pour former un ensemble cohérent qui doit être scrupuleusement respecté par tous.

Le principe fondamental consiste à n'autoriser le traitement de données à caractère personnel qu'en vue de finalités légitimes et déterminées. Lorsque le traitement de données s'inscrit dans le cadre du SIS (ou de la partie belge du SIS), ces finalités sont énumérées de manière stricte et exhaustive aux articles 95 à 100 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

Il est répréhensible pour quiconque d'utiliser les données en cause à d'autres fins ; la violation de ce principe expose son auteur à de lourdes sanctions pénales et, le cas échéant, à des sanctions disciplinaires.

D'une manière générale, des données à caractère personnel ne peuvent être utilisées que pour atteindre les finalités indiquées soit dans la Convention de Schengen ou dans une disposition légale ou réglementaire, soit par l'Etat ou la personne qui les a transmises. De même, leur communication à des tiers ne peut être justifiée que par la poursuite de ces finalités et, en règle générale, il faudra éviter de les communiquer à l'extérieur des services de police. La transmission de données à caractère personnel doit, en outre, souvent être enregistrée.

Les données ne peuvent être utilisées que dans l'exercice des compétences légales de la personne qui les utilise.

Il faut aussi veiller à distinguer nettement les missions de police judiciaire et de police administrative et, par conséquent, à ne pas utiliser à des fins de prévention des données reçues dans le cadre d'une mission de police judiciaire.

B. Les principales règles à observer

Outre le principe fondamental du respect des finalités évoqué supra, les règles suivantes doivent être respectées. Cette énumération n'est évidemment pas exhaustive.

Il faut garder à l'esprit, en vue du respect de ces règles, que constitue une donnée à caractère personnel toute donnée (information) relative à une personne physique identifiée ou identifiable, quelle que soient la nature (écrit, image, son, etc.) ou la forme (manuscrite, dactylographiée, microfilmée, numérique, etc.) de cette donnée.

(1) Qualité des données

Les données doivent répondre à certains critères de qualité :

- être, si possible, exactes ; cette exactitude doit être vérifiée ;
- être adéquates et pertinentes par rapport aux finalités en vue desquelles elles sont traitées ;
- ne pas être excessives par rapport à ces finalités ;
- n'être conservées que pendant le laps de temps nécessaire à la réalisation de ces finalités ; la nécessité de conserver une donnée doit être vérifiée régulièrement.

(2) Données sensibles

Certaines données à caractère personnel doivent, en raison de leur nature sensible, faire l'objet d'une protection renforcée. Elles ne peuvent être traitées que pour des finalités déterminées par un texte légal ou réglementaire et seulement dans le respect de conditions particulières.

Sont sensibles les données relatives aux origines raciales ou ethniques, à la vie sexuelle, aux opinions ou activités politiques, philosophiques, religieuses, syndicales ou mutualistes, à l'état de santé physique ou psychique, ainsi qu'aux poursuites, décisions ou condamnations pénales, administratives et disciplinaires et aux litiges soumis devant une juridiction.

(3) Droit d'accès

La personne concernée par les données traitées dispose, en principe, du droit d'obtenir communication de ces données.

Toutefois, elle ne peut exercer elle-même ce droit à l'égard des données traitées par des services de police ou de renseignement en vue de l'exercice de leurs missions de police judiciaire ou administrative. C'est, en Belgique, la Commission de la protection de la vie privée qui doit obtenir communication de ces données ; il s'agit d'un droit d'accès indirect.

(4) Droit de rectification

S'il apparaît que des données ne répondent pas aux critères de qualité ou de respect des finalités cités précédemment ou encore si elles ne peuvent être traitées ou si elles ne sont pas traitées dans les conditions imposées, la Commission de la protection de la vie privée peut les faire effacer ou rectifier ou interdire leur utilisation.

(5) Droit d'information

Lorsqu'un traitement de données à caractère personnel n'a pas pour finalité l'accomplissement d'une mission de police administrative (prévention des infractions) ou judiciaire (répression des infractions), la personne concernée par les données traitées doit être informée de l'existence du traitement.

En outre, elle peut alors exercer directement (elle-même) les droits d'accès et de rectification qui lui sont conférés.

(6) Obligations propres au maître du fichier

Le maître du fichier, c'est-à-dire la personne qui gère un traitement de données à caractère personnel, est également soumis à plusieurs obligations supplémentaires⁽⁵⁾ et notamment à l'obligation de déclarer l'existence de son traitement de données à la Commission de la protection de la vie privée⁽⁶⁾.

(7) Contrôle

Le contrôle du respect des dispositions portant sur la protection des données à caractère personnel est soumis, comme pour toute matière, aux Cours et Tribunaux.

Toutefois, une autorité a, en outre, été spécialement créée à cet effet : la Commission de la protection de la vie privée, qui a déjà été mentionnée à plusieurs reprises.

Il s'agit d'une autorité indépendante, dont la majorité des membres sont nommés par le Parlement.

Un certain nombre de pouvoirs lui sont attribués tant par les lois belges que par la Convention d'application de l'Accord de Schengen. Elle est, par ailleurs, représentée au sein de l'autorité de contrôle commune instituée par la Convention d'application de l'Accord de Schengen.

CHAPITRE VII. — Transport et trafic de marchandises (art. 120 à 125)

Après l'entrée en vigueur de la Convention d'application de l'Accord de Schengen, les formalités à accomplir, lors du transport transfrontalier et du trafic des marchandises, ont fortement diminué.

Les contrôles frontaliers systématiques ont été remplacés par des contrôles exécutés par coups de sonde concernant :

- contrôle sur les temps de route et de repos ;
- contrôle sur les dimensions et le poids des véhicules destinés au transport des marchandises ;
- contrôle technique des véhicules.

En outre, des mesures ont été prises en matière de :

- dédouanement du trafic des marchandises ;
- simplification des contrôles phytosanitaires ;
- renforcement du contrôle sur le transport de produits dangereux ;
- discussions concernant la suppression ou l'assouplissement des procédures pour le commerce de biens stratégiques et de technologies ;
- restriction des contrôles aux frontières intérieures sur les marchandises emportées par les voyageurs ;
- détachement de fonctionnaires de contact.

Le Ministre de la Justice,

M. Wathelet

Le Ministre de l'Intérieur,

J. Vande Lanotte

ANNEXES**Texte de la Convention européenne d'extradition**

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,
Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;
Considérant que cet objectif peut être atteint par la conclusion d'accords ou par l'adoption d'une action commune dans le domaine juridique;

Convaincus que l'acceptation de règles uniformes en matière d'extradition est de nature à faire progresser cette oeuvre d'unification,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er**Obligation d'extrader**

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants, les individus qui sont poursuivis pour une infraction ou recherchés aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté par les autorités judiciaires de la Partie requérante.

(5) Voir à ce sujet l'article 16 de la loi du 8 décembre 1992.

(6) Article 17 de la loi du 8 décembre 1992.

Article 2

Faits donnant lieu à extradition

1. Donneront lieu à extradition les faits punis par les lois de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins un an ou d'une peine plus sévère. Lorsqu'une condamnation à une peine est intervenue ou qu'une mesure de sûreté a été infligée sur le territoire de la Partie requérante, la sanction prononcée devra être d'une durée d'au moins quatre mois.

2. Si la demande d'extradition vise plusieurs faits distincts punis chacun par la loi de la Partie requérante et de la Partie requise d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté, mais dont certains ne remplissent pas la condition relative au taux de la peine, la Partie requise aura la faculté d'accorder également l'extradition pour ces derniers.

3. Toute Partie Contractante dont la législation n'autorise pas l'extradition pour certaines infractions visées au paragraphe 1 du présent article pourra, en ce qui la concerne, exclure ces infractions du champ d'application de la convention.

4. Toute Partie Contractante qui voudra se prévaloir de la faculté prévue au paragraphe 3 du présent article notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, soit une liste des infractions pour lesquelles l'extradition est autorisée, soit une liste des infractions pour lesquelles l'extradition est exclue, en indiquant les dispositions légales autorisant ou excluant l'extradition. Le Secrétaire Général du Conseil communiquera ces listes aux autres signataires.

5. Si, par la suite, d'autres infractions viennent à être exclues de l'extradition par la législation d'une Partie Contractante, celle-ci notifiera cette exclusion au Secrétaire Général du Conseil qui en informera les autres signataires. Cette notification ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de sa réception par le Secrétaire Général.

6. Toute Partie qui aura fait usage de la faculté prévue aux paragraphes 4 et 5 du présent article pourra à tout moment soumettre à l'application de la présente convention des infractions qui en ont été exclues. Elle notifiera ces modifications au Secrétaire Général du Conseil qui les communiquera aux autres signataires.

7. Toute Partie pourra appliquer la règle de la réciprocité en ce qui concerne les infractions exclues du champ d'application de la convention en vertu du présent article.

Article 3

Infractions politiques

1. L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction.

2. La même règle s'appliquera si la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir un individu pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cet individu risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

3. Pour l'application de la présente convention, attentat à la vie d'un Chef d'Etat ou d'un membre de sa famille ne sera pas considéré comme infraction politique.

4. L'application du présent article n'affectera pas les obligations que les Parties auront assumées ou assumeront aux termes de toute autre convention internationale de caractère multilatéral.

Article 4

Infractions militaires

L'extradition à raison d'infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun est exclue du champ d'application de la présente convention.

Article 5

Infractions fiscales

En matière de taxes et impôts, de douane, de change, l'extradition sera accordée, dans les conditions prévues par la présente convention, seulement s'il en a été ainsi décidé entre Parties Contractantes pour chaque infraction ou catégorie d'infractions.

Article 6

Extradition des nationaux

1. (a) Toute Partie Contractante aura la faculté de refuser l'extradition de ses ressortissants.

(b) Chaque Partie Contractante pourra, par une déclaration faite au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, définir, en ce qui la concerne, le terme "ressortissants" au sens de la présente convention.

(c) La qualité de ressortissant sera appréciée au moment de la décision sur l'extradition. Toutefois, si cette qualité n'est reconnue qu'entre l'époque de la décision et la date envisagée pour la remise, la Partie requise pourra également se prévaloir de la disposition de l'alinéa (a) du présent paragraphe.

2. Si la Partie requise n'extrade pas son ressortissant, elle devra, sur la demande de la Partie requérante, soumettre l'affaire aux autorités compétentes afin que des poursuites judiciaires puissent être exercées s'il y a lieu. A cet effet, les dossiers, informations et objets relatifs à l'infraction seront adressés gratuitement par la voie prévue au paragraphe 1 de l'article 12. La Partie requérante sera informée de la suite qui aura été donnée à sa demande.

Article 7

Lieu de perpétration

1. La Partie requise pourra refuser d'extrader l'individu réclamé à raison d'une infraction qui, selon sa législation, a été commise en tout ou en partie sur son territoire ou en un lieu assimilé à son territoire.

2. Lorsque l'infraction motivant la demande d'extradition aura été commise hors du territoire de la Partie requérante, l'extradition ne pourra être refusée que si la législation de la Partie requise, n'autorise pas la poursuite d'une infraction du même genre commise hors de son territoire ou n'autorise pas l'extradition pour l'infraction faisant l'objet de la demande.

Article 8

Poursuites en cours pour les mêmes faits

Une Partie requise pourra refuser d'extrader un individu réclamé si cet individu fait l'objet de sa part de poursuites pour le ou les faits à raison desquels l'extradition est demandée.

Article 9

"Non bis in idem"

L'extradition ne sera pas accordée lorsque l'individu réclamé a été définitivement jugé par les autorités compétentes de la Partie requise, pour le ou les faits à raison desquels l'extradition est demandée. L'extradition pourra être refusée si les autorités compétentes de la Partie requise ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour le ou les mêmes faits.

Article 10

Prescription

L'extradition ne sera pas accordée si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après la législation soit de la Partie requérante, soit de la Partie requise.

Article 11

Peine capitale

Si le fait à raison duquel l'extradition est demandée, est puni de la peine capitale par la loi de la Partie requérante et que, dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de la Partie requise, ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition pourra n'être accordée qu'à la condition que la Partie requérante donne des assurances jugées suffisantes par la Partie requise, que la peine capitale ne sera pas exécutée.

Article 12

Requête et pièces à l'appui

1. La requête sera formulée par écrit et présentée par la voie diplomatique. Une autre voie pourra être convenue par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties.

2. Il sera produit à l'appui de la requête :

(a) l'original ou l'expédition authentique soit d'une décision de condamnation exécutoire, soit d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré dans les formes prescrites par la loi de la Partie requérante;

(b) un exposé des faits pour lesquels l'extradition est demandée. Le temps et le lieu de leur perpétration, leur qualification légale et les références aux dispositions légales qui leur sont applicables seront indiqués le plus exactement possible; et

(c) une copie des dispositions légales applicables ou, si cela n'est pas possible, une déclaration sur le droit applicable, ainsi que le signalement aussi précis que possible de l'individu réclamé et tous autres renseignements de nature à déterminer son identité et sa nationalité.

Article 13

Compléments d'informations.

Si les informations communiquées par la Partie requérante se révèlent insuffisantes pour permettre à la Partie requise de prendre une décision en application de la présente convention, cette dernière Partie demandera le complément d'informations nécessaire et pourra fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 14

Règle de la spécialité

1. L'individu qui aura été livré ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants :

(a) lorsque la Partie qui l'a livré y consent. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 12 et d'un procès-verbal judiciaire consignait les déclarations de l'extradé. Ce consentement sera donné lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé entraîne elle-même l'obligation d'extrader aux termes de la présente convention;

(b) lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire, l'individu extradé n'a pas quitté dans les 45 jours qui suivent son élargissement définitif. Le territoire de la Partie à laquelle il a été livré ou s'il y est retourné après l'avoir quitté.

2. Toutefois, la Partie requérante pourra prendre les mesures nécessaires en vue d'une part d'un renvoi éventuel du territoire, d'autre part d'une interruption de la prescription conformément à sa législation, y compris le recours à une procédure par défaut.

3. Lorsque la qualification donnée au fait incriminé sera modifiée au cours de la procédure, l'individu extradé ne sera poursuivi ou jugé que dans la mesure où les éléments constitutifs de l'infraction nouvellement qualifiée permettraient l'extradition.

Article 15

Réextradition à un Etat tiers

Sauf dans le cas prévu au paragraphe 1, alinéa (b) de l'article 14, l'assentiment de la Partie requise sera nécessaire pour permettre à la Partie requérante de livrer à une autre Partie ou à un Etat tiers l'individu qui lui aura été remis et qui serait recherché par l'autre Partie ou par l'Etat tiers pour des infractions antérieures à la remise. La Partie requise pourra exiger la production des pièces prévues au paragraphe 2 de l'article 12.

Article 16

Arrestation provisoire

1. En cas d'urgence, les autorités compétentes de la Partie requérante pourront demander l'arrestation provisoire de l'individu recherché; les autorités compétentes de la Partie requise statueront sur cette demande conformément à la loi de cette Partie.

2. La demande d'arrestation provisoire indiquera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 2, alinéa (a) de l'article 12 et fera part de l'intention d'envoyer une demande d'extradition; elle mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le temps et le lieu où elle a été commise ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché.

3. La demande d'arrestation provisoire sera transmise aux autorités compétentes de la Partie requise soit par la voie diplomatique, soit directement par la voie postale ou télégraphique, soit par l'Organisation internationale de Police criminelle (Interpol), soit par tout autre moyen laissant une trace écrite ou admis par la Partie requise. L'autorité requérante sera informée sans délai de la suite donnée à sa demande.

4. L'arrestation provisoire pourra prendre fin si, dans le délai de 18 jours après l'arrestation, la Partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition et des pièces mentionnées à l'article 12; elle ne devra, en aucun cas, excéder 40 jours après l'arrestation. Toutefois, la mise en liberté provisoire est possible à tout moment, sauf pour la Partie requise à prendre toute mesure qu'elle estimera nécessaire en vue d'éviter la fuite de l'individu réclamé.

5. La mise en liberté ne s'opposera pas à une nouvelle arrestation et à l'extradition si la demande d'extradition parvient ultérieurement.

Article 17

Concours de requêtes

Si l'extradition est demandée concurremment par plusieurs Etats, soit pour le même fait, soit pour des faits différents, la Partie requise statuera compte tenu de toutes circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de l'individu réclamé et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

Article 18

Remise de l'extradé

1. La Partie requise fera connaître à la Partie requérante par la voie prévue au paragraphe 1 de l'article 12, sa décision sur l'extradition.

2. Tout rejet complet ou partiel sera motivé.

3. En cas d'acceptation, la Partie requérante sera informée du lieu et de la date de remise, ainsi que de la durée de la détention subie en vue de l'extradition par l'individu réclamé.

4. Sous réserve du cas prévu au paragraphe 5 du présent article, si l'individu réclamé n'a pas été reçu à la date fixée, il pourra être mis en liberté à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter de cette date et il sera en tout cas mis en liberté à l'expiration d'un délai de 30 jours; la Partie requise pourra refuser de l'extrader pour le même fait.

5. En cas de force majeure empêchant la remise ou la réception de l'individu à extrader, la Partie intéressée en informera l'autre Partie; les deux Parties se mettront d'accord sur une nouvelle date de remise et les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

Article 19

Remise ajournée ou conditionnelle

1. La Partie requise pourra, après avoir statué sur la demande d'extradition, ajourner la remise de l'individu réclamé pour qu'il puisse être poursuivi par elle ou, s'il a déjà été condamné, pour qu'il puisse purger, sur son territoire, une peine encourue à raison d'un fait autre que celui pour lequel l'extradition est demandée.

2. Au lieu d'ajourner la remise, la Partie requise pourra remettre temporairement à la Partie requérante l'individu réclamé dans des conditions à déterminer d'un commun accord entre les Parties.

Article 20

Remise d'objets

1. A la demande de la Partie requérante, la Partie requise saisira et remettra, dans la mesure permise par sa législation, les objets:

(a) qui peuvent servir de pièces à conviction, ou

(b) qui, provenant de l'infraction, auraient été trouvés au moment de l'arrestation en la possession de l'individu réclamé ou seraient découverts ultérieurement.

2. La remise des objets visés au paragraphe 1 du présent article sera effectuée même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de l'évasion de l'individu réclamé.

3. Lorsque lesdits objets seront susceptibles de saisie ou de confiscation sur le territoire de la Partie requise, cette dernière pourra, aux fins d'une procédure pénale en cours, les garder temporairement ou les remettre sous condition de restitution.

4. Sont toutefois réservés les droits que la Partie requise ou des tiers auraient acquis sur ces objets. Si de tels droits existent, les objets seront, le procès terminé, restitués le plus tôt possible et sans frais à la Partie requise.

Article 21

Transit

1. Le transit à travers le territoire de l'une des Parties Contractantes sera accordé sur demande adressée par la voie prévue au paragraphe 1 de l'article 12 à la condition qu'il ne s'agisse pas d'une infraction considérée par la Partie requise du transit comme revêtant un caractère politique ou purement militaire compte tenu des articles 3 et 4 de la présente convention.

2. Le transit d'un ressortissant, au sens de l'article 6, du pays requis du transit, pourra être refusé.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, la production des pièces prévues au paragraphe 2 de l'article 12 sera nécessaire.

Convention européenne d'extradition

4. Dans le cas où la voie aérienne sera utilisée, il sera fait application des dispositions suivantes: -

(a) lorsqu'aucun atterrissage ne sera prévu, la Partie requérante avertira la Partie dont le territoire sera survolé, et attestera l'existence d'une des pièces prévues au paragraphe 2, alinéa (a) de l'article 12. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produira les effets de la demande d'arrestation provisoire visée à l'article 16 et la Partie requérante adressera une demande régulière de transit;

(b) lorsqu'un atterrissage sera prévu, la Partie requérante adressera une demande régulière de transit.

5. Toutefois, une Partie pourra déclarer, au moment de la signature de la présente convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'elle n'accordera le transit d'un individu qu'aux mêmes conditions que celles de l'extradition ou à certaines d'entre elles. Dans ces cas, la règle de la réciprocité pourra être appliquée.

6. Le transit de l'individu extradé ne sera pas effectué à travers un territoire où il y aurait lieu de croire que sa vie ou sa liberté pourraient être menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques.

Article 22

Procédure

Sauf disposition contraire de la présente convention, la loi de la Partie requise est seule applicable à la procédure de l'extradition ainsi qu'à celle de l'arrestation provisoire.

Article 23

Langues à employer

Les pièces à produire seront rédigées soit dans la langue de la Partie requérante, soit dans celle de la Partie requise. Cette dernière pourra réclamer une traduction dans la langue officielle du Conseil de l'Europe qu'elle choisira.

Article 24

Frais

1. Les frais occasionnés par l'extradition sur le territoire de la Partie requise seront à la charge de cette Partie.

2. Les frais occasionnés par le transit à travers le territoire de la Partie requise du transit seront à la charge de la Partie requérante.

3. Dans le cas d'extradition en provenance d'un territoire non métropolitain de la Partie requise, les frais occasionnés par le transport entre ce territoire et le territoire métropolitain de la Partie requérante seront à la charge de cette dernière. Il en sera de même des frais occasionnés par le transport entre le territoire non métropolitain de la Partie requise et le territoire métropolitain de celle-ci.

Article 25

Définition des "mesures de sûreté"

Au sens de la présente convention, l'expression "mesures de sûreté" désigne toutes mesures privatives de liberté qui ont été ordonnées en complément ou en substitution d'une peine, par sentence d'une juridiction pénale.

Article 26

Réserves

1. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente convention ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, formuler une réserve au sujet d'une ou de plusieurs dispositions déterminées de la convention.

2. Toute Partie Contractante qui aura formulé une réserve la retirera aussitôt que les circonstances le permettront. Le retrait des réserves sera fait par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. Une Partie Contractante qui aura formulé une réserve au sujet d'une disposition de la convention ne pourra prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie que dans la mesure où elle l'aura elle-même acceptée.

Article 27

Champ d'application territoriale

1. La présente convention s'appliquera aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.
2. Elle s'appliquera également, en ce qui concerne la France, à l'Algérie et aux départements d'outre-mer, et en ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Îles Anglo-Normandes et à l'Île de Man.
3. La République Fédérale d'Allemagne pourra étendre l'application de la présente convention au Land Berlin par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci notifiera cette déclaration aux autres Parties.
4. Par arrangement direct entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, le champ d'application de la présente convention pourra être étendu aux conditions qui sont stipulées dans cet arrangement à tout territoire d'une de ces Parties autre que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, et dont une des Parties assure les relations internationales.

Article 28

Relations entre la présente convention et les accords bilatéraux

1. La présente convention abroge, en ce qui concerne les territoires auxquels elle s'applique, celles des dispositions des traités, conventions ou accords bilatéraux qui, entre deux Parties Contractantes, régissent la matière de l'extradition.
2. Les Parties Contractantes ne pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux que pour compléter les dispositions de la présente convention ou pour faciliter l'application des principes obtenus dans celle-ci.
3. Lorsque, entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, l'extradition se pratique sur la base d'une législation uniforme les Parties auront la faculté de régler leurs rapports mutuels en matière d'extradition en se fondant exclusivement sur ce système notwithstanding les dispositions de la présente convention. Le même principe sera applicable entre deux ou plusieurs Parties Contractantes dont chacune a en vigueur une loi prévoyant l'exécution sur son territoire des mandats d'arrêt décernés sur le territoire de l'autre ou des autres. Les Parties Contractantes qui excluent ou viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente convention, conformément aux dispositions du présent paragraphe, devront adresser une notification à cet effet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci communiquera aux autres Parties Contractantes toute notification reçue en vertu du présent paragraphe.

Article 29

Signature, ratification, entrée en vigueur

1. La présente convention demeurera ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.
2. La convention entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout signataire qui la ratifiera ultérieurement 90 jours après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 30

Adhésion

1. Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non Membre du Conseil à adhérer à la présente convention. La résolution concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des Membres du Conseil ayant ratifié la convention.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, auprès du Secrétaire Général du Conseil, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet 90 jours après son dépôt.

Article 31

Dénonciation

Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 32

Notifications

- Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Membres du Conseil et au gouvernement de tout Etat ayant adhéré à la présente convention:
- (a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion;
 - (b) la date de l'entrée en vigueur;

- (c) toute déclaration faite en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 6, et du paragraphe 5 de l'article 21;
- (d) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 26;
- (e) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 26;
- (f) toute notification de dénonciation reçue en application des dispositions de l'article 31 de la présente convention et la date à laquelle celle-ci prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le 13 décembre 1957, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil en enverra copie certifiée conforme aux Gouvernements signataires.

**Certificat pour le transport de stupéfiants et/ou substances psychotropes
dans le cadre d'un traitement médical - Article 75 de la convention d'application**

1. Les Etats Schengen ont arrêté la présente forme du certificat (voir annexe), conformément aux dispositions de l'article 75 de la Convention d'application. Ce certificat sera utilisé de façon uniforme dans les Etats membres et établi dans les différentes langues nationales, la traduction française et anglaise des rubriques préimprimées figurant au verso.

2. Les autorités compétentes d'un Etat Schengen délivrent le certificat aux résidents de cet Etat qui souhaitent se rendre dans un autre Etat Schengen et qui, en raison d'une prescription médicale, nécessitent durant cette période des stupéfiants ou des substances psychotropes. Le certificat est valable 30 jours au maximum.

3. L'autorité compétente délivre ou authentifie le certificat sur la base d'une prescription médicale. Chaque stupéfiant ou substance psychotrope prescrit(e) doit faire l'objet d'un certificat séparé. L'autorité compétente conserve une copie de ce certificat.

4. Le médecin peut prescrire, pour les besoins du voyage, des stupéfiants ou substances psychotropes pour 30 jours au maximum. La durée du voyage peut être inférieure à cette durée.

5. Chaque Etat membre a désigné une autorité centrale (voir annexe) à contacter en cas de problèmes. Cette autorité correspond à l'autorité de délivrance ou, le cas échéant, d'authentification du certificat en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas uniquement.

_____ (pays)	_____ (lieu)	_____ (Date)	(1)
A Médecin prescripteur:			
_____ (Nom)	_____ (Prénom)	_____ (Téléphone)	(2)
_____ (Adresse)			(3)
En cas de délivrance par le médecin:			
----- _____ (Cachet du médecin)		----- _____ (Signature du médecin)	(4)
B Patient:			
_____ (Nom)	_____ (Prénom)	_____ (n° du passeport ou autre document d'identité)	(5) (6)
_____ (lieu de naissance)		_____ (date de naissance)	(7) (8)
_____ (nationalité)		_____ (sexe)	(9) (10)
_____ (adresse)			(11)
_____ (durée du voyage en jours)		_____ (période de validité de l'autorisation - 30 jours maximum)	(12) (13)

c Médicament prescrit:	
_____ (14) (nom commercial ou préparation magistrale)	_____ (15) (présentation)
_____ (16) (dénomination internationale de la substance active)	_____ (17) (concentration de la substance active)
_____ (18) (mode d'emploi)	_____ (19) (quantité totale de substance active)
_____ (20) (durée de la prescription en jours - max. 30 jours)	
_____ (21) (remarques)	
d Autorité compétente pour la délivrance/l'authentification (biffer la mention inutile)	
----- (22) (désignation)	
----- (23) (adresse)	----- (Téléphone)
----- (24) (cachet de l'autorité)	----- (signature de l'autorité)

Certification to carry drugs and/or psychotropic substances for treatment purposes - Schengen Implementing Convention - Article 75	Certificat pour le transport de stupéfiants et/ou de substances psychotropes à des fins thérapeutiques - Article 75 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen
(1) country, town, date	pays, délivré à, date
A Prescribing doctor	Médecin prescripteur
(2) name, first name, phone	nom, prénom, téléphone
(3) address	adresse
(4) in cases of issuing by doctor : stamp, signature of doctor	en cas de délivrance par un médecin : cachet, signature du médecin
B Patient	Patient
(5) name, first name	nom, prénom
(6) no. of passport or other identification document	n° du passeport ou du document d'identité
(7) place of birth	lieu de naissance
(8) date of birth	date de naissance
(9) nationality	nationalité
(10) sex	sexe
(11) address	adresse
(12) duration of travel in days	durée du voyage en jours
(13) validity of authorisation from/to - max. 30 days	durée de validité de l'autorisation du/au - max. 30 jours

C	Prescribed drug	Médicament prescrit
(14)	trade name or special preparation	nom commercial ou préparation spéciale
(15)	dosage form	forme pharmaceutique
(16)	international name of active substance	dénomination internationale de la substance active
(17)	concentration of active substance	concentration de la substance active
(18)	instructions for use	mode d'emploi
(19)	total quantity of active substance	quantité totale de la substance active
(20)	duration of prescription in days - max. 30 days	durée de la prescription, en jours - max. 30 jours
(21)	remarks	remarques
D	Issuing/accrediting authority (delete no applying)	Autorité qui délivre/authentifie (biffer ce qui ne convient pas)
(22)	expression	désignation
(23)	address, phone	adresse, téléphone
(24)	stamp, signature of authority	sceau, signature de l'autorité

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

[Mac — 9243]

16 MAART 1995. — Interministeriële omzendbrief over de gevolgen van de Schengen-Overeenkomst in het domein van de grenscontrole en de politie en gerechtelijke samenwerking

De Schengen-Overeenkomst van 19 juni 1990 treedt in werking op 26 maart 1995 tussen zeven landen van de Europese Unie, te weten België, Nederland, Luxemburg, Frankrijk, Duitsland, Spanje en Portugal.

TITEL I. — Historisch overzicht

HOOFDSTUK I. — Inleiding

Op 14 juni 1985 sloten vijf landen - het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden - in Schengen (Groothertogdom Luxemburg) een akkoord dat tot doel had "de controles aan de gemeenschappelijke grenzen op het verkeer van personen af te schaffen, alsmede het vervoer en het goederenverkeer aan hun gemeenschappelijke grenzen te vereenvoudigen".

Een van de voorwaarden voor de uitvoering van het Akkoord was, dat door de afschaffing van de controles aan de binnengrenzen de nationale veiligheid van de Overeenkomstsluitende Partijen niet in gevaar mocht komen. Dit betekent dat de bescherming van het grondgebied van alle Overeenkomstsluitende Partijen diende te worden gewaarborgd.

Verscheidene werkgroepen werden ermee belast na te gaan welke concrete voorzieningen dienden te worden getroffen teneinde bij de inwerkingtreding van het Akkoord dit gevaar af te wenden.

Het resultaat van deze werkzaamheden werd neergeschreven in een juridisch instrument - de Uitvoeringsovereenkomst - ondertekend op datum van 19 juni 1990 in Schengen.

Gedurende de volgende vier jaren zijn deze werkgroepen verder samengekomen teneinde de praktische uitwerking van de maatregelen voorzien in de Conventie voor te bereiden. Daarnaast hebben alle landen de Conventie geratificeerd. In België werd dit verwezenlijkt door de wet van 18 maart 1993 gepubliceerd in het Staatsblad van 15 oktober 1993.

Volgende landen zijn, naast de vijf initiële verdragsluitende landen, intussen toegetreden tot de Overeenkomst:

- Italië (27.11.90)
- Spanje (25.06.91)
- Portugal (25.06.91)
- Griekenland (6.11.92)

Merken we in dit verband de nakende toetreding van Oostenrijk tot de Overeenkomst op.

Aleen de leden van de Europese Unie kunnen toetreden tot de Schengen-overeenkomst, maar niet alle EU-Lidstaten hebben het verdrag ondertekend; dit is het geval voor: het Verenigd Koninkrijk, Denemarken en Ierland.

Tijdens dezelfde periode hebben de 12 Lidstaten van de Europese Unie eveneens onderhandeld over de materies voorzien in de Conventie van Schengen. In een eerste stadium verliepen deze in verschillende omgevingen: interministeriële groep TREVI voor de politie samenwerking, groep ad hoc Immigratie in het kader van de EEG, enz.... Sedert het inwerking treden van het Verdrag namens de Europese Unie (Verdrag van Maastricht) op 1 november 1993, werden deze onderhandelingen gegroepeerd in de derde pijler Binnenlandse Zaken-Justitie.

HOOFDSTUK II. — *Principe*

In deze Uitvoeringsovereenkomst zijn de gemeenschappelijke procedures en regels voor samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen uitgewerkt.

De Uitvoeringsovereenkomst bestaat uit 142 artikelen, gegroepeerd in 8 titels :

1. Begripsomschrijvingen (art. 1)
2. Afschaffing van de controles aan de binnengrenzen en personenverkeer (art. 2-38)
3. Politie en veiligheid (art. 39-91)
4. Schengen Informatie Systeem (art. 92-119)
5. Vervoer en goederenverkeer (art. 120-125)
6. Bescherming van persoonsgegevens (art. 126-130)
7. Uitvoerend Comité (art. 131-133)
8. Slotbepalingen (art. 134-142)

De inwerkingtreding van deze Overeenkomst werd afhankelijk gesteld van een aantal voorwaarden, onder meer :

A. op wetgevend vlak moest ieder land sommige wetgevingen aanpassen. Wat België betreft werden de volgende beschikkingen aangenomen :

- Wet op de wapens en munitie van 30.01.91 (B.S. 21.09.91);
- Wet op de bescherming van de privacy van 08.12.92 (B.S. 18.03.93);
- Wet tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten van 18.07.91 (B.S. 26.07.91);
- Wet op het politieambt van 05.08.92 (B.S. 22.12.92);
- Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15.12.80 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (1.).

B. op uitvoerend vlak :

- het operationeel zijn van het 'Schengen Informatie Systeem' (SIS);
- aanpassing infrastructuur van de luchthavens in de Schengen-Lidstaten;
- gemeenschappelijk visumbeleid;
- de effectieve realisatie van controles aan de buitengrenzen;
- de naleving van de schikkingen van de Overeenkomst met betrekking tot de verdovende middelen;
- de geharmoniseerde behandeling van de asielaanvragen.

HOOFDSTUK III. — *Toekomst*

Indien tussen de Lidstaten van de Europese Unie overeenkomsten worden gesloten met het oog op het creëren van een ruimte zonder binnengrenzen, komen de Overeenkomstsluitende Partijen overeen onder welke voorwaarden de bepalingen van de onderhavige Overeenkomst, in het licht van de daarmee overeenkomende bepalingen van bedoelde overeenkomsten, worden vervangen of aangepast.

De bepalingen van Schengen verhinderen een verdergaande samenwerking niet die ingevolge bepalingen van andere overeenkomsten zijn overeengekomen en doen geen afbreuk aan bestaande en toekomstige bilaterale akkoorden tussen Overeenkomstsluitende Partijen (b.v. Benelux-verdrag), voor zover deze akkoorden niet afwijken van de toepassing van de Schengen-overeenkomst.

De bepalingen die in strijd zijn met de tussen de Lidstaten van de Europese Unie overeengekomen bepalingen worden in elk geval aangepast.

TITEL II. — *Personenverkeer en controle aan de buitengrenzen*HOOFDSTUK I. — *Inleiding en begripsomschrijvingen*

De inwerkingtreding van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen, leidt tot de afschaffing van de systematische grenscontroles aan de binnengrenzen en de verlegging daarvan naar de buitengrenzen van de Schengenlanden. Daarnaast blijven ook nog controles in het binnengebied mogelijk.

A. Buitengrenzen (zie art. 1 van de Overeenkomst) :

De land- en zeegrenzen, alsmede de lucht- en zeehavens van de Overeenkomstsluitende Partijen, voor zover zij geen binnengrenzen zijn.

B. Binnengrenzen (zie art. 1 van de Overeenkomst) :

De gemeenschappelijke landgrenzen van de Overeenkomstsluitende Partijen, alsmede hun luchthavens voor wat betreft de intra-vluchten en hun zeehavens voor wat betreft de regelmatige veerverbindingen uitsluitend van en naar andere havens op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen, waarbij geen havens buiten dit gebied worden aangedaan.

C. Schengen-landen : België, Nederland, Luxemburg, Frankrijk, Duitsland, Italië, Spanje, Portugal en Griekenland.

D. Een derde Staat : is, in de zin van artikel 1 van de Schengen-uitvoeringsovereenkomst, een Staat die geen Overeenkomstsluitende Partij is.

E. Een vreemdeling : is, in de zin van artikel 1 van de Schengen-uitvoeringsovereenkomst, een persoon die geen onderdaan is van één van de Lidstaten van de Europese Unie.

Men moet dit begrip telkens interpreteren in het licht van de evolutie van deze materie en in het bijzonder m.b.t. de inwerkingtreding op 1 januari 1994 van de EER-Overeenkomst, die aan onderdanen van staten die partij zijn bij deze Overeenkomst (IJsland, Noorwegen) toelaat te genieten van de bepalingen van het gemeenschapsrecht m.b.t. het vrije verkeer van personen. Deze bepalingen slaan op de familieleden van onderdanen van de Europese Unie en de EER met de nationaliteit van een derde Staat, indien ze deze familieband bewijzen (zie in bijlage voor de lijst van deze documenten). Bovendien genieten de familieleden van Belgische onderdanen van deze bepalingen krachtens het Belgische recht,

F. Intravvlucht : een vlucht uitsluitend van en naar het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen, waarbij geen tussenlanding wordt gemaakt op het grondgebied van een derde Staat.

(1) Ondanks het feit dat de wet van 15 december 1980 niet formeel aangepast werd, zijn de bepalingen van de Schengen-overeenkomst die op zichzelf voldoende zijn toepasselijk in België sinds 26 maart 1995.

G. Transitvlucht : vlucht van of naar derde Staten met tussenlanding zonder overstap op andere luchtvaartuigen.

H. Soorten controles.

Het begrip grenscontrole in de ruime zin van het woord, staat eigenlijk voor 3 onderscheiden zaken :

- de politiecontrole;
- de veiligheidscontrole;
- de grenscontrole in de enge zin van het woord.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden voor binnenkomst

Beginsel : Een vreemdeling die op regelmatige wijze via de buitengrenzen is binnengekomen, mag zich gedurende ten hoogste 3 maanden op het grondgebied van de Schengen-landen vrij verplaatsen.

A. Het overschrijden van de buitengrenzen

(1) Op straffe van sanctie, mogen de buitengrenzen slechts via de aangewezen grensdoorlaatposten en de vastgestelde openingstijden worden overschreden. (Bevoegde controle-instanties : de Rijkswacht, Douane en Zeevaartpolitie in de verschillende havens).

(2) Bij wijze van uitzondering op de algemene regel, mogen volgende personen de buitengrenzen buiten de aangewezen doorlaatposten of de vastgestelde openingstijden overschrijden.

(a) Zeelieden die passagieren.

Dit houdt in dat zij, b.v., voor wat Antwerpen betreft, zich vrij mogen begeven in Groot-Antwerpen, zonder in het bezit te moeten zijn van een paspoort of zeemansboekje. Deze documenten kunnen steeds opgevraagd worden via het Waterschoutambt bij de kapitein van hun schip.

(b) Personen aan wie een vergunning voor het overschrijden van de buitengrens is afgegeven.

Deze uitzondering is niet van toepassing voor België.

B. Als geldig erkende documenten en vereiste visa (2).

(1) Voor elk land is een lijst opgemaakt van documenten die als geldig erkend worden voor het overschrijden van de buitengrenzen en een lijst van documenten waar een visum kan op aangebracht worden ten behoeve van de vreemdelingen die verplicht een visum nodig hebben. Deze lijst is ter beschikking bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

Voor meer informatie aangaande de stand van deze lijst, kan contact opgenomen worden met :

- de Dienst Grensinspecties : Tel : 02/205.54.00 of 205.54.11
- het Studiebureau : Tel : 02/205.57.21
- de Dienst Visa : Tel : 02/205.56.26

Het Uitvoerend Schengen-Comité kan eventueel wijzigingen aanbrengen aan deze lijst.

Worden eveneens erkend als geldig document voor doorreis : de verblijfstitel of het visum voor terugreis afgeleverd door één van de Overeenkomstsluitende Partijen.

(2) Bij wijze van overgangsmaatregel, erkennen de Overeenkomstsluitende Partijen, tot op het tijdstip van de invoering van een eenvormig visum, elkaars nationale visa.

(3) Achteraf zullen de Overeenkomstsluitende Partijen een uniform visum afleveren.

Onder uniform visum dient te worden verstaan elke vergunning of beslissing in de vorm van een vignet aangebracht door een Overeenkomstsluitende Partij op een paspoort, een reisdocument of enig ander geldig stuk dat de overschrijding van de grenzen toelaat.

Door dit visum kan de buitenlander die onderworpen is aan de visumplicht, zich aanbieden bij een buitengrenspost van de Overeenkomstsluitende Partij van uitgifte of van een andere Overeenkomstsluitende Partij, om, al naar het soort visum, de doortocht of de toegang te vragen. Het feit van in het bezit te zijn van een uniform visum verleent geen onherroepelijk toegangsrecht.

De eenvormige visumsticker zal gebruikt worden voor :

(a) eenvormige visa voor een verblijf van ten hoogste 3 maanden;

(b) transitvisa : op grond van een transitvisum, kan de houder door het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen reizen, om zich naar het grondgebied van een derde Staat te begeven. De duur van de doorreis bedraagt maximaal 5 dagen;

(c) visa voor luchthaventransit : visum dat de aan deze vereiste onderworpen buitenlander toelaat om zich in de internationale transitzone van het betrokken land te begeven, zonder het nationaal grondgebied van het desbetreffende land te mogen betreden, bij een tussenlanding of tijdens een doortocht tussen twee internationale vluchten in. Deze visumvereiste is een uitzondering op het algemeen voorrecht van doortocht zonder visum door de bedoelde internationale transitzone;

(d) visa met territoriale beperkte geldigheid voor verblijven niet langer dan drie maanden;

(e) visa voor een verblijf van langere duur (meer dan drie maanden);

(f) de aan de grens afgeleverde visa : in uitzonderlijke gevallen kunnen visa van korte duur of doorreisvisa afgeleverd worden aan de grens door de overheden die overeenkomstig de nationale bepalingen belast zijn met de grenscontroles.

Het visum kan verwezenlijkt worden door het aanbrengen van het uniform vignet of door een speciale stempel.

De visa zoals vermeld onder (2) en (3) (a), (b), (c) en (f), mogen in beginsel slechts worden afgegeven voor zover voldaan is aan de voorwaarden van artikel 5, § 1, a, c, d, en e van de Overeenkomst, te weten:

- in bezit zijn van (een) geldig(e) grensoverschrijdingsdocument(en);
- desgevraagd documenten ter staving van het reisdoel kunnen voorleggen;
- beschikken over voldoende middelen van bestaan;
- niet gesignaleerd staan in het Schengen Informatie Systeem "ter fine van weigering"; Art. 96
- geen gevaar vormen voor de openbare orde en nationale veiligheid.

De voorwaarden in gedachtenstreep 2, 3 en 4 zijn niet vereist voor personen die niet zullen beschouwd worden als vreemdeling, te weten de onderdanen van de volgende landen : Duitsland, Denemarken, Spanje, Frankrijk, Griekenland, Ierland, Italië, Portugal, het Verenigd Koninkrijk met Noord-Ierland, Oostenrijk, Finland, IJsland, Noorwegen, Nederland, Luxemburg en Zweden.

(2) In het geval waar het reisdocument niet als geldig wordt erkend door één of meerdere overeenkomstsluitende Partijen, kan het visum worden uitgereikt onder de vorm van vergunning die geldt als visum (ATLV). Deze op een aparte pagina ingeschreven vergunning heeft enkel hetzelfde resultaat als een visum met een beperkte territoriale geldigheid.

(4) Indien niet voldaan is aan alle voorwaarden van artikel 5, § 1, van de Overeenkomst (zie supra), kunnen de Overeenkomstsluitende Partijen, bij wijze van uitzondering, eveneens visa afleveren met territoriaal beperkte geldigheid. Zij kunnen dit enkel wanneer zij zulks noodzakelijk achten op grond van humanitaire overwegingen, om reden van nationaal belang of wegens internationale verplichtingen. Deze visa hebben een nationaal karakter.

(5) De visa voor een verblijf van langer dan drie maanden zijn nationale visa, afgeleverd door één van de Overeenkomstsluitende Partijen volgens haar eigen wetgeving.

Zij verlenen de houder in een andere dan de afleverende Overeenkomstsluitende Partij een recht van doorreis naar het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij die het visum heeft afgegeven, enkel indien voldaan is aan de voorwaarden van artikel 5, § 1, a, d, en e van de Overeenkomst (zie supra).

C. Andere voorwaarden van binnenkomst

(1) De vreemdeling dient desgevraagd zijn verzoek tot binnenkomst te motiveren.

In geval van twijfel dient de controlerende ambtenaar voor het bewijs of het aannemelijk maken, te verlangen dat documenten en bewijsstukken voorgelegd worden, bijvoorbeeld :

(a) de uitnodiging van een onderneming of van een autoriteit voor zakelijke, bedrijfs- of ambtelijke besprekingen c.q. manifestaties;

(b) bewijs van inschrijving bij een onderwijsinstelling voor een verblijf dat de drie maanden niet overschrijdt;

(c) uitnodiging door de gastheer;

(d) rondreistickets.

(2) De vreemdeling dient te beschikken over voldoende middelen van bestaan.

Vreemdelingen dienen te beschikken over voldoende middelen om de kosten van levensonderhoud voor de voorgenomen duur van het verblijf en de kosten van terugkeer naar, respectievelijk doorreis via een derde Staat te kunnen dekken. Hierbij dient rekening te worden gehouden met de uitgaven die gemiddeld besteed worden aan kost en inwoning, alsmede met het doel van het verblijf. Jaarlijks zullen richtbedragen worden vastgesteld.

(3) Voorwaarden in verband met de veiligheid :

Voor wat betreft de voorwaarden in verband met de veiligheid, dient er te worden gecontroleerd of de vreemdeling, zijn voertuig of de door hem meegebrachte voorwerpen een gevaar vormen voor de openbare orde, de nationale veiligheid of de internationale betrekkingen van één van de Overeenkomstsluitende Partijen.

De vreemdeling mag niet gesignaleerd staan in het Schengen Informatie Systeem (SIS) als niet-toegelaten (art. 96).

HOOFDSTUK III. — Grenscontrole aan de binnengrenzen

A. Opheffing van de grenscontroles in de ruime zin

De binnengrenzen mogen op iedere plaats, zonder dat personengrenscontrole (in de ruime zin) van het woord wordt uitgeoefend, worden overschreden.

Wanneer evenwel de openbare orde of de nationale veiligheid daartoe noopt, kan een Overeenkomstsluitende Partij, na raadpleging van de overige Overeenkomstsluitende Partijen, besluiten dat gedurende een beperkte periode een aan de situatie aangepaste nationale grenscontrole wordt uitgeoefend aan de binnengrenzen.

B. Politie- en veiligheidscontrole

De afschaffing van de personencontroles aan de binnengrenzen doet geen afbreuk aan de politiebevoegdheden op het volledige grondgebied ingevolge de nationale wetgeving. Het is echter af te raden om in normale omstandigheden routinecontroles uit te voeren op de binnengrenzen.

HOOFDSTUK IV. — Grenscontrole aan de buitengrenzen

A. De politiecontrole

Een belangrijk hulpmiddel is hier het Schengen Informatie Systeem (SIS) (zie infra).

De controle moet gebeuren met eerbiediging van de wet op het politieambt.

B. De veiligheidscontrole

De reglementering is, voor wat de veiligheidscontrole voor de burgerluchtvaart betreft, vervat in het K.B. van 3 mei 1991.

In voormeld K.B. wordt voorzien in een badgesysteem, verbod van wapenbezit of bezit van explosieven.

Bepalingen inzake de inhoud en het volume van handbagage kunnen opgelegd worden.

In principe wordt de handbagage niet gescheiden vervoerd van de passagiers.

C. De grenscontrole in de enge zin van het woord

Onderstaande bepalingen betreffen uitsluitend de grenscontrole in de enge zin van het woord.

Er wordt hierbij geen afbreuk gedaan aan de controle in het binnenland.

(1) Voorwerp van de controle

— de controle op de grensoverschrijdingsdocumenten en de andere binnenkomstvoorwaarden opgenomen in artikel 5, § 1, van de Overeenkomst,

— het opsporen en het vaststellen van inbreuken door de raadpleging van het SIS en het nationaal register van opsporings.

— het voorkomen en bestrijden van bedreiging van de nationale openbare orde en veiligheid van de Overeenkomstsluitende Partijen.

(2) Wijze van controle

De Uitvoeringsovereenkomst voorziet twee soorten van controles :

— de minimale controle;

— de grondige controle.

De preciseringen hieromtrent zijn opgenomen in punt 1,3 van deel II van het Gemeenschappelijk Handboek Schengen. Iedereen maakt het voorwerp uit van een minimumcontrole bij binnenkomst en uitreis. Als algemene regel geldt dat de vreemdelingen onderworpen zijn aan een grondige controle bij binnenkomst en uitreis. Onderdanen van Lidstaten van de Europese Unie zijn enkel in individuele gevallen bij binnenkomst en uitreis aan een grondige controle onderworpen, d.i.

wanneer aanwijzingen bestaan dat de betrokkene een gevaar voor de openbare orde, de openbare veiligheid of de openbare gezondheid kan vormen. Bovendien regelen bijzondere bepalingen de controle op de categorieën reizigers die hieronder zijn opgenomen :

- onderdanen van Lidstaten van de Europese Unie en hun familieleden afkomstig uit een derde Staat;
- vreemdelingen die houder zijn van een verblijfsvergunning uitgereikt door een andere Overeenkomstsluitende

Partij;

- erkende vluchtelingen en staatlozen;
- piloten (van een vliegtuig) en de andere bemanningsleden;
- zeelieden;
- titularissen van diplomatieke paspoorten voor dienst- of officiële doeleinden;
- grensarbeiders;
- minderjarigen;
- deelnemers aan een groepsreis;
- vreemdelingen die een verzoek tot asiel indienen aan de grens;
- leden van internationale organisaties.

(3) Controle : praktisch gezien

Ter vastlegging van de in- en uitreis worden stempels van verschillende vorm aangebracht (rechthoekig voor de inreis en rechthoekig met afgeronde hoeken voor de uitreis).

Er zal een stempel worden aangebracht op de grensoverschrijdingsdocumenten bij binnenkomst en uitreis wanneer een visum verplicht is (wanneer het visum de vorm heeft van een ATLV, wordt de stempel hierop aangebracht). Een stempel zal worden aangebracht op de grensoverschrijdingsdocumenten bij binnenkomst wanneer een visum niet verplicht is.

Aanbrenging van de in- en uitreisstempel blijft achterwege :

— bij personen die in beginsel geen personencontrole dienen te ondergaan (b.v. staatshoofden en persoonlijkheden wier aankomst vooraf langs diplomatieke kanalen officieel is aangekondigd);

— in de grensoverschrijdingsdocumenten van onderdanen van Andorra, Liechtenstein, Malta, Monaco, San Marino en Zwitserland;

— in de "crew member licences" of "crew member certificates" respectievelijk van piloten en bemanningsleden van vliegtuigen.

De bewaking van de buitengrenzen buiten de doorlaatposten en de vastgestelde openingstijden is vooral bedoeld om onbevoegde grensoverschrijding te voorkomen, grensoverschrijdende criminaliteit te bestrijden en de uitvoering of gelasting van maatregelen tegen illegaal binnengekomen personen mogelijk te maken. Zij gebeurt door mobiele eenheden.

(4) Modaliteiten inzake weigering van toegang

Bij weigering van toegang brengt de met grensbewaking belaste ambtenaar in het paspoort een inreisstempel aan die hij met een kruis in zwarte onuitwisbare inkt doorhaalt. De plaatselijke verantwoordelijke dienst ziet er tevens op toe dat die persoon het grondgebied niet betreedt.

Iedere weigering van toegang dient in een register of in lijsten te worden opgenomen onder opgave van : de identiteit, de nationaliteit, het grensoverschrijdingsdocument, de reden en de datum van weigering van toegang.

HOOFDSTUK V. — Controle op het internationale burgerluchtvaartverkeer

Zij wordt in beginsel uitgeoefend op de luchthaven of landingsplaats, welke door het luchtvaartvaartuig bij binnenvliegen het eerst (luchthaven van binnenkomst) of vóór het uitvliegen het laatst (luchthaven van uitreis) wordt aangedaan.

A. Passagiers op intravluchten waarbij geen tussenlanding wordt gemaakt op het grondgebied van derde Staten, worden niet aan controle onderworpen

b.v. : Luxemburg - Parijs : geen controle

b.v. : Rome - Brussel - Hamburg : geen controle.

— Passagiers van vluchten uit derde Staten en die op een intravlucht overstappen, worden op de luchthaven van aankomst van de vluchten uit derde Staten aan een inreiscontrole onderworpen.

b.v. : New York - Parijs, met overstap te Parijs op een vlucht naar Rome (intravlucht) : inreiscontrole in Parijs.

— Passagiers van intravluchten die op vluchten naar derde Staten overstappen (transferpassagiers), worden bij uitreis op de luchthaven van vertrek van de vlucht aan een uitreiscontrole onderworpen.

b.v. : Brussel - Frankfurt (intravlucht) met overstap te Frankfurt op een vlucht naar Singapore : uitreiscontrole in Frankfurt.

B. Passagiers van vluchten uit of naar derde Staten - tussenlandingen op grondgebied Overeenkomstsluitende Partijen - geen verandering luchtvaartuig (transitpassagiers) - geen nieuwe passagiers aan boord voor het Schengenvluchtdeel : controle bij binnenkomst op luchthaven van bestemming, controle bij uitreis op luchthaven van inscheping.

b.v. : New York - Parijs - Frankfurt - Rome - tussenlanding in Parijs en Frankfurt om van boord te gaan - aan boord gaan niet toegestaan; inreiscontrole voor wie in Parijs, Frankfurt of Rome van boord gaat.

— Vluchten uit of naar derde Staten - tussenlandingen op het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partijen - passagiers uitsluitend voor het resterende Schengenvluchtdeel aan boord nemen - deze passagiers worden op de luchthaven van inscheping aan een uitreiscontrole onderworpen en op de luchthaven van aankomst aan een inreiscontrole.

b.v. : New York - Parijs - Frankfurt - Rome - tussenlandingen in Parijs en Frankfurt :

(1) inreiscontrole voor passagiers die in Parijs - respectievelijk Frankfurt van boord zijn gegaan (ook indien pas in Parijs aan boord gegaan) en in Rome van boord zijn gegaan (ook indien pas in Parijs of Frankfurt aan boord gegaan);

(2) uitreiscontrole van passagiers die in Parijs, respectievelijk in Frankfurt aan boord gaan.

HOOFDSTUK VI. — Controle op de zeescheepvaart

Zij wordt in beginsel uitgeoefend in de haven van aankomst of van vertrek, aan boord van het vaartuig of in een in de onmiddellijke nabijheid van de desbetreffende haven daartoe ingerichte ruimte.

De controle kan ook gedurende de vaart, dan wel bij aankomst of vertrek van het vaartuig op het grondgebied van een derde Staat worden uitgeoefend.

Door middel van de controle dient te worden vastgesteld dat zowel de bemanning als de passagiers voldoen aan binnenkomstvoorwaarden.

De passagiers en bemanning aan boord van regelmatige veerverbindingen uitsluitend van en naar andere havens binnen het Schengengrondgebied, zijn in beginsel niet aan controle onderworpen.
De pleziervaart, visvaart,... zijn onderworpen aan bijzondere regels wat betreft de controle.

HOOFDSTUK VII. — *Controle op het treinverkeer met de TGV*

Het rechtstreekse spoorwegverkeer komende van de niet-Schengen-landen (b.v. de HST - kanaaltunnel) is onderworpen aan een buitengrenscontrole van Schengen.

HOOFDSTUK VIII. — *Internationale samenwerking*

Met het oog op een eenvormige en doelmatige uitvoering van de controle- en bewakingstaken, werken de politie en de met grensbewaking belaste diensten op alle gebieden voortdurend samen.

Voor een uitvoerige bespreking betreffende politieke samenwerking, SIS, en vervoer en goederenverkeer, zie Titel III van de omzendbrief.

HOOFDSTUK IX. — *Afgifte aan de grens van een visum van maximum 5 dagen*

Indien blijkt dat een vreemdeling wegens tijdgebrek en om dringende redenen geen gelegenheid heeft gehad om een visum aan te vragen, dan kunnen de bevoegde autoriteiten overeenkomstig de nationale wetgeving, in uitzonderlijke gevallen, en voor een kort verblijf, aan de grens een visum afgeven aan vreemdelingen.

TITEL III. — *Politie en veiligheid*

HOOFDSTUK I. — *Politieke samenwerking (art. 39-47)*

A. Gegevensuitwisseling (art. 39 en art. 46)

(1) Principes

De Schengen-Lidstaten staan hun politie-autoriteiten toe wederzijds gegevens uit te wisselen op het vlak van de gerechtelijke en bestuurlijke politie :

— in artikel 39 wordt de gegevensuitwisseling tussen politieautoriteiten behandeld die gebeurt ten behoeve van de voorkoming en opsporing van strafbare feiten;

— in artikel 46 wordt de informatie-mededeling tussen politieautoriteiten in individuele gevallen besproken, zonder een daartoe strekkend verzoek, ter verlening van bijstand bij de bestrijding van toekomstige strafbare feiten of ter afwending van gevaar voor de openbare orde en veiligheid.

Deze richtlijnen doen geen afbreuk aan de verplichting de administratieve autoriteiten te informeren zoals voorzien in de ministeriële omzendbrief van 10 december 1987 houdende ordehandhaving en gecoördineerde algemene onderrichtingen.

Op gerechtelijk vlak is, voor wat België betreft, de autoriteit belast met de internationale politieke samenwerking en wederzijdse rechtshulp in alle zaken waar een dringende gerechtelijke tussenkomst zich opdringt, de Nationale Magistraat, met voorbehoud van de bevoegdheid van betrokken Procureur-generaal voor wat betreft grensoverschrijdende criminaliteit tussen aangrenzende landen.

De bevoegdheid van de Nationale Magistraat mag gedelegeerd worden binnen de perken en onder de voorwaarden bepaald door het College van Procureurs-generaal.

In voorkomend geval zal de Nationale Magistraat de dienst bevoegd voor het afhandelen van een nog niet gelokaliseerde zaak aanduiden.

Op het vlak van de bestuurlijke politie wordt de reglementering inzake politieke samenwerking en gegevensuitwisseling opgesteld door de Algemene Rijkspolitie, die toeziet op de naleving ervan.

(2) Gegevensuitwisseling op nationaal niveau

De politieke gegevensuitwisseling moet evenwel beantwoorden aan de hierna vermelde voorwaarden :

(a) de gegevensuitwisseling dient te geschieden overeenkomstig het nationale recht en binnen de grenzen van de bevoegdheden van de betrokken politiedienst; indien de aangezochte politiedienst niet bevoegd is om aan de vraag tot operationele samenwerking te beantwoorden, zendt hij deze naar de afdeling "internationale politieke samenwerking" van de Algemene Politie-eenheden, welke is aangewezen als centraal invalspunt belast met de coördinatie van de internationale politieke samenwerking ten behoeve van de politiediensten. Als centraal invalspunt verzamelt de afdeling "internationale politieke samenwerking" de gegevens en herverspreidt ze naar de bevoegde instanties. Inzake bestuurlijke politie handelt deze afdeling volgens de regels door de Algemene Rijkspolitie bepaald;

(b) het voorwerp van het verzoek mag niet tot de uitsluitende bevoegdheid van de gerechtelijke autoriteiten behoren;

(c) de inwilliging van het verzoek moet kunnen gebeuren zonder het aanwenden van enig dwangmiddel;

(d) men kan de schriftelijk overgemaakte informatie alleen gebruiken in een gerechtelijke procedure mits voorafgaandelijk akkoord van de buitenlandse justitiële overheden;

(e) in het geval waarin het verzoek langs bovenvermelde wegen niet tijdig kan worden gedaan, kunnen verzoeken door de politiediensten rechtstreeks aan de politieautoriteiten van de aangezochte Overeenkomstsluitende Partij worden toegezonden en door deze rechtstreeks worden beantwoord. Deze procedure kan slechts in uitzonderlijk geval waarin de hoogdringendheid primeert aangewend worden. In deze gevallen stelt de verzoekende politiedienst de Algemene Politie-eenheden in kennis;

(f) naast de bepalingen van artikel 39 (gegevensuitwisseling op verzoek), bepaalt artikel 46 dat het elk land vrijstaat om op eigen initiatief gegevens van preventieve aard mee te delen. De werkwijze is in dit geval analoog aan deze welke hiervoor werd vermeld, zijnde het gebruik van het kanaal van de centrale autoriteit en - in dringende gevallen - de directe mededeling met kennisgeving achteraf.

(3) Informatie-uitwisseling in grensgebieden

(a) Alhoewel de juiste vorm van samenwerking nader bepaald wordt door de afgesloten of nog af te sluiten bilaterale of multilaterale akkoorden met onze buurlanden worden volgende diensten aangeduid als belast met de internationale samenwerking in grensgebieden :

Een rijkswachtdistrict zal dienst doen als contact- en invalspunt van alle politiediensten en alle politiewerkdomeinen die binnen de bevoegdheid van de Algemene Politie-eenheden vallen.

De in aanmerking te nemen districten, zullen later vastgesteld worden in functie van de samenwerkingsakkoorden.
 De modaliteiten van de informatieuitwisseling tussen de politiediensten, de centrale autoriteit en de operationele contactpunten zullen het voorwerp uitmaken van een navolgende richtlijn.
 (b) Het voorwerp van het verzoek mag niet tot de uitsluitende bevoegdheid van de gerechtelijke autoriteiten behoren.
 (c) De inwilliging van het verzoek moet kunnen gebeuren zonder het aanwenden van enig dwangmiddel.
 (d) Men kan de schriftelijk overgemaakte informatie alleen gebruiken in een gerechtelijke procedure mits voorafgaandelijk akkoord van de buitenlandse justitiële overheden.
 (e) Aan de binnengrenzen van de landen verbonden door het Akkoord van Schengen, zullen bi-nationale grenscontactpunten opgericht worden in de mate waarin ze binnen het kader vallen van de nog af te sluiten bilaterale ministeriële akkoorden.

De op dit vlak aangenomen punten zijn de momenteel voor de grenscontroles bestaande infrastructuur.
 (f) De afdeling "internationale politiesamenwerking" van de Algemene Politie-eindienst dient erover te waken dat in uitvoering van internationale politiesamenwerkingsakkoorden, deze contact- en coördinatiepunten hun taak vervullen ten bate van alle algemene politiediensten.

(4) Bescherming van de persoonsgegevens - Verwerking, verstrekking en gebruik (art. 126 en volgende van het Schengen-verdrag)

De persoonsgegevens die ingevolge de politie samenwerking kunnen worden uitgewisseld (art. 39 - 46) moeten in overeenstemming zijn met de wet van 8 december 1992 betreffende de gegevensbescherming (zie supra), en met de principes vastgelegd in artikel 126 en volgende.

Die principes zijn de volgende :

(a) De verstrekte gegevens mogen niet worden gebruikt voor andere doeleinden dan die waarin de Overeenkomst voorziet. Van deze regel kan enkel worden afgeweken mits voorafgaande toestemming van de verstrekkende Partij en overeenkomstig het recht van de ontvangende Partij.

(b) De verstrekte gegevens mogen alleen gebruikt worden door gerechtelijke autoriteiten, diensten en instanties die in het kader van de in de Overeenkomst voorziene doeleinden een taak of functie vervullen.

(c) De verstrekkende Partij ziet er op toe dat de persoonsgegevens juist zijn en zorgt ervoor dat onjuiste of onrechtmatig verstrekte gegevens onmiddellijk worden meegedeeld aan de ontvangende Partij ter verbetering of ter vernietiging.

(d) Van de verstrekking en ontvangst van persoonsgegevens dient aantekening te worden gehouden zowel in het geval van een geautomatiseerde als van een manuele registratie; deze verplichting geldt niet in andere gevallen, indien, gelet op hun gebruik aantekening niet nodig is, in het bijzonder wanneer deze gegevens niet of slechts kortstondig worden gebruikt.

(e) Een Schengen-Staat kan zich niet ontdoen van aansprakelijkheid naar nationaal recht door zich te beroepen op het feit dat een andere Schengen-Staat onjuiste gegevens heeft verstrekt.

(f) Doorgeleiding van de verstrekte gegevens aan andere diensten vindt niet plaats dan na voorafgaandelijke toestemming van de verstrekkende dienst. De ontvangende dienst informeert de verstrekkende dienst desgevraagd over het gebruik van de verstrekte gegevens en het op grond daarvan bereikte resultaat.

(g) Vindt de verstrekking van persoonsgegevens plaats door tussenkomst van een contactambtenaar of liaisonofficier dan zijn deze bepalingen slechts van toepassing wanneer de contactambtenaar gegevens doorgeeft aan zijn land van herkomst.

B. Grensoverschrijdende observatie (art. 40) (3).

De bepalingen van dit artikel hebben betrekking op de politieambtenaren van de gerechtelijke politie bij de parketten, de rijkswacht, de gemeentelijke politie en op de douaneambtenaren in bepaalde omstandigheden.

(1) Voorwaarden - Belgisch ambtenaar die in het buitenland tussenkomt

De observatie, uitgevoerd in het kader van een opsporingsonderzoek, die aanvangt op het nationaal grondgebied, mag worden verdergezet op het grondgebied van een ander land onder volgende voorwaarden :

(a) de persoon die geobserveerd wordt moet ervan verdacht worden te hebben deelgenomen aan een strafbaar feit, dat tot uitlevering aanleiding kan geven (uitgezonderd bij hoogdringendheid, zie infra).

Preventieve en defensieve observaties zijn dus niet toegestaan;

(b) een rechtshulpverzoek moet worden gericht aan een daarvoor aangewezen autoriteit (zie art. 40, § 8);

(c) het aangezochte land moet zijn toestemming geven. Het mag zelf zijn eigen middelen inschakelen rechtens de politiediensten van de verzoekende Partij.

(2) Uitvoeringsregels van de observatie

De agenten die een observatie uitvoeren moeten de volgende regels in acht nemen :

(a) het nationaal recht van het land waar zij optreden eerbiedigen en de aanwijzingen van de plaatselijk bevoegde autoriteiten opvolgen;

(b) in het bezit zijn van hun legitimatiekaart;

(c) in het bezit zijn van het document dat getuigt dat de toelating werd verleend (uitgezonderd bij hoogdringendheid, zie infra);

(d) zij mogen hun dienstwapen op zich dragen tenzij het aangezochte land daartegen uitdrukkelijk bezwaar heeft gemaakt; het gebruik van het dienstwapen is uitsluitend toegestaan in geval van noodweer;

(e) de toegang tot woningen en andere niet voor het publiek toegankelijke plaatsen is verboden;

(f) zij mogen de te observeren persoon noch staande houden noch aanhouden;

(g) van elke observatie-actie moet een verslag worden uitgebracht aan de autoriteiten van het aangezochte land. De persoonlijke verschijning van de observerende ambtenaren kan worden gevraagd.

(3) Algemene regel - Buiten de dringende gevallen

Het basisprincipe voor de grensoverschrijdende observatie is dat er steeds een voorafgaande toestemming moet worden verkregen van de autoriteiten van het land waar men wil optreden. Deze toestemming is het antwoord op een rechtshulpverzoek dat werd gericht aan de Algemene Politie-eindienst, dewelke de Nationale Magistraat inlicht.

(3) Zie synthesesetabel.

- (4) Zonder voorafgaande toestemming
- (a) Van de verplichting tot voorafgaand verzoek tot observatie op het grondgebied van een ander Schengen-land kan enkel worden afgeweken ingeval :
- van een bijzonder spoedeisend karakter en
 - bovendien de feiten die aan de basis liggen van de observatie, in de hieronder gelimiteerde lijst voorkomen :
- * moord;
 - * doodslag;
 - * verkrachting;
 - * opzettelijke brandstichting;
 - * valsmunterij;
 - * gekwalificeerde diefstal en heling;
 - * afpersing;
 - * ontvoering en gijzeling;
 - * mensenhandel;
 - * sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen;
 - * vergrijpen tegen de voorschriften aangaande vuurwapens en explosieven;
 - * vernieling door ontploffing;
 - * illegaal vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen.
- (b) Uitvoeringsmodaliteiten
- De optredende politieambtenaar moet onmiddellijk de overschrijding van de grens gedurende de observatie mededelen aan de autoriteiten van het Schengen-land op wiens grondgebied de observatie wordt voortgezet.
- Een aanvraag tot rechtshulpverzoek die bovendien de motieven vermeldt die de grensoverschrijding rechtvaardigen zonder voorafgaande toestemming, zal onverwijld overgemaakt worden.
- (5) De observatie zal worden afgebroken
- van zodra het aangezochte land op wiens grondgebied de observatie plaats heeft dit vraagt;
 - of indien geen toestemming is bekomen binnen de 5 uur na de grensoverschrijding.
- (6) De uitbreiding van het toepassingsbereik van dit artikel en het bepalen van meer specifieke uitvoeringsmodaliteiten is mogelijk door middel van bilaterale akkoorden.
- (7) De Belgische politiediensten die een grensoverschrijdende observatie plannen of zonder voorafgaandelijke toelating uitvoeren, moeten de Algemene Politie-eenheden (dat het overmaakt aan de Nationale Magistraat) hierover inlichten en de buitenlandse aangewezen autoriteiten (cfr. art. 40, lid 5, van de Overeenkomst) in kennis stellen.

Grensoverschrijdende observatie van België naar het buitenland		
Dringendheid van situatie	Niet-dringende situatie (voorspelbaar)	Dringende situatie (onvoorspelbaar)
Voor welke feiten	Een misdrijf dat tot uitlevering aanleiding kan geven (feiten die door de wetten van de vorderende Partij en de gevorderde Partij worden bestraft met een maximale gevangenisstraf van minstens zes maand).	<ul style="list-style-type: none"> - moord - doodslag - verkrachting - ontvoering en gijzeling - mensenhandel - diefstal en heling met verzwarende omstandigheden - afpersing - vernieling door explosieven - opzettelijke brandstichting - valsmunterij - illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen - overtredingen inzake wapens en explosieven - vervoer van toxisch en schadelijk afval.
Geobserveerde persoon	Er moeten voldoende verdenkingen bestaan dat de geobserveerde persoon betrokken is bij het plegen van het strafbare feit (dader, mededader, medeplichtige).	
Uitvoerders	Naast de gevallen die voorzien zijn in de circulaire van de Minister van Justitie over de bijzondere politietechnieken, valt elke politieambtenaar onder de verantwoordelijkheid van een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.	
Procedure	<ul style="list-style-type: none"> - Voorafgaande informatie van de procureur des Konings door middel van een geschreven vertrouwelijk verslag. - Met toestemming van de procureur des Konings indienen van het verzoek tot rechtshulp bij de Nationale Magistraat. - Uitvoeren van de observatie volgens de door de aangezochte Staat opgelegde voorwaarden (b.v. : observatie die door de aangezochte Staat aan de grens overgenomen wordt - Weigering van toelating door de gevorderde Staat). 	<ul style="list-style-type: none"> - Zo snel mogelijk informatie van de officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings die verantwoordelijk is voor overschrijden van de grens. - Met de toestemming van deze laatste grensoverschrijding en voortzetting van de observatie. - Zo snel mogelijk en via het operationeel invalspunt informatie aan de bevoegde overheid van de Staat op wiens grondgebied de observatie voortgezet wordt. - Zo snel mogelijk informatie van de ter plaatse bevoegd procureur des Konings. Hem de redenen van de dringendheid en het beginuur van de observatie mededelen. - Zo snel mogelijk indienen van verzoek om rechtshulp bij de Nationale Magistraat. Hem de redenen van de dringendheid en het beginuur van de observatie mededelen. - Stopzetting van de observatie op verzoek van de gevorderde Staat of 5 uur na de grensoverschrijding als er nog steeds geen toelating werd verkregen.

Dringendheid van situatie	Niet-dringende situatie (voorspelbaar)	Dringende situatie (onvoorspelbaar)
Tijdens de observatie te respecteren voorwaarden	<ul style="list-style-type: none"> - In het bezit zijn van een document dat aantoonde dat toelating verleend werd. - Gevolg geven aan de aanmaningen van de bevoegde plaatselijke overheden. - Op ieder ogenblik in staat zijn zijn hoedanigheid te rechtvaardigen (dienstidentiteitskaart). - Het dienstwapen mag meegenomen worden. - Het wapen uitsluitend gebruiken in geval van wettige verdediging. - Niet binnengaan in verblijfplaatsen of lokalen die niet toegankelijk zijn voor het publiek - De geobserveerde persoon niet staande houden of aanhouden. - De armband meenemen voor het geval dat de observatie een achtervolging zou worden. 	
Verslagen en proces-verbaal	<ul style="list-style-type: none"> - Dagelijks verslagen van de observatie opstellen waarin alle in de loop van de observatie gedane vaststellingen op papier gezet worden. De technische documenten (foto's, geluids- of videobanden) worden aan de verslagen toegevoegd. - Er wordt een proces-verbaal opgesteld en overgezonden aan de ter plaatse bevoegde procureur des Konings als observatie bewijsmateriaal heeft opgeleverd dat onmisbaar is om de waarheid aan het licht te brengen. 	

C. Grensoverschrijdende achtervolging (art. 41) (4).

Dit artikel is van toepassing op politieambtenaren van de gerechtelijke politie bij de parketten, de rijkswacht, de gemeentelijke politie, alsook op douaneambtenaren in bepaalde omstandigheden.

Het regelt enkel de grensoverschrijdende achtervolgingen zonder voorafgaande toestemming.

De grondbeginselen van de grensoverschrijdende achtervolgingen zonder voorafgaande toelating bepalen dat :

- de achtervolgende politieambtenaren beroep doen, ten laatste op het ogenblik van de grensoverschrijding, op de bevoegde autoriteiten van het Schengen-land op wiens grondgebied de achtervolging plaats heeft;
- de achtervolging wordt overgenomen en verdergezet door de bevoegde overheid van het land op wiens grondgebied de achtervolgde persoon is binnengekomen.

Dit artikel biedt de mogelijkheid aan alle Schengen-landen om een dergelijke achtervolging verder te zetten op het grondgebied van een Lidstaat met dewelke zij een gemeenschappelijke grens hebben, onder volgende voorwaarden:

(1) Basisvoorwaarden

(a) De achtervolgde persoon :

(i) ofwel ontvlucht is na gerechtelijke aanhouding (op beslissing van het parket) of opgesloten was in de gevangenis;

(ii) (In functie van de verklaring gedaan door elk van de Lidstaat zie verder);

— ofwel een misdrijf heeft begaan dat aanleiding kan geven tot uitlevering.

— ofwel op heterdaad betrap werd bij het plegen of deelnemen aan :

- * doodslag;
- * moord;
- * vrijwillige brandstichting;
- * valsmunterij;
- * gekwalificeerde diefstal en heling;
- * afpersing;
- * ontvoering en gijzeling;
- * mensenhandel;
- * sluikhandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen;
- * vergrijpen tegen de voorschriften aangaande vuurwapens en explosieven;
- * illegaal vervoer van giftige en schadelijke afvalstoffen;
- * doorrijden na een ongeval, dat de dood of zwaar lichamelijk letsel tot gevolg heeft;
- * indien de achtervolgde persoon het voorwerp uitmaakt van een ontvluchting;

(b) de achtervolging moet op eigen grondgebied zijn begonnen;

(c) de bevoegde autoriteiten van de andere Lidstaat hebben zich niet tijdig naar de grens kunnen begeven om de achtervolging over te nemen.

(2) Algemene voorwaarden

— De achtervolgende ambtenaren zijn gebonden aan het recht van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij optreden; zij dienen de aanwijzingen van de plaatselijk bevoegde autoriteiten op te volgen.

— De achtervolging vindt alleen over de landsgrenzen plaats.

— Het binnentreden van woningen en het betreden van niet voor het publiek toegankelijke plaatsen is niet toegestaan.

— De achtervolgende ambtenaren dienen als zodanig uiterlijk direct herkenbaar te zijn.

— De achtervolgende ambtenaren zijn gemachtigd hun dienstwapen te behouden; het gebruik ervan is uitsluitend in geval van noodweer toegestaan.

— Na de staandehouding mag ten aanzien van de achtervolgde persoon ten behoeve van diens voorgeleiding aan de plaatselijk bevoegde autoriteiten uitsluitend een veiligheidsfouillering worden verricht en mogen tijdens diens overbrenging handboeien worden gebruikt; de door de achtervolgde persoon meegevoerde voorwerpen mogen in beslag worden genomen.

(4) Zie synthesesetabel.

— De achtervolgende ambtenaren dienen zich na elk optreden te melden bij de plaatselijk bevoegde autoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied zij zijn opgetreden, en doen verslag van hun handelen; op verzoek van deze autoriteiten zijn zij verplicht zich beschikbaar te houden tot omtrent de toedracht van hun optreden duidelijkheid is verkregen; deze voorwaarde geldt ook in die gevallen waarin de achtervolging niet tot de staandehouding van de achtervolgde persoon heeft geleid.

(3) Uitvoeringsmodaliteiten voor de staandehouding

(a) Staandehouding door de achtervolgende agenten :

— Het recht tot staandehouding verschild naargelang het land (zie tabel verderop) in overeenstemming met de bilaterale of multilaterale akkoorden tussen hen afgesloten.

— Indien een staat, via een verklaring, zijn goedkeuring heeft gegeven aangaande het principe van staandehouding op zijn grondgebied door buitenlandse agenten, moet deze staandehouding als volgt verlopen.

— Indien evenwel geen enkele aanvraag geformuleerd werd om de achtervolging te onderbreken en indien de plaatselijk bevoegde autoriteiten niet snel genoeg kunnen tussenkomen, zullen de achtervolgende ambtenaren de achtervolgde persoon mogen staande houden totdat de agenten van het Overeenkomstsluitende Land op wiens grondgebied de achtervolging plaats heeft, die zonder verwijl zullen moeten ingelicht worden, zijn identiteit kunnen nagaan of overgaan tot zijn aanhouding.

(b) Staandehouding door de plaatselijke bevoegde autoriteiten :

— Indien de staande gehouden persoon niet de nationaliteit bezit van de Contracterende Partij op wiens grondgebied hij werd aangehouden, wordt hij uiterlijk zes uur na zijn staandehouding, de uren tussen middernacht en negen uur niet meegerekend, in vrijheid gesteld, indien de plaatselijk bevoegde autoriteiten voorheen geen verzoek tot voorlopige aanhouding ter fine van uitlevering hebben ontvangen, in ongeacht welke vorm.

(4) Algemene uitvoeringsmodaliteiten

De achtervolging wordt uitgeoefend volgens één van onderstaande vormen, neergelegd in de verklaring van elke Lidstaat. Deze kan zijn :

(a) beperkt tot een zone of tijdsbestek te rekenen vanaf de grensoverschrijding;

(b) uitgevoerd zonder enige beperking in afstand of in tijd.

Van Naam	B	GIL	FR	D	NL
B		a. JA indien zeer dringend b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering	a. NEEN b. NIHIL c. gevlucht of heterdaad art. 41/4/a	a. JA gedurende 30 min b. NIHIL c. gevlucht of heterdaad art. 41/4/a	a. JA indien zeer dringend b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering
GIL	a. JA indien zeer dringend b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering		a. NEEN b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. gevlucht of heterdaad art. 41/4/a	a. JA b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. gevlucht of heterdaad art. 41/4/a	
FR	a. NEEN b. NIHIL c. heterdaad art. 41/4/a	a. NEEN b. NIHIL c. heterdaad art. 41/4/a		a. NEEN b. NIHIL c. heterdaad art. 41/4/a	
D	a. JA indien zeer dringend b. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering	a. JA indien zeer dringend b. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering	a. JA indien zeer dringend b. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering		a. JA indien zeer dringend b. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering
NL	a. JA indien zeer dringend b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering	a. JA indien zeer dringend b. 1. 10 Km 2. NIHIL c. inbreuk die aanleiding kan geven tot uitlevering			

Legende :

a. interpellatierecht

b. beperking ;

1. in ruimte

2. in tijd

c. inbreuken die de achtervolging conditioneren

Grensoverschrijdende achtervolging van België naar het buitenland	
Wanneer	<ul style="list-style-type: none"> - In principe moet de achtervolging aan de grensovergang worden overgenomen door de buitenlandse politiediensten. - In spoedgevallen, d.w.z. als de betrokken Staat niet vlug genoeg verwittigd kon worden of als deze geen vertegenwoordigers naar de grens kon sturen om de achtervolging over te nemen, mogen de politiediensten de grens oversteken en de achtervolging voortzetten
Voor welke feiten	<ul style="list-style-type: none"> Als de achtervolgde persoon : <ul style="list-style-type: none"> (i) op het ogenblik van de ontsnapping gerechtelijk aangehouden was (op basis van een beslissing van het parket) of zich in de gevangenis bevond (ii) in functie van de verklaring gedaan door elk van de Lidstaten; <ul style="list-style-type: none"> — ofwel overtredingen die aanleiding kunnen geven tot de uitlevering — ofwel op heterdaad werd betrapt bij het plegen of deelnemen aan : <ul style="list-style-type: none"> * moord * doodslag * verkrachting * opzettelijke brandstichting * valsmunterij * diefstal en heling met verzwarende omstandigheden * afpersing * ontvoering en gijzeling * mensenhandel * illegale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen * overtreddingen in verband met wapens en springstoffen * vernieling door middel van springstoffen * illegaal vervoer van toxische en schadelijke afvalstoffen * vluchtmisdrijf na een verkeersongeval met doden of met zwaargewonden
Uitvoeringsmodaliteiten voor de achtervolging naarge-lang de staten	<ul style="list-style-type: none"> In Nederland en Luxemburg : <ul style="list-style-type: none"> — geen beperkingen in tijd/ruimte — staandehoudingsrecht in een zone van 10 Km vanaf de grens In Frankrijk : <ul style="list-style-type: none"> — geen beperkingen in tijd/ruimte — geen staandehoudingsrecht In Duitsland : <ul style="list-style-type: none"> — geen beperking in tijd/ruimte — staandehoudingsrecht
Uitvoerders	Iedere politieambtenaar mits toestemming van een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings
Procedure	<ul style="list-style-type: none"> — Alvorens de grens over te steken, de overheden van de betrokken Staat inlichten via het operationeel invalspunt en hen verzoeken de nodige maatregelen te nemen om de achtervolgde persoon staande te houden. — De achtervolging voortzetten indien de plaatselijke overheden hier niet toe in staat zijn. — Als de Staat de staandehouding toestaat : <ul style="list-style-type: none"> * de achtervolgde persoon staande houden * onderwerpen aan veiligheidsfouillering * overmaken aan de ter plaatse bevoegde buitenlandse politiediensten * de gevaarlijke voorwerpen voorlopig in beslag nemen.
Tijdens de achtervolging te respecteren voorwaarden.	<ul style="list-style-type: none"> — Uitsluitend achtervolgen langs grensovergangen over het land — Gevolg geven aan de aanmaningen van de plaatselijk bevoegde overheden — Niet binnengaan in woonplaatsen of lokalen die niet toegankelijk zijn voor het publiek — Op elk ogenblik in staat zijn om zijn opdracht te rechtvaardigen (dienstidentiteitskaart) — Identificeerbaar zijn door het dragen van een uniform of een armband of door het aanbrengen van een blauw zwaailicht op een anoniem voertuig — Uitsluitend in geval van wettige verdediging een wapen gebruiken
Verslag	<ul style="list-style-type: none"> Na afloop van de achtervolging, zelfs als deze niet leidde tot de aanhouding van de persoon : <ul style="list-style-type: none"> — zich aanbieden bij een ter plaatse bevoegde buitenlandse politiedienst — zich met deze dienst en op verzoek aanbieden bij de ter plaatse bevoegde gerechtelijke overheden om mondeling verslag uit te brengen van de opdracht — zo lang als nodig ter beschikking blijven
Grensoverschrijdende observatie of achtervolging door een buitenlandse dienst in België	

1. Principes

- In de mate van zijn mogelijkheden gaat elke politiedienst in op elk verzoek om medewerking (achtervolging, observatie) uitgaande van een buitenlandse dienst, dat door de nationale magistraat is goedgekeurd.
- Als het verzoek om medewerking rechtstreeks bij een politiedienst ingediend wordt (bv. dringend karakter), moeten de nationale magistraat en de bevoegde procureur des Konings zo snel mogelijk van op de hoogte gebracht worden.

2. Uitvoeringsmodaliteiten

Observatie	Achtervolging
<p>— Zodra mogelijk wordt de observatie aan de grens of zo dicht mogelijk erbij door de Belgische politiedienst overgenomen.</p> <p>— Om veiligheidsredenen worden de andere plaatselijke politiediensten over deze observatie ingelicht.</p> <p>— De resultaten van de observatie worden met een verslag zo snel mogelijk meegedeeld aan de nationale magistraat, de buitenlandse politiedienst die erom verzocht en de procureur des Konings.</p> <p>— Het proces-verbaal wordt opgesteld en in twee exemplaren overgemaakt aan de bevoegde procureur des Konings indien de observatie bewijsmateriaal heeft opgeleverd dat onmisbaar is om de waarheid aan het licht te brengen.</p>	<p>— De inlichtingen over het of de voertuig(en) en/of de achtervolgde perso(o)n(en) worden via het operationele contactpunt onmiddellijk aan alle politiediensten op het terrein overgemaakt.</p> <p>— Op basis van de beschikbare getalsterkte en de mogelijke interventie-termijnen worden aan de grens of zo dicht mogelijk erbij één of meerdere interventie-dispositieven ingenomen.</p> <p>— Zodra mogelijk hervatten de Belgische politieambtenaren de achtervolging en houden zij de gevluchte perso(o)n(en) staande.</p> <p>— De gecontroleerde personen worden onderworpen aan een veiligheidsfouillering en aan een gerechtelijke fouillering. Zij worden gebodigd en overgebracht naar de zetel van de eenheid waar ze verhoord worden volgens de in België geldende regels.</p> <p>— Als de buitenlandse agenten zelf zijn overgegaan tot de staandehouding van personen, mogen deze uitsluitend worden verhoord door functionarissen van Belgische politiediensten.</p> <p>— De resultaten van de achtervolging worden zo snel mogelijk overgemaakt aan de nationale magistraat, de buitenlandse politiedienst die erom verzocht en de bevoegde procureur des Konings.</p> <p>— Als de staandegehouden niet de Belgische nationaliteit hebben en de buitenlandse overheid geen enkel verzoek om voorlopige aanhouding of uitlevering overgemaakt heeft, moeten zij ZES uur na staandehouding vrijgelaten worden (de uren van middernacht tot 9 uur tellen niet mee).</p> <p>— De politieambtenaren die de achtervolgde persoon staandegehouden of verhoord hebben, maken een proces-verbaal op en maken dit in tweevoud over aan de ter plaatse bevoegde procureur des Konings.</p> <p>— Achtervolging in België</p> <p>(1) door de Duitse politie</p> <p>— recht te achtervolgen zonder beperking in tijd en ruimte.</p> <p>— staandehoudingsrecht gedurende 30 minuten.</p> <p>(2) door de Franse politie</p> <p>— recht te achtervolgen zonder beperking in tijd en ruimte.</p> <p>— geen staandehoudingsrecht.</p>

Verklaring van het Groothertogdom Luxemburg

1. Wat de gemeenschappelijke grens betreft tussen het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk België, gebeurt de achtervolging overeenkomstig de modaliteiten voorzien in artikel 27 van het Benelux-verdrag.

2. Grens tussen het Groothertogdom Luxemburg en Duitsland

- de agenten beschikken over het recht tot staandehouding
- de achtervolging is beperkt tot een straal van 10 kilometer voorbij de grens
- de achtervolging is beperkt tot personen die zijn ontsnapt of die op heterdaad werden betrapt bij het plegen van één van de misdrijven waarvan sprake is in artikel 41, § 4 punt a.

(limitatieve lijst van inbreuken)

3. Luxemburgs-Franse grens

- geen recht tot staandehouding
- achtervolging beperkt tot een straal van 10 km
- achtervolging beperkt tot personen die zijn ontsnapt of die op heterdaad werden betrapt bij het plegen van één van de misdrijven waarvan sprake in artikel 41, § 4 punt a.

Verklaring van België

1. Belgisch-Franse grens

- geen staandehoudingsrecht
- geen beperking in ruimte en tijd
- achtervolging beperkt tot personen die zijn ontsnapt of die op heterdaad werden betrapt bij het plegen van één van de misdrijven waarvan sprake in artikel 41, § 4 punt a.

2. Belgisch-Duitse grens

- staandehoudingsrecht bestaat, maar enkel tijdens de eerste 30 minuten van de achtervolging
- geen beperking in ruimte en tijd
- achtervolging beperkt tot personen die zijn ontsnapt of die op heterdaad werden betrapt bij het plegen van één van de misdrijven waarvan sprake in artikel 41, § 4 punt a.

3. Belgisch-Nederlands-Luxemburgse grens

Toepassing van de modaliteiten voorzien in artikel 27 van het Benelux-verdrag

Verklaring van Duitsland

Grensoverschrijdende achtervolging

Wat de gemeenschappelijke grens tussen Duitsland, België, Frankrijk, Luxemburg en Nederland betreft :

- a. staandhoudingsrecht in uiterst dringende gevallen
- b. recht van achtervolging zonder beperking in ruimte en tijd
- c. achtervolging voor elk misdrijf dat aanleiding kan geven tot uitlevering

Verklaring van Frankrijk

Grensoverschrijdende achtervolging

1. Frans-Belgische grens

- a. geen staandhoudingsrecht
- b. achtervolging zonder beperking in tijd en ruimte
- c. achtervolging toegelaten voor elk van de misdrijven opgesomd in artikel 41, § 4, punt a.

2. Frans-Duitse grens

- a. geen staandhoudingsrecht
- b. achtervolging zonder beperking in ruimte en tijd
- c. achtervolging toegelaten voor elk van de misdrijven opgesomd in artikel 41, § 4, punt a.

3. Frans-Luxemburgse grens

- a. geen staandhoudingsrecht
- b. achtervolging toegelaten in een straal van 10 km voorbij de grens
- c. achtervolging toegelaten voor elk van de misdrijven opgesomd in artikel 41, § 4, punt a.

Verklaring van Nederland

1. Duits-Nederlandse grens

- a. de agenten beschikken over het recht tot staandhouding
- b. achtervolging is beperkt tot een straal van 10 km voorbij de grens
- c. achtervolging voor elk misdrijf dat aanleiding kan geven tot uitlevering.

2. Belgisch-Nederlandse grens

Wat de gemeenschappelijke grens betreft tussen België en Nederland, gebeurt de achtervolging overeenkomstig de modaliteiten voorzien in artikel 27 van het Benelux-verdrag.

D. Gemeenschappelijke maatregelen voor de observatie en voor de grensoverschrijdende achtervolging

— De ambtenaren die op het grondgebied van een andere Overeenkomstsluitende Partij een taak vervullen, worden met ambtenaren van de Overeenkomstsluitende Partij gelijkgesteld, wat betreft de strafbare feiten die tegen of door hen mochten worden begaan (art. 42).

— De Overeenkomstsluitende Partijen brengen, in het bijzonder in de grensgebieden, rechtstreekse telefoon-, radio-, telex- en andere verbindingen tot stand teneinde de politie- en douanesamenwerking te vergemakkelijken, in het bijzonder met het oog op het tijdig doorgeleiden van informatie terzake van de grensoverschrijdende observatie en achtervolging.

E. Andere maatregelen

Telecommunicatie (art. 44)

Controle van hotelfiches (art. 45)

Uitwisseling van verbindingsofficieren (art. 47)

(1) Het artikel 44 van de Overeenkomst voorziet dat op korte termijn de Schengen-Lidstaten onderlinge communicatienetwerken uitbouwen, vooral in de grensgebieden, teneinde de politie- en douanesamenwerking te versterken.

Bovendien dienen verder de mogelijkheden te worden onderzocht om een uniformisering in de verschillende communicatiesystemen te bewerkstelligen, onder andere :

- uitwisseling van materiaal of detachering van contactambtenaren die zijn uitgerust met passende radioapparatuur;
- uitbreiding van de in de grensgebieden gebruikte frequentie-bandbreedten;
- de inwerkingstelling van één gemeenschappelijke verbinding voor de in deze gebieden optredende politie- en douanediensten;

— het gebruik van genormaliseerde en compatibele systemen.

Bilaterale akkoorden worden thans voorbereid met onze buurlanden, waarbij er onderscheid wordt gemaakt tussen meldkamerbindingen en tussen deze van de bijzondere eenheden.

(2) Het artikel 45 van de Overeenkomst bepaalt dat er toezicht moet zijn op het correct invullen van de hotelfiches en dat controle op deze hotelfiches moet gebeuren zowel in repressieve als in preventieve zin b.v. ter opheldering van het lot van vermiste personen of slachtoffers van ongevallen (cfr. *Belgisch Staatsblad* wet 17.12.63).

Vallen onder deze bepalingen : hotels, campings, boten en in principe alle logiesverstrekkende vestigingen.

(3) Het artikel 47 van de Overeenkomst regelt de mogelijkheid tot het bilateraal onderhandelen van de Lidstaten voor detachering van contactambtenaren. Deze detachering heeft tot doel de onderlinge samenwerking te bevorderen en in het bijzonder bijstand te verlenen op het gebied van:

- de informatie-uitwisseling voor preventieve en repressieve misdaadbestrijding;
- de uitvoering van politieke en justitiële rechtshulpverzoeken;
- de taakuitvoering van de autoriteiten belast met de grensbewaking aan de buitengrenzen.

Voor inlichtingen nopens het statuut, de bevoegdheden en de inplaatsstelling van de Belgische verbindingambtenaren in het buitenland en de vreemden in België, dient men zich te wenden tot de Afdeling "internationale politesamenwerking" van de Algemene Politie-steurdienst.

HOOFDSTUK II. — *Gerechtelijke samenwerking*

De Overeenkomst voor de toepassing van de Schengen-akkoorden snijdt vier aspecten aan van de gerechtelijke samenwerking tussen de Overeenkomstsluitende Partijen, in aangelegenheden waar internationale overeenkomsten reeds bestaan maar niet door allen bekrachtigd werden.

A. Rechtshulp

De Schengen-akkoorden beogen de aanvulling en de vereenvoudigde toepassing van de volgende internationale overeenkomsten :

- de Europese Conventie voor rechtshulp in strafzaken van 20 april 1959;
- het Benelux-verdrag voor uitlevering en rechtshulp in strafzaken van 27 juni 1962, gewijzigd door het Protocol van 11 mei 1974.

(1) Artikelen 49 en 50 - Uitbreiding van het toepassingsveld

De artikelen 49 en 50 breiden het toepassingsveld van de Europese Conventie en van het Benelux-verdrag uit tot de domeinen die door deze overeenkomsten niet gedekt zijn. De principes van deze overeenkomsten zullen voortaan dus van toepassing zijn op deze nieuwe domeinen.

Deze uitbreiding beoogt :

- de procedures met betrekking tot inbreuken van administratieve aard (zoals de *Ordnungswidrigkeiten* uit het Duitse recht), op voorwaarde dat het gaat om inbreuken waarvoor een beroep in rechte voorzien is (art. 49, a);
- procedures die betrekking hebben op inbreuken maar die buiten het kader van de vervolgingen vallen (art. 49, b tot f) :

- * procedures voor schadeloosstelling (bijvoorbeeld voor willekeurige hechtenis, wat het Belgisch recht betreft);
- * gratieprocedures;
- * burgerlijke acties wanneer ze samengaan met de openbare actie;
- * kennisgevingen betreffende de uitvoering van een straf of een maatregel, andere dan de overhandiging van de gerechtelijke beslissingen voorgeschreven in artikel 7 van de Europese Conventie en in artikel 30 van het Benelux-verdrag;
- * kennisgevingen betreffende de inning van een boete of de betaling van procedurekosten;
- * modaliteiten voor de uitspraak of de uitvoering van de straffen of maatregelen.

De rechtshulpkanalen zullen voortaan kunnen gebruikt worden voor de transmissie van de stukken met betrekking tot deze diverse procedures :

- de fiscale inbreuken betreffende de vormen van onrechtstreekse belasting : accijnzen, BTW, douanes (art. 50). Aangaande dit laatste punt moet evenwel worden opgemerkt dat de hulp twee beperkingen inhoudt :
 - enerzijds kan ze geweigerd worden door de aangezochte Partij indien het bedrag van de fraude lager is dan 25 000 ECU of nagenoeg 1 000 000 BEF en, in geval van een douane-inbreuk, indien ze betrekking heeft op koopwaar waarvan de waarde 1 000 000 ECU of nagenoeg 40 000 000 BEF niet overtreft;
 - in dit geval kan de verzoekende Partij ondanks alles een aanvraag doen indien ze de zaak beschouwt als heel ernstig omwille van de aard of omwille van de persoon van de beklaagde : in dit laatste geval zal de aangezochte Partij deze oorzaak tot weigering niet kunnen aanhalen (art. 50.4);
 - anderzijds is een bijzonderheidsregel van toepassing op het gebruik van de documenten : behoudens voorafgaande instemming van de aangezochte Partij, zullen de, dankzij de rechtshulp verkregen elementen, niet kunnen gebruikt worden door de verzoekende Partij in het kader van andere procedures dan die waarvoor ze doorgestuurd werden.

(2) Artikel 51 - Vereenvoudiging van de rogatoire commissies met het oog op huiszoeking en inbeslagneming

Artikel 51 vereenvoudigt de voorwaarden vereist voor de uitvoering van de rogatoire commissies met het oog op huiszoeking en inbeslagneming: door deze bepaling wordt er inderdaad afgeweken van de voorwaarde vervat in artikel 11 van de wet op de uitlevering van 15 maart 1874 en in artikel 24 van het Benelux-verdrag volgens welke dergelijke rogatoire commissies slechts konden uitgevoerd worden voor aanvragen betreffende feiten die tot uitlevering kunnen leiden.

Voortaan zijn de enige voorwaarden waaraan deze rogatoire commissies moeten beantwoorden, de volgende :

- dat het feit strafbaar zou zijn met een vrijheidsberovende straf met een maximum straf van tenminste zes maanden (in beide Staten of minstens een Staat indien de inbreuk van administratieve aard is, met beroep in rechte, in de andere Staat);

- dat de uitvoering verenigbaar zou zijn met het recht van de aangezochte Partij.

Er moet aangestipt worden dat deze bepaling geen wijziging meebrengt van de te volgen procedures voor de uitvoering van de rogatoire commissies in België. De rogatoire commissies afkomstig uit Benelux-landen worden gelijkgesteld met de rogatoire commissies uitgaande van andere binnenlandse gerechtelijke overheden. De voorafgaande goedkeuring van de raadkamer blijft vereist wat betreft de aanvragen uitgaande van de andere Schengen-landen.

(3) Artikel 52 - Postverzending

Artikel 52 maakt het mogelijk om rechtstreeks via de post procedurestukken over te zenden naar personen die op het grondgebied verblijven van een andere Partij. Deze mogelijkheid bestond reeds in de Benelux, krachtens artikel 30 van het Verdrag. Ze wordt uitgebreid tot de andere Partijen bij de Schengen-Overeenkomst. Deze mogelijkheid sluit geenszins de mogelijkheid uit om een beroep te doen op de gerechtelijke overheden van de aangezochte Staat.

Wat de rechtstreekse verzendingen betreft door de Belgische gerechtelijke overheden, kunnen deze overwogen worden voor wat betreft :

- dagvaardingen aan beklaagden, getuigen en burgerlijke partijen;
- oproepingen en berichten aan beklaagden, slachtoffers, advocaten, getuigen, experts, tolken;
- akten van betekening van arresten, vonnissen, bevelschriften;

- kennisgevingen van analyse- of expertiseresultaten;
- kennisgevingen van opheffing van het beslag;
- kennisgevingen van beslissingen die betrekking hebben op het rijbewijs;
- tot minnelijke schikking-voorstellen.

Wanneer de gerechtelijke overheid overweegt om deze weg te kiezen, moet ze erop letten dat deze keuze de juridische weerslag die moet gekoppeld worden aan de verzending van de betrokken documenten niet beïnvloedt. Ze moet eveneens nagaan of de bestemming van het te versturen stuk de taal begrijpt waarin het is opgesteld. Zoniet moet bij de verzending een vertaling van het stuk gevoegd worden of tenminste van de belangrijke passages in een taal van het land van bestemming.

De lijst van de stukken die door de andere Staten zal medegedeeld zijn, zal later verspreid worden aan de Belgische gerechtelijke overheid via het Ministerie van Justitie.

(4) Artikel 53 - Rechtstreekse verzending tussen gerechtelijke overheden

Krachtens deze bepaling zullen de aanvragen om rechtshulp voortaan rechtstreeks kunnen overgezonden worden tussen de gerechtelijke overheden van de verzoekende en de aangezochte Staat. Deze manier was reeds de normale manier van verzending van rechtshulpverzoeken in het Benelux-kader overeenkomstig artikel 38 van het Verdrag. Ze was eveneens reeds een uitzondering voor de dringende gevallen in het kader van de Europese Conventie. Deze wijze van verzending wordt de regel in de betrekkingen tussen de staten die lid zijn van de Conventie zonder daarom de mogelijkheid uit te sluiten gebruik te maken van de Ministeries van Justitie of van de Nationale Centrale Bureaus van de OIPC Interpol.

De rechtstreekse verzending wordt eveneens de regel voor de aangiftes met het oog op de vervolging van inbreuken op de rijtijden-wetgeving. Deze oplossing werd aangenomen omwille van het grote aantal aangiftes met het oog op de vervolging voor dit soort inbreuken welke voortvloeien uit de toepassing van de Europese wetgevingen die in dit domein van kracht zijn.

De verzending tussen de gerechtelijke overheden kan gebeuren op niveau van de parketten van eerste aanleg of op niveau van de parketten-generaal.

De verzending tussen de Ministeries van Justitie blijft daarentegen de regel wat betreft :

- de aanvragen om tijdelijke overbrenging of transit van aangehouden personen;
- de uitwisseling van gegevens over het strafregister, behoudens de mogelijkheid van rechtstreekse uitwisseling tussen de gerechtelijke overheden van de verzoekende Staat en de bevoegde dienst van de aangezochte Partij, waarin voorzien wordt in het kader van de Benelux-betrekkingen (art. 38.2 van het Verdrag);
- andere aangiftes, met het oog op vervolging, dan die voor inbreuken op de rijtijden-wetgeving.

In de verzendingen naar Duitsland moeten de gerechtelijke overheden waakzaam zijn voor het feit dat ze niet moeten toegestuurd worden aan het federale Ministerie van Justitie maar wel aan de Ministeries van Justitie van de Länder.

Aan te stippen valt dat buiten de Benelux, de mogelijkheid van rechtstreekse verzending, in het geval van een aan België gerichte aanvraag, niet vrijstelt van de verplichting een ministeriële machtiging te hebben Overeenkomstig artikel 873 van het gerechtelijk wetboek.

B. Uitlevering

In het kader van de betrekkingen tussen de staten die lid zijn van de Schengen-overeenkomst, heeft België zich ertoe verbonden de Europese uitleveringsovereenkomst van 13 september 1957 (art. 60 van de Overeenkomst) toe te passen, overeenkomstig die ze enerzijds nog niet heeft bekrachtigd. In dit kader heeft België, bij het indienen van het document voor de bekrachtiging van de toepassingsovereenkomst van de Schengen-overeenkomst, zijn verklaringen en bedenkingen aangaande de toepassing van de Europese uitleveringsovereenkomst ingediend.

Aangaande dit punt dient te worden aangestipt dat de regering de bekrachtigingsprocedure van de Europese uitleveringsconventie heeft ingezet evenals die van de twee bijkomende protocollen en dat die internationale werkinstrumenten in een nabije toekomst van toepassing zullen zijn op alle Lidstaten van de Raad van Europa die hierin Partij zijn. In die optiek zal het Ministerie van Justitie eerlang een gedetailleerde omzendbrief uitwerken over de uitlevering en dit in overleg met de gerechtelijke overheden. De volgende aanduidingen zullen bijgevolg zeer beknopt zijn.

De bepalingen van de toepassingsovereenkomst van de Schengen-overeenkomst die betrekking hebben op de uitlevering vullen tussen de Lidstaten de bepalingen aan van de Europese uitleveringsovereenkomst en van het Benelux-verdrag inzake de uitlevering en rechtshulp in strafzaken van 27 juni 1962.

Dit betekent :

— het Benelux-verdrag blijft verder bestaan in de betrekkingen met Nederland en Luxemburg, met uitzondering voor bepalingen uit de Schengen-overeenkomst die gunstiger zijn : de uitleveringsbetrekkingen tussen de Benelux-landen zullen dus in hoofdzaak ongewijzigd blijven;

— de bilaterale verdragen die België binden aan Frankrijk, Duitsland, Italië, Spanje, Portugal en Griekenland, worden opgeheven al naargelang van de inwerkingtreding van de Overeenkomst ten aanzien van die Staten en vervangen door de Europese uitleveringsconventie.

Dit betekent in de betrekkingen met die staten hoofdzakelijk dat :

— de feiten die tot uitlevering kunnen leiden, niet meer zullen vastgesteld worden op basis van een lijst van inbreuken, zoals in de meeste vorige bilaterale verdragen, maar wel op basis van een minimum strafmaat die op 1 jaar is vastgesteld;

— wat de betrekkingen met Frankrijk aangaat : de uitlevering zal kunnen gevraagd worden door België voor feiten die in België strafbaar zijn met een minimumstraf van minstens 1 jaar, op voorwaarde dat ze in Frankrijk strafbaar zijn met een straf van minstens twee jaar.

Wat de uitleveringsvoorwaarden betreft, onderscheidt de Schengen-overeenkomst zich van de Europese Overeenkomst en van het Benelux-verdrag op verschillende punten :

— om te kunnen uitmaken of de verjaring bereikt is moeten de akten in de verzoekende Staat opgesteld, en die aldaar de verjaring stuiten in aanmerking worden genomen : dit heeft voor gevolg dat, wanneer België de aangezochte Staat is en wanneer er twijfel bestaat omtrent het feit of er verjaring is, de gerechtelijke overheden informatie zullen moeten vragen

aan de verzoekende Staat over de aktes die mogelijk de verjaring kunnen stuiten en die in de verzoekende Staat zouden gesteld geweest zijn, zodat deze bij de beoordeling van de verjaring in aanmerking kunnen genomen worden;

— amnestie door de aangezochte Staat is geen oorzaak tot weigering van de uitlevering, behalve indien de aangezochte Staat bevoegd is om de inbreuk te vervolgen op grond van zijn eigen wetgeving (cfr. art. 4 van het tweede aanvullende Protocol bij de Europese Overeenkomst);

— de ontstentenis van een klacht of een officieel bericht die slechts vereist wordt door het recht van de aangezochte Staat is geen reden tot weigering van de uitlevering;

— de fiscale inbreuken betreffende accijnzen, BTW en douane, geven aanleiding tot uitlevering (art. 63 van de Schengen-overeenkomst).

Wat de uitleveringsprocedures betreft, onderscheidt de Schengen-overeenkomst zich van de Europese Overeenkomst en van het Benelux-verdrag op verschillende punten :

— een signalering in het Schengen Informatie Systeem zal gelijk staan met een verzoek tot voorlopige aanhouding (art. 64 van de Schengen-overeenkomst) en zal volstaan om een hechtenis te verantwoorden gedurende de periode van 3 weken bepaald in artikel 5 van de wet op de uitleveringen;

— de overdracht van de uitleveringsverzoeken zal voortaan rechtstreeks gebeuren tussen de Ministeries van Justitie (art. 65 van de Schengen-overeenkomst) helgeen de diplomatieke weg niet uitsluit; wat betreft de betrekkingen met Frankrijk, zullen de uitleveringsverzoeken verstuurd worden door het Belgisch Ministerie van Justitie naar het Franse Ministerie van Binnenlandse Zaken.

C. Toepassing van het principe "ne bis in idem"

De artikelen 54 tot 58 van de Conventie geven de bepalingen weer van de Conventie over hetzelfde onderwerp die op 25 mei 1987 afgesloten werd tussen de Lidstaten van de Europese Unie te Brussel. De bekrachtigingsprocedure van deze Conventie werd door de regering ingezet.

Artikel 54 bepaalt dat een persoon die definitief berecht werd door een Contracterende Partij, voor dezelfde feiten, niet meer kan vervolgd worden door een andere Contracterende Partij op voorwaarde dat in geval van veroordeling de sanctie ondergaan werd of momenteel in uitvoering is of niet meer kan uitgevoerd worden volgens de wetten van de staat van veroordeling.

Vervolgingen voor dezelfde feiten zijn dus niet meer mogelijk ;

1° indien de persoon vrijgesproken werd in een andere Lidstaat en dat de beslissing tot vrijspraak in kracht van gewijsde is gegaan;

2° indien de persoon veroordeeld werd en dat de sanctie volledig ondergaan werd, of in uitvoering is, of niet meer kan uitgevoerd worden volgens de wetten van de veroordelende Staat.

Deze bepalingen zijn op verschillende punten ruimer dan die van artikel 13 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering :

— ze vereisen niet de gelijkheid van de juridische kwalificaties maar enkel de gelijkheid van feiten;

— ze zijn eveneens van toepassing ten opzichte van in het buitenland uitgesproken vonnissen aangaande feiten die op het Belgisch grondgebied gepleegd werden;

— ze zijn eveneens van toepassing in het geval waarin de straf in het buitenland in uitvoering is (en waarin de persoon een of andere vorm van vrijlating geniet in het raam van de uitvoering van haar straf).

D. Overdracht van tenuitvoerlegging van strafvonnissen

De artikelen 67 tot 69 bepalen een uitvoeringsprocedure voor in het buitenland uitgesproken straffen inzake vrijheidsberoving ten aanzien van personen die aan de uitvoering van deze straffen zijn ontsnapt door te vluchten naar landen waarvan ze onderhorigen zijn. Deze artikelen verwijzen naar de procedure voor overbrenging van de veroordeelde personen en naar de Europese Conventie met dat onderwerp, hetgeen de Belgische regering ongeschikt acht, rekening houdend met de belangrijke verschillen tussen beide hypothesen.

De Belgische regering heeft bijgevolg ter gelegenheid van de ondertekening van deze Overeenkomst dienaangaande een verklaring afgelegd waarbij ze aantoont dat de procedure die zal toegepast worden op intern vlak voor de hervatting van een buitenlands vonnis niet die zal zijn welke door de Belgische wet bepaald wordt betreffende de overbrenging tussen de landen van de veroordeelde personen, maar wél een bijzondere procedure. De Belgische regering zal een wetsontwerp indienen dat bestemd is om een specifieke oplossing voor dit probleem te brengen. In afwachting daarvan zijn de artikelen 67 tot 69 van de Overeenkomst niet van toepassing.

HOOFDSTUK III. — Verdovende middelen (art. 70-76)

De Overeenkomstsluitende Partijen richten een Permanente Werkgroep op die tot taak heeft de praktische en technische samenwerking met betrekking tot gemeenschappelijke problemen inzake de bestrijding van de verdovende-middelencriminaliteit te bestuderen en te verbeteren. Deze werkgroep zal bestaan uit vertegenwoordigers van politie en douane.

De Overeenkomst maakt een onderscheid tussen het illegale en het legale verkeer (+ vervoer) in verdovende middelen en psychotrope stoffen.

A. Beteugeling van de illegale drugshandel en van de illegale psychotrope stoffen

(1) De Overeenkomstsluitende Partijen hebben er zich toe verbonden alle maatregelen te treffen, zowel bestuurlijk als strafrechtelijk, om de illegale uitvoer en verkoop van verdovende middelen en psychotrope stoffen, met inbegrip van cannabis, tegen te gaan. De controle van het goederen- en personenverkeer aan de buitengrenzen wordt verscherpt, evenals het toezicht op plaatsen die bekend staan voor handel in verdovende middelen. Tevens wordt de overplaatsing van een deel van het aan de binnengrenzen vrijgekomen politie- en douanepersoneel overwogen, alsmede het gebruik van moderne drugsporingmethoden en narcotica-honden en werden er schikkingen getroffen tot toepassing van de techniek van de gecontroleerde levering bij illegale handel in verdovende middelen.

(2) Tijdens een operatie van gecontroleerde levering heeft elk land de leiding over en de controle op de operatie tijdens de ganse duur ervan op zijn grondgebied.

(3) Teneinde de drugbestrijding effectiever te maken worden volgende aanvullende maatregelen overeengekomen :

- de inbeslagneming en ontneming van de vermogenswinsten ten gevolge van drughandel;
- voorkomen en bestrijden van de negatieve effecten van de vraag naar verdovende middelen.

B. Legale handel in verdovende middelen en psychotrope stoffen

Verdovende middelen en psychotrope stoffen worden echter ook legaal gebruikt voor de vervaardiging van geneesmiddelen.

De Overeenkomst verwijst voor de controle op dit legale verkeer naar de verplichtingen neergelegd in de Verdragen van de Verenigde Naties van 1961 (verdovende middelen) en 1971 (psychotrope stoffen). De Overeenkomstluitende Partijen zijn overeengekomen deze controles die normaal aan de binnengrenzen worden uitgevoerd zoveel mogelijk naar het binnenland te verleggen.

Personen die zich begeven naar het grondgebied van de Overeenkomstluitende Partijen mogen er verdovende middelen en psychotrope stoffen meevoeren ten behoeve van een medische behandeling, op voorwaarde dat zij bij elke controle een gewaarmerkte verklaring, afgegeven door de bevoegde autoriteit van het land van herkomst, voorleggen.

HOOFDSTUK IV. — *Vuurwapens en munitie (art. 77-91)*

De Schengen-Uitvoeringsovereenkomst voorziet de integratie van verschillende bepalingen in de nationale wetgevingen, ondermeer m.b.t. :

— de harmonisatie van de categorieën van de verboden wapens, vergunningsplichtige wapens en de aangifteplichtige wapens;

— een aantal voorschriften welke dienen te worden in acht genomen bij de aangifte van de aanschaf en/of het bezit van een wapen en m.b.t. de vergunning hiervoor;

- de vereisten welke gesteld worden voor de vestiging als wapenhandelaar en de uitoefening van dit beroep;
- een systeem van gegevensuitwisseling tussen de Overeenkomstluitende Staten in geval van het verwerven van wapens door personen welke in een andere partnerstaat woonachtig zijn.

Deze materie heeft eveneens het voorwerp uitgemaakt van een Europese richtlijn (nr. 91/477/EEG van 18.06.91), die de bepalingen opgenomen in de Schengen-overeenkomst heeft vervangen.

Voor de toepassing van de hiervoor vermelde bepalingen kan men verwijzen naar de wet van 30 januari 1991, die de wet van 3 januari 1933 heeft gewijzigd, naar zijn uitvoeringsbesluiten en naar de omzendbrieven met betrekking tot de inwerkingtreding hiervan (cfr. *Belgisch Staatsblad* 21.09.91).

HOOFDSTUK V. — *Het Schengen Informatie Systeem (art. 92-119)*

A. Het SIS

(1) Structuur

Het Schengen Informatie Systeem is een databank die gevoed wordt door nationale databanken.

Het SIS bestaat dus uit twee delen : een centraal systeem, C-SIS genaamd, en nationale N-SIS-systemen (één in elke Overeenkomstluitende Partij).

Er moet een duidelijk onderscheid worden gemaakt tussen de functies die onder de bevoegdheid vallen van het centrale SIS-systeem en diegene die worden vervuld door de verschillende nationale systemen. Om zoveel mogelijk de onafhankelijkheid van elk nationaal systeem te waarborgen, beperkt het C-SIS zich ertoe een "Schengen-bestand", dat identiek is in ieder nationaal systeem, ter beschikking te stellen van ieder Schengenland. Het gebruik van het "Schengen-bestand" binnen elk land wordt beschouwd als vallend onder de nationale verantwoordelijkheid. Hetzelfde geldt voor de installatie ervan binnen ieder computersysteem. De werking van het SIS is gebaseerd op de idee dat geautomatiseerde gegevens niet direct mogen worden uitgewisseld tussen de nationale systemen, maar enkel via het centrale systeem (C-SIS).

Geen enkel land mag zijn nationaal "Schengen-bestand" rechtstreeks bijwerken. Alle aanpassingen worden in *real time* verstuurd naar het centrale systeem C-SIS. Na validering van de informatie werkt het centrale systeem de verschillende nationale "Schengen-bestanden" bij.

(2) Doel

Door middel van het SIS beschikken de betrokken autoriteiten bij hun controles aan de buitengrenzen en binnen de nationale grenzen over de signaleringen van bepaalde personen, voertuigen en voorwerpen van alle Schengen-Staten.

(3) Inhoud

Het SIS bevat gegevens over :

- op te sporen personen, voertuigen en voorwerpen;
- de reden van opsporing;
- de te nemen maatregelen in geval van ontdekking (HIT);
- de bejegeninggegevens in geval de op te sporen persoon gewapend en/of gevaarlijk is.

De gegevens die via het SIS kunnen worden geraadpleegd hebben betrekking op :

(a) personen

- van wie om de uitlevering gevraagd wordt (art. 95);
- aan wie de toegang tot één of meer verdragspartners is onttzegd (art. 96);
- die vermist zijn en moeten worden opgespoord (art. 97);
- die opgespoord moeten worden als getuigen of verdachte in een rechtszaak (art. 98);
- die onopvallend/gericht gecontroleerd moeten worden (art. 99).

(b) voorwerpen

- verdachte voertuigen (art. 99);
- gestolen, verduisterde en verdwenen motorvoertuigen, aanhangers en caravans (art. 100);
- gestolen of vermiste vuurwapens (art. 100);
- (blanco of afgeleverde) gestolen of vermiste identiteitsdocumenten (art. 100);
- gestolen of anderzijds ontvreemde bankbiljetten (art. 100).

Artikel 95 vereist bijzondere aandacht omdat een signalering volgens dit artikel dezelfde waarde heeft als een verzoek tot aanhouding ter fine van uitlevering zoals bepaald in het Europees Uitleveringsverdrag of in het Benelux-verdrag aangaande uitlevering en rechtshulp in strafzaken (art. 64).

(4) Gebruikers

Politie- en douanediens, evenals visumverlenende autoriteiten, krijgen gedifferentieerd toegang tot het SIS in functie van hun opdracht (art. 101).

(5) Gebruiksprocedure

Het SIS wordt gevoed en wordt bevraagd :

- (a) via elektronische weg door middel van de twee bestaande nationale informatica-netwerken (GP en RW) die elk over een eigen technische kopie beschikken;
- (b) via SIRENE (zie infra).

Volgens de werkingsprocedures die werden opgesteld, kunnen zich twee gevallen voordoen bij de bevraging van het Schengen-systeem, en meer bepaald onder de rubriek "te ondernemen actie" :

- (a) de verwerking van de informatie vereist geen bijkomende inlichtingen en de politieagent ter plaatse kan handelen op basis van de gegevens die op het scherm van zijn terminal verschijnen;
- (b) de verwerking van de informatie vereist aanvullende gegevens en de politieagent ter plaatse heeft bij het verwerken van deze gegevens de hulp nodig van het land dat ervan aan de oorsprong ligt.

In de beide gevallen moet de politieman ter plaatse zijn SIRENE verwittigen, in het bijzonder in het laatste geval, waar de definitie van het woord SIRENE volledig op zijn plaats is.

Dit nationale bureau dat werd opgericht door iedere Overeenkomstsluitende Staat, dient als enig en permanent contactpunt, en staat ter beschikking van de andere Overeenkomstsluitende Staten.

De Overeenkomstsluitende Staten hebben een gemeenschappelijk handboek opgesteld dat de taken, de te volgen procedures en de basisprincipes voor de organisatie van SIRENE nader omschrijft.

(6) Verantwoordelijkheid

Overeenkomstig het principe van de eigendom is het land, dat aan de oorsprong ligt van de opname van een signalering in het SIS, hiervan de eigenaar en volledig verantwoordelijk voor de inhoud van de signalering.

(7) Juridische draagwijdte

De consequentie van de opname van een signalering in het SIS is dus dat, over de grenzen heen, politie (en andere controlediensten) de instructies van buitenlandse magistraten (b.v. bij voorlopige aanhouding ter fine van uitlevering) en van buitenlandse administratieve instanties dienen na te leven (b.v. bij het weigeren van de toegang tot of verwijdering van het grondgebied).

De relevantie van de opname van de signaleringen in het SIS vraagt aldus om een bijzondere juridische controle.

B. De Commissie of SIRENE

Reeds in het stadium van de voorbereidende onderhandelingen werd duidelijk dat het Schengen Informatie Systeem op zichzelf onvoldoende zou zijn om alle benodigde gegevens uit te wisselen. Derhalve werd in iedere Overeenkomstsluitende Staat een commissie in het leven geroepen, SIRENE genaamd (het acroniem van de in het Engels gegeven definitie "Supplementary Information Request at the National Entries"), die verzoeken om bijkomende informatie bij de nationale gegevenscentra behandelt en voor de overige Overeenkomstsluitende Partijen als enig en permanent beschikbaar contactpunt dienst doet.

SIRENE is verantwoordelijk voor de juistheid en de actualiteit van de gegevens, alsmede voor de rechtmatigheid van de opneming ervan in het SIS door zijn eigen staat. SIRENE is eveneens de filter die zich tussen de verwerking van de informatie en de verzending van de gegevens bevindt.

Het is een actieve uitvoeringsdienst en is het verplichte tussenstation :

- voor alle informatie die naar het C-SIS gaat;
- voor alle verzoeken om informatie die samenhangen met gegevens die opgenomen zijn in het SIS.

Het is de dienst die de Belgische signaleringen, die bestemd zijn voor Schengen, coördineert. SIRENE ziet ook toe op een wettige aanwending en uitwisseling van de gegevens en de inlichtingen. De SIRENE-bureaus zijn als dusdanig niet vermeld in het Verdrag; zij vinden hun wettelijke basis o.m. in het artikel 108 van dit Verdrag. De SIRENE-bureaus zijn geen aparte organismen, maar geven aanvulling en ondersteuning bij de gegevensuitwisseling in het kader van dit Verdrag. Deze informatie-uitwisseling is dus ook volledig onderworpen aan de juridische waarborgen voorzien in de Schengen Uitvoeringsovereenkomst op het vlak van de privacy-controle.

Tussen de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken werd een Protocolakkoord ondertekend op 9 augustus 1991 waarbij er een taakverdeling werd uitgewerkt.

(1) De inrichting, de taken en het beheer van het SIRENE-bureau werden gesitueerd in de bureaus van het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, Quatre Brasstraat 13 te 1000 Brussel.

De taakstelling van SIRENE is in hoofdzaak :

- de uitvoering van een juridische controle op de inkomende signaleringen (vooral art. 95);
- een technische/formele controle van de door de bevoegde Belgische diensten aangeleverde uitgaande signaleringen;
- de voorkoming en regeling van coördinatieproblemen bij gelijktijdige signaleringen in SIRENE, CSB en Interpol;

— de regeling van een goede afwikkeling in geval van een hit of positieve bevraging tussen controlerende en signalerende diensten in binnen- en buitenland;

— waken over de materiële en technische veiligheidsmaatregelen bepaald in artikel 18 en de opnemering ervan in het gebruiksreglement van de bestaande netwerken;

— zorgen voor de ingebruikneming en de goede werking van het technische N-SIS.

De commissie of SIRENE valt onder de bevoegdheid van de Minister van Justitie. De Minister van Binnenlandse Zaken wordt bij dit gezag betrokken voor alle zaken die behoren tot zijn bevoegdheid inzake administratieve politie.

(2) De technische functie van het N-SIS, zeg maar de materiële overdracht van de signaleringsgegevens, zal worden uitgevoerd door het Centrum voor Informatieverwerking van de rijkswacht.

Zijn opdracht is :

- de organisatie van een vlotte en doeltreffende uitwisseling van gegevens tussen C-SIS en N-SIS;
- de organisatie van een vlotte en efficiënte toegang van de diensten-gebruikers;
- de registratie met het oog op controle, bedoeld in artikel 103.

Het Belgische SIRENE-bureau bestaat uit vertegenwoordigers van de diensten van de algemene politie, d.w.z. de gemeentepolitie, de rijkswacht en de gerechtelijke politie.

Sedert 1 augustus 1994 maakt SIRENE deel uit van de Algemene Politie-eindienst, en meer bepaald van de 2de afdeling, "internationale politie-samenwerking".

HOOFDSTUK VI. — Beveiliging van gegevens

A. Wat is beveiliging van persoonlijke gegevens ?

In België gebeurt de beveiliging van vertrouwelijke gegevens slechts sedert kort, maar wordt sedert jaren door de Lidstaten toegepast.

Ze heeft tot doel het privé-leven van fysieke personen te beschermen tegen de bedreiging van bepaalde vormen van informatieverwerking aangaande die personen. De veiligheidsregels van de gegevens hebben tot doel het respect voor het fundamentele recht van het individu te verzoenen met de efficiënte verwezenlijkingen van het gestelde doel.

In het kader van de Schengen-overeenkomst vertegenwoordigt de beveiliging van de gegevens de wettelijke tegenhanger van de toename en de vergemakkelijking van de informatie-uitwisseling.

De regeling voor beveiliging van persoonlijke gegevens die in België moet nageleefd worden, is samengesteld uit bepalingen die vervat zijn in de volgende juridische gronden :

- de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (*Belgisch Staatsblad* 18.03.93);
- de toepassingsovereenkomst van de Schengen-akkoorden ;
- de specifieke regels van Titel IV wat betreft het SIS;
- Titel VI wat betreft alle informatie waarover de Overeenkomst handelt, ongeacht of ze al dan niet in het kader van het SIS behandeld of uitgewisseld werd;
- de Conventie nr. 108 van 18 januari 1981 van de Raad van Europa voor de bescherming van personen ten aanzien van de automatische verwerking van persoonlijke gegevens (geratificeerd in België door de wet van 17.06.91, *Belgisch Staatsblad* 30.12.93);
- de Aanbeveling R (87) 15 van 17 september 1987 van de Raad van Europa met het oog op de reglementering van het gebruik van persoonlijke gegevens in de politie-sector.

Deze verschillende teksten vullen elkaar aan tot een coherent geheel dat door allen nauwgezet moet nageleefd worden.

Het fundamentele principe bestaat erin de verwerking van persoonlijke gegevens slechts toe te laten met een wettelijk en welbepaald doel. Wanneer de verwerking van gegevens kadert binnen het SIS (of het Belgische gedeelte van het SIS), worden deze doelstellingen op een strikte en exhaustieve manier opgesomd in de artikelen 95 tot 100 van de toepassingsovereenkomst van de Schengen-akkoorden. Het is voor eenieder laakbaar om bedoelde gegevens voor andere doeleinden te gebruiken; de schending van dit principe stelt de dader bloot aan zware gerechtelijke sancties en, in voorkomend geval, aan tuchtsancties.

Algemeen bekeken mogen de persoonlijke gegevens slechts gebruikt worden om de doelstellingen te bereiken die hetzij aangeduid werden in de Schengen-overeenkomst of in een wettelijke of reglementaire bepaling, hetzij door de Staat of de persoon die ze heeft doorgezonden. Hun mededeling aan derden kan slechts verantwoord worden door het nastreven van die doelstellingen en in het algemeen zal moeten vermeden worden om ze buiten de politiediensten mede te delen. De doorzending van gegevens met persoonlijk karakter moet bovendien vaak geregistreerd worden.

De gegevens mogen slechts gebruikt worden bij de uitoefening van de wettelijke bevoegdheid van de persoon die ze gebruikt.

Er moet ook over gewaakt worden dat de opdrachten van gerechtelijke en bestuurlijke politie duidelijk onderscheiden worden, en dat bijgevolg voor preventie-doelinden geen gegevens gebruikt worden in het kader van een opdracht van gerechtelijke politie.

B. De belangrijkste in acht te nemen regels

Naast het fundamentele principe van het zopas aangehaalde respect voor de doelstellingen, moeten de volgende regels worden nageleefd. Deze opsomming is natuurlijk niet volledig.

Er moet, met het oog op het respect voor die regels, voor ogen worden gehouden dat een gegeven met persoonlijk karakter bestaat uit elk gegeven (informatie) betreffende een fysieke te identificeren persoon, ongeacht de aard (schrift, beeld, klank, enz...) van dit gegeven.

(1) Kwaliteit van de gegevens

De gegevens moeten beantwoorden aan bepaalde kwaliteitscriteria :

- zo mogelijk, exact zijn; deze juistheid moet nagegaan worden;
- adequaat en relevant zijn ten aanzien van de doelstellingen met het oog waarop ze behandeld worden;
- niet buitensporig zijn ten aanzien van die doelstellingen;
- slechts bewaard worden gedurende de tijdspanne die nodig is om deze doelstellingen te verwezenlijken; de noodzaak om een gegeven te bewaren moet geregeld nagegaan worden.

(2) Gevoelige gegevens

Sommige persoonlijke gegevens moeten, omwille van de gevoeligheid, het onderwerp zijn van een versterkte beveiliging. Ze mogen slechts bewerkt worden voor welbepaalde doelstellingen door een wettelijke of reglementaire tekst en enkel met naleving van de bijzondere voorwaarden.

Liggen gevoelig de gegevens betreffende de raciale of etnische afkomst, het seksueel leven, de politieke, filosofische, religieuze, syndicale of vakbondsmeningen of activiteiten, de fysieke of psychische gezondheidstoestand, evenals de vervolgingen, strafrechtelijke, bestuurlijke en disciplinaire beslissingen of veroordelingen en de bij een gerecht voorgelegde geschillen.

(3) Toegangsrecht

De door de verwerkte gegevens betrokken persoon beschikt, in principe, over het recht om een mededeling te bekomen van die gegevens.

Hij mag evenwel zelf dit recht niet uitoefenen ten aanzien van de door de politie- of inlichtingendiensten verwerkte gegevens met het oog op de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke of bestuurlijke politie.

In België is het de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer die de mededeling van de gegevens moet bekomen; het gaat om een onrechtstreeks toegangsrecht.

(4) Recht van rechtzetting

Indien blijkt dat de gegevens niet beantwoorden aan de criteria voor kwaliteit of respect voor de voorheen vermelde doelstellingen of nog, indien ze niet kunnen verwerkt worden of indien ze niet verwerkt worden binnen de opgelegde voorwaarden, kan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer de gegevens laten uitwissen, rechtzetten of het gebruik ervan verbieden.

(5) Recht op informatie

Wanneer de verwerking van persoonsgegevens niet als doel heeft een opdracht te vervullen van bestuurlijke (preventie van inbreuken) of gerechtelijke (repressie van inbreuken) politie, moet de door de behandelde gegevens betrokken persoon worden geïnformeerd over het bestaan van de behandeling.

Bovendien kan hij dan rechtstreeks (zelf) de hem verleende rechten van toegang en rechtzetting uitoefenen.

(6) Verplichtingen eigen aan de houder van het bestand

De houder van het bestand, d.w.z. de natuurlijke of rechtspersoon die volgens de criteria van de wet bevoegd is voor de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, is eveneens onderworpen aan verschillende bijkomende verplichtingen⁽⁵⁾ en meer bepaald aan de verplichting om het bestaan van zijn gegevensverwerking aan te geven aan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer⁽⁶⁾.

(7) Controle

De controle op het naleven van de bepalingen tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ligt bij een daartoe speciaal in het leven geroepen orgaan: de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer die reeds herhaaldelijk vermeld werd.

Het is een onafhankelijk overheidsorgaan samengesteld deels uit leden benoemd door het Parlement, deels uit leden van rechtswege.

Sommige bevoegdheden worden haar verleend zowel door de Belgische wetten als door de toepassingsovereenkomst van Schengen.

HOOFDSTUK VII. — *Vervoer en goederenverkeer (art. 120-125)*

Na de inwerkingtreding van het Akkoord van Schengen d.d. 14 juni 1985 zijn de te vervullen formaliteiten bij grensoverschrijdend vervoer en goederenverkeer sterk verminderd.

De systematische grenscontroles werden (en worden) vervangen door steekproefsgewijze uitgevoerde controles m.b.t.

- controle op de rij- en rusttijden;
- controle op de afmetingen en het gewicht van voertuigen bestemd voor vrachtvervoer;
- technische controle op de voertuigen.

Verder werden er maatregelen genomen m.b.t.:

- dedouanering van het goederenverkeer;
- vereenvoudiging van de fyto-sanitaire controles;
- versterking van de controle op het vervoer van gevaarlijke producten;
- beprekingen in verband met de afschaffing of versoepeling van de procedures voor de handel in strategische goederen en technologieën;
- beperking van de controles aan de binnengrenzen op de door reizigers meegevoerde goederen;
- detachering van douane-contactambtenaren.

De Minister van Justitie.

De Minister van Binnenlandse Zaken.

M. Wathelot.

J. Vande Lanotte.

(5) Zie daaromtrent artikel 16 van de wet van 8 december 1992.

(6) Artikel 17 van de wet van 8 december 1992.

Bijlagen

Europees Verdrag betreffende uitlevering

De Regeringen die dit Verdrag hebben ondertekend, leden van de Raad van Europa,
Overwegende dat het doel van de Raad van Europa is het tot stand brengen van een grotere eenheid tussen zijn leden;
Overwegende dat dit doel kan worden bereikt door het sluiten van overeenkomsten of door het volgen van een gemeenschappelijke gedragslijn op juridisch gebied;

Overtuigd dat het aanvaarden van eenvormige regels op het gebied van uitlevering bevorderlijk is voor deze eenwording,

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel 1

Verplichting tot uitlevering

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich om, overeenkomstig de regels en onder de voorwaarden in de volgende artikelen bepaald, elkander de personen uit te leveren, die door de rechterlijke autoriteiten van de verzoekende Partij vervolgd worden ter zake van een strafbaar feit of gezocht worden tot tenuitvoerlegging van een straf of maatregel.

Artikel 2

Feiten die tot uitlevering kunnen leiden

1. Tot uitlevering zullen kunnen leiden feiten die krachtens de wetten van de verzoekende Partij en van de aangezochte Partij strafbaar zijn gesteld met een vrijheidsstraf of met een maatregel welke vrijheidsbeneming medebrengt, met een maximum van ten minste een jaar of met een zwaardere straf. Wanneer er binnen het gebied van de verzoekende Partij een straf of een maatregel is opgelegd moet die straf of die maatregel ten minste de duur van vier maanden hebben.

2. Indien het verzoek om uitlevering betrekking heeft op verscheidene, afzonderlijke feiten die alle krachtens de wet van de verzoekende en van de aangezochte Partij strafbaar zijn gesteld met vrijheidsstraf of met een maatregel welke vrijheidsbeneming medebrengt, maar waarvan sommige niet voldoen aan de voorwaarde met betrekking tot de hoogte van de straf, is de aangezochte Partij bevoegd de uitlevering eveneens voor deze laatste feiten toe te staan.

3. Iedere Verdragsluitende Partij wier wetgeving voor bepaalde in het eerste lid van dit artikel bedoelde strafbare feiten niet toestaat, kan voor zover het haar betreft - deze strafbare feiten van de werking van dit Verdrag uitsluiten.

4. Iedere Verdragsluitende Partij die van de mogelijkheid, voorzien in het derde lid van dit artikel, gebruik wil maken, doet bij de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of toetreding aan de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa een lijst van de strafbare feiten waarvoor uitlevering wordt toegestaan of een lijst van de strafbare feiten waarvoor uitlevering niet wordt toegestaan, toekomen, een en ander met vermelding van de wettelijke voorschriften die uitlevering toestaan dan wel uitsluiten. De Secretaris-Generaal van de Raad doet deze lijsten aan de andere ondertekenende regeringen toekomen.

5. Indien later andere strafbare feiten door de wetgeving van een Verdragsluitende Partij van uitlevering worden uitgesloten, geeft die Partij hiervan kennis aan de Secretaris-Generaal van de Raad, die de andere ondertekenende regeringen terzake inlicht. Deze kennisgeving heeft eerst gevolg na afloop van een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum van ontvangst door de Secretaris-Generaal.

6. Iedere Partij die van de in de beide voorgaande leden voorziene mogelijkheid gebruik heeft gemaakt, kan te allen tijde strafbare feiten die van de werking van dit Verdrag waren uitgesloten, daaraan onderwerpen. Zij brengt deze wijzigingen ter kennis van de Secretaris-Generaal van de Raad, die deze aan de andere ondertekenende regeringen mededeelt.

7. Iedere Partij kan het beginsel van wederkerigheid toepassen met betrekking tot strafbare feiten die krachtens dit artikel van de werking van dit Verdrag zijn uitgesloten.

Artikel 3

Politieke delicten

1. Uitlevering wordt niet toegestaan, indien het strafbare feit waarvoor zij wordt verzocht, door de aangezochte Partij als een politiek delict of als een met een dergelijk delict samenhangend feit wordt beschouwd.

2. Hetzelfde geldt, indien de aangezochte Partij ernstige redenen heeft aan te nemen dat het verzoek tot uitlevering voor een niet-politiek delict is gedaan met de bedoeling een persoon te vervolgen of te straffen op grond van zijn ras, godsdienst, nationaliteit of politieke gezindheid, dan wel dat de positie van de betrokkene om een van deze redenen ongunstig dreigt te worden beïnvloed.

3. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt de aanslag op het leven van een Staatshoofd of van een zijner familieleden niet als politiek delict beschouwd.

4. De toepassing van dit artikel tast de verplichtingen die de Partijen op zich hebben genomen of zullen nemen uit hoofde van andere internationale overeenkomsten van multilaterale aard niet aan.

Artikel 4

Militaire delicten

Dit Verdrag is niet van toepassing op uitlevering voor militaire delicten, die niet tevens strafbare feiten naar de gewone strafwet zijn.

Artikel 5

Fiscale delicten

Inzake retributies, belastingen, douane en deviezen wordt uitlevering overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag slechts toegestaan, indien ten aanzien van elk delict of elke groep van delicten tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen daartoe is besloten.

Artikel 6

Uitlevering van onderdanen

1. (a) Iedere Verdragsluitende Partij is bevoegd de uitlevering van haar onderdanen te weigeren.

(b) Iedere Verdragsluitende Partij kan in een verklaring afgelegd bij ondertekening of bij nederlegging van haar akte van bekrachtiging of toetreding, een definitie geven van de betekenis die de uitdrukking "onderdanen" in het onderhavige Verdrag voor haar heeft.

(c) De hoedanigheid van onderdaan wordt beoordeeld naar de toestand op het ogenblik van de beslissing over de uitlevering. Niettemin kan de aangezochte Partij zich eveneens op het bepaalde onder (a) beroepen, indien de hoedanigheid van onderdaan eerst is toegekend tussen het tijdstip der beslissing en de voor de overlevering voorziene datum.

2. Indien de aangezochte Partij haar onderdaan niet uitlevert, moet zij op verzoek van de andere Partij de zaak aan haar bevoegde autoriteiten voorleggen, opdat, indien daartoe aanleiding bestaat, een strafvervolgning kan worden ingesteld. Te dien einde zullen de op het strafbare feit betrekking hebbende dossiers, inlichtingen en voorwerpen kosteloos worden toegezonden op de in het eerste lid van artikel 12 bepaalde wijze. De verzoekende Partij wordt van het gevolg dat aan haar verzoek is gegeven op de hoogte gesteld.

Artikel 7

Plaats waar het feit begaan is

1. De aangezochte Partij kan weigeren een persoon uit te leveren voor een strafbaar feit dat volgens de wetgeving van die Partij geheel of ten dele op haar grondgebied of op een daarmee gelijkgestelde plaats is gepleegd.

2. Wanneer het strafbare feit dat aan het verzoek tot uitlevering ten grondslag ligt is begaan buiten het grondgebied van de verzoekende Partij, kan de uitlevering slechts geweigerd worden, indien de wet van de aangezochte Partij, hetzij vervolging van een dergelijk buiten haar grondgebied gepleegd strafbaar feit, hetzij uitlevering wegens het aan het verzoek ten grondslag liggende feit, niet toelaat.

Artikel 8

Vervolgning terzake van dezelfde feiten

Een aangezochte Partij kan weigeren een persoon wiens uitlevering is verzocht, uit te leveren, indien die persoon door haar wordt vervolgd terzake van het feit of de feiten waarvoor uitlevering is verzocht.

Artikel 9

"Non bis in idem"

Uitlevering wordt niet toegestaan, wanneer de persoon wiens uitlevering is verzocht, terzake van het feit of van de feiten waarop dit verzoek was gegrond, door de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Partij onherroepelijk is berecht. Uitlevering kan worden geweigerd, indien de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Partij hebben besloten terzake van hetzelfde feit of dezelfde feiten geen vervolging in te stellen, dan wel een ingestelde vervolging te staken.

Artikel 10

Verjaring

Uitlevering wordt niet toegestaan, indien volgens de wet van de verzoekende Partij of die van de aangezochte Partij het recht tot strafvervolgning of de straf is verjaard.

Artikel 11

Doodstraf

Indien op het feit waarvoor uitlevering wordt verzocht, door de wet van de verzoekende Partij de doodstraf is gesteld en deze straf volgens de wet van de aangezochte Partij tegen dat feit niet wordt bedreigd of met betrekking tot dat feit door die Partij algemeen niet wordt toegepast, kan de inwilliging van het uitleveringsverzoek afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat de verzoekende Partij ter beoordeling van de aangezochte Partij genoegzame waarborgen biedt dat de doodstraf niet ten uitvoer zal worden gelegd.

Artikel 12

Verzoek en stukken ter ondersteuning daarvan

1. Het verzoek wordt schriftelijk gedaan en langs diplomatieke weg aangeboden. Twee of meer Partijen kunnen onderling rechtstreeks een andere wijze van mededelen overeenkomen.

2. Tot staving van het verzoek dienen te worden overgelegd:

(a) het origineel of een authentiek afschrift, hetzij van een voor tenuitvoerlegging vatbare veroordeling, hetzij van een bevel tot aanhouding of van een andere akte die dezelfde kracht heeft, opgemaakt in de vorm voorgeschreven door de wet van de verzoekende Partij;

(b) een overzicht van de feiten waarvoor uitlevering wordt verzocht. De tijd en plaats, waarop de feiten begaan zijn, hun wettelijke omschrijving en de verwijzing naar de toepasselijke wetsbepalingen dienen zo nauwkeurig mogelijk te worden vermeld, en

(c) een afschrift van de toepasselijke wetsbepalingen of, indien zulks niet mogelijk is, een verklaring aangaande het toepasselijke recht, alsmede een zo nauwkeurig mogelijk signalement van de opgeëiste persoon, en alle andere inlichtingen die van belang zijn om zijn identiteit en nationaliteit vast te stellen.

Artikel 13

Aanvullende inlichtingen

Indien de door de verzoekende Partij verstrekte inlichtingen onvoldoende blijken te zijn om de aangezochte Partij in staat te stellen overeenkomstig dit Verdrag een beslissing te nemen, doet de laatstgenoemde Partij het verzoek de noodzakelijke aanvullingen op deze inlichtingen te mogen ontvangen en kan zij een termijn stellen waarbinnen deze ontvangen moeten zijn.

Artikel 14

Specialiteitsbeginsel

1. De uitgeleverde persoon wordt niet vervolgd, berecht of in hechtenis gesteld met het oog op de tenuitvoerlegging van een straf of maatregel, noch aan enige andere beperking van zijn persoonlijke vrijheid onderworpen, wegens enig ander voor de overlevering begaan feit dan dat hetwelk de reden tot uitlevering is geweest, behalve in de volgende gevallen:

(a) wanneer de Partij die hem uitgeleverd heeft, erin toestemt. Daartoe moet een verzoek worden ingediend vergezeld van de in artikel 12 genoemde stukken en van een door een rechterlijk ambtenaar opgemaakt proces-verbaal, waarin de verklaringen van de uitgeleverde persoon zijn opgenomen. De toestemming wordt gegeven, indien het strafbare feit waarvoor zij venocht wordt, op zichzelf de verplichting tot uitlevering krachtens dit Verdrag meebrengt;

(b) wanneer de uitgeleverde persoon, hoewel hij daartoe de mogelijkheid had, niet binnen de 45 dagen die op zijn definitieve invrijheidstelling volgden, het grondgebied van de Partij aan welke hij was uitgeleverd, heeft verlaten of indien hij na dit gebied verlaten te hebben daarin is teruggceerd.

2. De verzoekende Partij kan echter de maatregelen nemen die nodig zijn voor een eventuele uitzetting uit haar grondgebied of voor een stuiting van de verjaring overeenkomstig haar wet, daaronder begrepen het instellen van een verstekprocedure.

3. Wanneer de omschrijving van het ten laste gelegde feit in de loop van de procedure wordt gewijzigd, wordt de uitgeleverde persoon slechts vervolgd of berecht voor zover de elementen van het opnieuw omschreven feit uitlevering zouden gedogen.

Artikel 15

Verderlevering aan een derde Staat.

Behoudens in het geval bedoeld in het eerste lid onder (b) van artikel 14, heeft de verzoekende Partij de toestemming van de aangezochte Partij nodig om de persoon die aan haar overgeleverd is en die gezocht wordt door een andere Partij of door een derde Staat die geen Partij bij dit Verdrag is, aan die andere Partij of aan die Staat uit te leveren terzake van strafbare feiten, gepleegd voor de overlevering. De aangezochte Partij kan overlegging van de in artikel 12, tweede lid, bedoelde stukken eisen.

Artikel 16

Voorlopige aanhouding

1. In geval van spoed kunnen de bevoegde autoriteiten van de verzoekende Partij de voorlopige aanhouding van de gezochte persoon verzoeken; de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Partij beslissen overeenkomstig haar wet op dit verzoek.

2. Het verzoek om voorlopige aanhouding dient te vermelden dat een van de in artikel 12, tweede lid, onder (a) bedoelde stukken aanwezig is en kennis te geven van het voornemen een uitleveringsverzoek te zenden; het vermeldt tevens het strafbare feit waarvoor uitlevering zal worden verzocht, de tijd waarop en de plaats waar het begaan is, alsmede voor zover mogelijk, het signalement van de gezochte persoon.

3. Het verzoek om voorlopige aanhouding wordt aan de bevoegde autoriteiten van de aangezochte Partij toegezonden, hetzij langs diplomatieke weg, hetzij rechtstreeks per post of telegram, hetzij via de Organisation internationale de Police criminelle (Interpol), hetzij op iedere andere wijze waarbij schriftelijk van het verzoek blijkt of die door de aangezochte Partij wordt toegelaten. De verzoekende autoriteit wordt onverwijld ingelicht omtrent het gevolg dat aan haar verzoek is gegeven.

4. De voorlopige aanhouding kan worden beëindigd, indien de aangezochte Partij niet binnen een termijn van 18 dagen na het begin van de aanhouding het uitleveringsverzoek en de in artikel 12 genoemde stukken ontvangen heeft; de voorlopige aanhouding mag in geen geval langer duren dan 40 dagen. Voorlopige invrijheidstelling is evenwel op ieder ogenblik mogelijk, met dien verstande dat de aangezochte Partij daarbij alle maatregelen dient te nemen, die zij noodzakelijk acht om de vlucht van de persoon wiens aanhouding is verzocht te voorkomen.

5. De invrijheidstelling vormt geen beletsel voor een nieuwe aanhouding en voor uitlevering indien het uitleveringsverzoek alsnog wordt ontvangen.

Artikel 17

Samenloop van verzoeken

Indien de uitlevering van een persoon door verschillende Staten wordt verzocht, hetzij voor hetzelfde feit, hetzij voor verschillende feiten, houdt de aangezochte Partij bij haar beslissing rekening met alle omstandigheden en met name met de ernst van de strafbare feiten, de plaats waar zij begaan zijn, de dagtekening van de onderscheiden verzoeken, de nationaliteit van de opgeëiste persoon en de mogelijkheid van latere uitlevering aan een andere Staat.

Artikel 18

Overlevering van de uitgeleverde

1. De aangezochte Partij brengt haar beslissing ten aanzien van de uitlevering op de in artikel 12, eerste lid, bedoelde wijze ter kennis van de verzoekende Partij.

2. Iedere gehele of gedeeltelijke weigering dient met redenen te zijn omkleed.

3. In geval van inwilliging van het verzoek dient de verzoekende Partij te worden ingelicht omtrent de plaats en de datum van overlevering, alsmede omtrent de duur van de door de opgeëiste persoon met het oog op de uitlevering ondergane vrijheidsbeneming.

4. Onverminderd het bepaalde in het vijfde lid van dit artikel kan de opgeëiste persoon, indien hij niet op de vastgestelde datum is overgenomen, na afloop van een termijn van 15 dagen te rekenen van die datum, in vrijheid worden gesteld en hij wordt in elk geval in vrijheid gesteld na verloop van een termijn van 30 dagen; de aangezochte Partij kan weigeren om hem voor hetzelfde feit uit te leveren.

5. In geval de overlevering of de overneming van de uit te leveren persoon door overmacht verhinderd wordt, stelt de belanghebbende Partij de andere Partij daarvan op de hoogte; de twee Partijen komen een nieuwe datum van overlevering overeen en de bepalingen van het vierde lid van dit artikel zijn van toepassing.

Artikel 19

Uitgestelde of voorwaardelijke overlevering

1. De aangezochte Partij kan, nadat zij een beslissing over het verzoek tot uitlevering genomen heeft, de overlevering van de opgeëiste persoon uitstellen opdat hij door haar vervolgd kan worden of, indien hij reeds veroordeeld is, op haar grondgebied een straf kan ondergaan wegens een ander feit dan dat waarvoor de uitlevering is verzocht.

2. In plaats van de overlevering uit te stellen kan de aangezochte Partij de opgeëiste persoon tijdelijk aan de verzoekende Partij overleveren op door de beide Partijen in onderling overleg vast te stellen voorwaarden.

Artikel 20

Overdracht van voorwerpen

1. Op verzoek van de verzoekende Partij moet de aangezochte Partij, voor zover zulks krachtens haar wet is toegestaan, de voorwerpen in beslag nemen en overdragen
 - (a) die kunnen dienen als stukken van overtuiging, of
 - (b) die afkomstig zijn van het strafbare feit en op het ogenblik van de aanhouding in het bezit van de opgeëiste persoon zijn aangetroffen, dan wel later zijn ontdekt.
2. De overdracht van de voorwerpen bedoeld in het eerste lid van dit artikel vindt ook plaats wanneer niet tot een reeds toegestane uitlevering wordt overgegaan in verband met de dood of de ontvluchting van de opgeëiste persoon.
3. Wanneer deze voorwerpen vatbaar zijn voor inbeslagname of verbeurdverklaring op het grondgebied van de aangezochte Partij, kan laatstgenoemde deze met het oog op een aanhangige strafvervolgning tijdelijk behouden of onder voorwaarde van teruggave overdragen.
4. Eventuele door de aangezochte Partij of derden op deze voorwerpen verkregen rechten blijven onverlet. Indien dergelijke rechten bestaan, dienen de voorwerpen na beëindiging van het rechtsgeding zo spoedig mogelijk en kosteloos aan de aangezochte Partij te worden teruggegeven.

Artikel 21

Doortocht

1. De doortocht door het grondgebied van een van de Verdragsluitende Partijen wordt, na indiening van een verzoek gedaan op de in het eerste lid van artikel 12 bedoelde wijze, toegestaan op voorwaarde dat het niet gaat om een strafbaar feit dat door de Partij aan wie toestemming tot doortocht wordt verzocht, op grond van de artikelen 3 en 4 van dit Verdrag wordt beschouwd als een politiek of een zuiver militair delict.
2. De doortocht van een onderdaan, in de zin van artikel 6, van het land waaraan toestemming tot doortocht wordt verzocht, kan worden geweigerd.
3. Onverminderd het bepaalde in het vierde lid van dit artikel is overlegging van de stukken bedoeld in het tweede lid van artikel 12 noodzakelijk.
4. Ingeval het vervoer door de lucht plaatsvindt zijn de volgende bepalingen van toepassing
 - (a) wanneer geen landing is voorzien geeft de verzoekende Partij de Partij over wier grondgebied zal worden gevlogen daarvan kennis en verklaart zij dat een van de stukken bedoeld in artikel 12, tweede lid, onder (a), bestaat. In geval van een onvoorzien landing heeft deze kennisgeving de rechtskracht van een verzoek om voorlopige aanhouding als bedoeld in artikel 16 en dient de verzoekende Partij een gewoon verzoek tot doortocht in;
 - (b) wanneer een landing is voorzien dient de verzoekende Partij een gewoon verzoek tot doortocht in.
5. Iedere Partij kan evenwel bij de ondertekening van dit Verdrag of bij de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of van toetreding verklaren dat zij de doortocht van een persoon slechts zal toestaan op dezelfde voorwaarden als gelden voor uitlevering of op bepaalde van deze voorwaarden. In dat geval kan het beginsel van wederkerigheid worden toegepast.
6. Een uitgeleverde persoon mag niet worden geleid over een grondgebied waarop, naar mag worden aangenomen, zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou kunnen worden uit hoofde van zijn ras, godsdienst, nationaliteit of politieke gezindheid.

Artikel 22

Procedure

Voorzover in dit Verdrag niet anders is bepaald, is uitsluitend de wet van de aangezochte Partij van toepassing op de procedure van uitlevering en van voorlopige aanhouding.

Artikel 23

Talen

De over te leggen stukken dienen te zijn gesteld in de taal van de verzoekende Partij of in die van de aangezochte Partij. Laatstgenoemde Partij kan een vertaling eisen in de door haar te kiezen officiële taal van de raad van bestuur.

Artikel 24

Kosten

1. De uit hoofde van de uitlevering op het grondgebied van de aangezochte Partij gemaakte kosten komen ten laste van die Partij.
2. De uit hoofde van de doortocht door het grondgebied van een Partij aan wie doortocht is verzocht gemaakte kosten komen ten laste van de verzoekende Partij.
3. In geval van uitlevering vanuit een niet tot het moederland behorend gebied van de aangezochte Partij komen de uit hoofde van het vervoer tussen dit gebied en het moederland van de verzoekende Partij gemaakte kosten ten laste van deze laatste. Hetzelfde geldt ten aanzien van de uit hoofde van het vervoer tussen de overzeese gebiedsdelen van de aangezochte Partij en het moederland van die Partij gemaakte kosten.

Artikel 25

Definitie van de term "maatregelen"

Voor de toepassing van dit Verdrag betekent de term "maatregelen" alle maatregelen die vrijheidsbeneming meebrengen en die bij vonnis van de strafrechter worden opgelegd naast of in plaats van een straf.

Artikel 26

Voorbehouden

1. Iedere Verdragsluitende Partij kan bij de ondertekening van dit Verdrag of bij de nederlegging van haar akte van bekrachtiging of van toetreding een voorbehoud maken met betrekking tot een of meer daarbij aangegeven bepalingen van dit Verdrag.
2. Iedere Verdragsluitende Partij die een voorbehoud heeft gemaakt trekt dit, zodra de omstandigheden haar dit veroorloven, in. Een voorbehoud wordt ingetrokken door een mededeling gericht tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

3. Een Verdragsluitende Partij die met betrekking tot een bepaling van dit Verdrag een voorbehoud heeft gemaakt kan de naleving van die bepaling van dit Verdrag door een andere Partij slechts verlangen voor zover zij die bepaling zelf heeft aanvaard.

Artikel 27

Territoriale toepasselijkheid

1. Dit Verdrag is van toepassing in het moederland van de Verdragsluitende Partijen.

2. Het is tevens wat betreft Frankrijk van toepassing op Algerije en op de overzeese departementen en wat het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreft op de Kanaaleilanden en op het eiland Man.

3. De Bondsrepubliek Duitsland kan door een verklaring gericht tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa de toepasselijkheid van dit Verdrag uitbreiden tot het "Land" Berlijn. De Secretaris-Generaal stelt de andere Partijen van deze verklaring in kennis.

4. Bij rechtstreekse overeenkomst tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen kan de toepasselijkheid van dit Verdrag onder bij die overeenkomst te stellen voorwaarden worden uitgebreid tot elk grondgebied van een van die Partijen hetwelk niet behoort tot het grondgebied bedoeld in de voorgaande leden, voor zover de buitenlandse betrekkingen van die gebieden door een der Partijen worden behartigd.

Artikel 28

De verhouding tussen dit Verdrag en bilaterale overeenkomsten

1. Dit Verdrag doet wat betreft de gebieden waarop het van toepassing is, de bepalingen uit bilaterale verdragen, conventies of overeenkomsten vervallen, die de uitlevering tussen twee Verdragsluitende Partijen regelen.

2. De Verdragsluitende Partijen kunnen met elkaar slechts bilaterale of multilaterale overeenkomsten sluiten, wanneer deze er toe strekken de bepalingen van dit Verdrag aan de vullen of de toepassing van de daarin vervatte beginselen te vergemakkelijken.

3. Wanneer de uitlevering tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen plaats vindt op grond van een eenvormige wet, zijn die Partijen bevoegd om hun betrekkingen op dit terrein te regelen uitsluitend op basis van dat stelsel, niettegenstaande de bepalingen van dit Verdrag. Hetzelfde geldt tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen, indien bij elk van die Partijen een wet geldt die het mogelijk maakt op het grondgebied van die Partij bevelen tot vrijheidsbeneming ten uitvoer te leggen, die op het grondgebied van de andere Partij of de andere Partijen zijn gegeven. De Verdragsluitende Partijen die in hun betrekkingen de toepassing van dit Verdrag van het begin af aan of nadien uitsluiten overeenkomstig de bepalingen van dit lid, dienen ter zake een mededeling te richten tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa. Deze stelt de andere Partijen in kennis van elke mededeling die hij krachtens dit heeft ontvangen.

Artikel 29

Ondertekening, bekrachtiging, inwerkingtreding

1. Dit Verdrag is voor ondertekening door de leden van de Raad van Europa opengesteld. Het dient te worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging dienen te worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa.

2. Dit Verdrag treedt in werking 90 dagen na het tijdstip waarop de derde akte van bekrachtiging is nedergelegd.

3. Voor ieder ondertekende regering die het daarna bekrachtigt, treedt het in werking 90 dagen na de datum van nederlegging van haar akte van bekrachtiging.

Artikel 30

Toetreding

1. Het Comité van Ministers van de Raad van Europa kan elke Staat die geen lid is van de raad uitnodigen tot dit Verdrag toe te treden, mits de resolutie betreffende deze uitnodiging eenstemmig wordt goedgekeurd door de leden van de Raad die dit Verdrag hebben bekrachtigd.

De toetreding vindt plaats door nederlegging bij de Secretaris-Generaal van de Raad van een akte van toetreding. De toetreding treedt in werking 90 dagen na de nederlegging van de desbetreffende akte.

Artikel 31

Opzegging

Iedere Verdragsluitende Partij kan dit Verdrag voor wat haar betreft opzeggen door een daartoe strekkende kennisgeving te richten tot de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa. De opzegging treedt in werking zes maanden na de datum waarop de kennisgeving door de Secretaris-Generaal van de Raad is ontvangen.

Artikel 32

Verklaringen

De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa geeft alle leden van de Raad en de regering van elke Staat die tot het Verdrag is toegetreden, kennis van:

- (a) de nederlegging van elke akte van bekrachtiging of van toetreding;
- (b) de datum van inwerkingtreding;
- (c) elke verklaring afgelegd krachtens het eerste lid van artikel 6 en het vijfde lid van artikel 21;
- (d) elk voorbehoud gemaakt krachtens het eerste lid van artikel 26;
- (e) de intrekking van elk voorbehoud krachtens het tweede lid van artikel 26;
- (f) elke kennisgeving van opzegging ontvangen krachtens artikel 31 van dit Verdrag en de datum waarop deze in werking treedt.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de 13e december 1957, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in één enkel exemplaar, hetwelk zal worden nedergelegd in het archief van de Raad van Europa. De Secretaris-Generaal van de Raad doet een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift toekomen aan de regeringen van alle staten die het Verdrag hebben ondertekend.

Verklaring voor het met zich meevoeren van verdovende middelen en/of psychotrope stoffen ten behoeve van een medische behandeling - Artikel 75 van de uitvoeringsovereenkomst

1. De verklaring als bedoeld in artikel 75 van de Schengen-Uitvoeringsovereenkomst (zie bijlage) is in de thans bestaande vorm door de Schengen-Staten vastgelegd. Zij wordt in deze Staten op eenvormige wijze gebruikt en in de onderscheidene officiële talen afgegeven. Op de keerzijde van de verklaring is van de voorgedrukte tekst een vertaling in de Engelse en de Franse taal opgenomen.

2. De verklaring wordt door de bevoegde autoriteit afgegeven voor in de eigen Staat woonachtige personen die naar een andere Schengen-Staat willen reizen en die blijkens een medisch voorschrift gedurende deze tijd verdovende middelen nodig hebben. De geldigheidsduur van de verklaring kan maximaal 30 dagen bedragen.

3. De bevoegde autoriteit geeft de verklaring af, resp. waarmerkt deze op grond van een voorschrift van de behandelende arts. Voor elk voorgeschreven verdovend middel dient een afzonderlijke verklaring te worden afgegeven. Een afschrift van de verklaring wordt door de bevoegde autoriteit bewaard.

4. De behandelende arts mag voor reisdoeleinden voor een periode van ten hoogste 30 dagen verdovende middelen voorschrijven. De reisduur kan korter zijn dan deze periode.

5. De onderscheidene Partnerstaten hebben met het oog op oplossing van met de verklaring verband houdende problemen een centrale dienst aangewezen (zie bijlage). Deze dienst is enkel in België, Luxemburg en Nederland dezelfde als de autoriteit die bevoegd is voor afgifte, resp. waarmerking van de verklaring.

_____ (land) _____ (plaats) _____ (datum) (1)

A Voorschrijvende arts:		
_____ (naam)	_____ (voornaam)	_____ (telefoon) (2)
_____ (adres) (3)		
Ingeval van afgifte door de arts:		
_____ (stempel van de arts)	_____ (handtekening van de arts) (4)	
B Patiënt:		
_____ (naam)	_____ (voornaam) (5)	_____ (nr. van paspoort of ander geldig identiteitsdocument) (6)
_____ (geboorteplaats)	_____ (7)	_____ (geboortedatum) (8)
_____ (nationaliteit) (9)	_____ (10)	_____ (geslacht) (10)
_____ (woonplaats: land en plaats) (11)		
_____ (reisduur in dagen) (12)	_____ (geldigheidsduur van de medische verklaring) (13)	
C Voorgeschreven geneesmiddel:		
_____ (handelsnaam of generieke naam) (14)	_____ (farmaceutische vorm) (15)	
_____ (internationale benaming van de stof) (16)	_____ (concentratie van de actieve stof) (17)	
_____ (gebruiksaanwijzing) (18)	_____ (totale hoeveelheid) (19)	
_____ (duur van het voorschrift in dagen) (20)		
_____ (opmerkingen) (21)		

D. Voor afgifte/waarmeding bevoegde autoriteit (schrappen wat niet past)		
(omschrijving)		(22)
(adres)	(telefoon)	(23)
(Stempel)	(handtekening)	(24)

Certification to carry drugs and/or psychotropic substances for treatment purposes - Schengen Implementing Convention - Article 75	Certificat pour le transport de stupéfiants et/ou de substances psychotropes à des fins thérapeutiques - Article 75 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen
(1) country, town, date	pays, délivré à, date
A Prescribing doctor	Médecin prescripteur
(2) name, first name, phone	nom, prénom, téléphone
(3) address	adresse
(4) in cases of issuing by doctor : stamp, signature of doctor	en cas de délivrance par un médecin : cachet, signature du médecin
B Patient	Patient
(5) name, first name	nom, prénom
(6) no. of passport or other identification document	n° du passeport ou du document d'identité
(7) place of birth	lieu de naissance
(8) date of birth	date de naissance
(9) nationality	nationalité
(10) sex	sexe
(11) address	adresse
(12) duration of travel in days	durée du voyage en jours
(13) validity of authorisation from/to - max. 30 days	durée de validité de l'autorisation du/au - max. 30 jours
C Prescribed drug	Médicament prescrit
(14) trade name or special preparation	nom commercial ou préparation spéciale
(15) dosage form	forme pharmaceutique
(16) international name of active substance	dénomination internationale de la substance active
(17) concentration of active substance	concentration de la substance active
(18) instructions for use	mode d'emploi
(19) total quantity of active substance	quantité totale de la substance active
(20) duration of prescription in days - max. 30 days	durée de la prescription, en jours - max. 30 jours
(21) remarks	remarques
D Issuing/accrediting authority (delete no applying)	Autorité qui délivre/authentifie (biffer ce qui ne convient pas)
(22) expression	désignation
(23) address, phone	adresse, téléphone
(24) stamp, signature of authority	sceau, signature de l'autorité